

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	56	19

N° de la séance : 07

Objet de la délibération : DGA / DEAD -
Commission intercommunale pour
l'accessibilité - Présentation du rapport
annuel 2016

- Original
 - Expédition certifiée conforme à l'original
- Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2017.106

Date de la convocation :
Le 03/10/2017

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **20 OCT. 2017**

de la réception s/Préfecture
en date du **20 OCT. 2017**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services



Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 09 octobre 2017

L'an deux mil dix-sept et le 09 octobre à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de octobre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Jacques GENTE, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Albert CALAMUSO, Patrick CHAGNEAU, Yves DAHAN, Marina LONVIS, Simone TORRES-FORET DODELIN, Jean-Pierre DERMIT, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Christophe ETORE, Michel BERTRAND, Béatrice VIGNOLO, Martine SAVALLI, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Barbara LANCE, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Déborah MINEI, Matthieu GILLI

PROCURATIONS :

Marc DAUNIS à Christophe ETORE, Richard THIERY à Gérald LOMBARDO, René TRASTOUR à Jean-Paul ARNAUD, André-Luc SEITHER à Patrick DULBECCO, Michel VIANO à Henri GANNARD

ABSENTS :

Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Claude BERENGER, Joseph VALETTE, Angèle MURATORI, Anne-Marie BOUSQUET, Cléa PUGNAIRE, Anne-Marie DUMONT, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Abderrazak SALOUH, Anne CHEVALIER, Khéra BADAOU, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Matthieu GILLI, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Monsieur LEONETTI,

Par délibération du 9 juillet 2007, le Conseil Communautaire a décidé la création d'une Commission Communautaire pour l'Accessibilité des Personnes Handicapées au sein de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, en application de l'article 46 de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

La Loi du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement a instauré un nouveau cadre législatif et réglementaire, venant modifier les dispositions précédentes relatives à cette Commission : intitulé, composition élargie et missions complémentaires. Ces nouvelles dispositions ont été approuvées par délibération n°CC.2016.110 du Conseil communautaire du 26 septembre 2016.

Ainsi, sans pour autant disposer d'un pouvoir de décision, la Commission Intercommunale pour l'Accessibilité s'inscrit dans une logique globale d'amélioration du cadre de vie et contribue à ancrer la démarche d'accessibilité dans la proximité, en collaboration directe avec les communes membres.

Dans cette optique, sa mission essentielle consiste à établir un rapport annuel dressant le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant (articles 41, 42 et 43 de la Loi de 2005), de la voirie, des espaces publics et des transports (articles 19 et 45).

Après présentation au Conseil Communautaire et approbation, la réglementation dispose que ce rapport soit adressé au Préfet du Département, au Président du Conseil Départemental, au Conseil départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie, ainsi qu'à tous les responsables des bâtiments, installations et lieux de travail concernés par le rapport.

Comme pour l'année précédente, vous est soumis aujourd'hui le rapport pour l'année 2016, dont le projet a préalablement été présenté aux membres de la Commission Intercommunale pour l'Accessibilité, lors de la réunion du 21 juin 2017. Le document joint, en tant que version définitive, prend en compte l'ensemble des observations formulées le cas échéant par leurs soins.

Le rapport 2016 commence par rappeler le cadre législatif ayant permis la mise en place de cette Commission (son évolution, la coexistence des commissions communales, sa composition et ses compétences).

Il fait ensuite état des réflexions menées en 2016 au cours de diverses séances de travail et il mentionne enfin le détail des réalisations menées :

- par la Communauté d'Agglomération dans les domaines des déplacements, transports, logement et cadre bâti communautaire ;
- par chacune des communes membres dans les domaines du cadre bâti existant, des espaces publics et de la voirie.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire de prendre acte du rapport 2016 de la Commission Intercommunale pour l'Accessibilité.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, PREND ACTE du rapport 2016 de la Commission Intercommunale pour l'Accessibilité.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 09 octobre 2017
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI



COMMUNAUTÉ
D'AGGLOMÉRATION
SOPHIA ANTIPOLIS

COMMISSION INTERCOMMUNALE POUR L'ACCESSIBILITÉ



2016
RAPPORT



SOMMAIRE

- I. COMMISSION INTERCOMMUNALE POUR L'ACCESSIBILITÉ DE LA CASA : RAPPEL DU CADRE LÉGISLATIF
 - A. LE CADRE LÉGISLATIF ET SON ÉVOLUTION
 - B. COEXISTENCE DES COMMISSIONS COMMUNALE ET COMMUNAUTAIRE POUR L'ACCESSIBILITÉ
 - C. COMPÉTENCES DE LA COMMISSION INTERCOMMUNALE POUR L'ACCESSIBILITÉ
 - D. COMPOSITION EN VIGUEUR EN 2016
- II. RÉFLEXIONS SUR L'ACCESSIBILITÉ MENÉES EN 2016
 - A. COMMISSION CCAPH DU 16 NOVEMBRE 2016
 - B. RÉUNIONS SUR L'ACCESSIBILITÉ COURANT 2016
- III. RÉALISATIONS EFFECTUÉES EN 2016
 - A. MISES EN ACCESSIBILITÉ EFFECTUÉES AU NIVEAU DE L'AGGLOMÉRATION
 - B. MISES EN ACCESSIBILITÉ EFFECTUÉES AU NIVEAU COMMUNAL
- IV. ÉLÉMENTS DE PROSPECTIVE
 - A. PROJETS PILOTÉS OU RÉALISÉS PAR LA CASA
 - B. PROJETS PROPRES AUX COMMUNES
- V. LES AGENDAS D'ACCESSIBILITÉ PROGRAMMÉE
- CONCLUSION
- DOCUMENTS ANNEXES :
 - ÉTATS DES MISES EN ACCESSIBILITÉ PRODUITS PAR LES COMMUNES
 - AUTRES DOCUMENTS

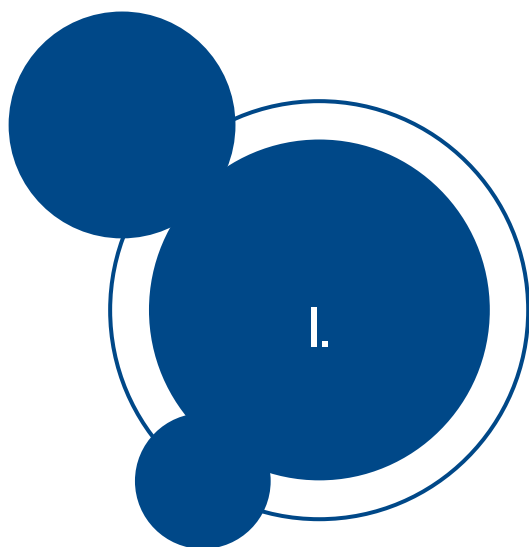


FOCUS SUR LES ACTIONS CASA MENÉES EN 2016

(DÉTAIL DANS LES PAGES SUIVANTES)

Cadre bâti	Poursuite des travaux programmés dans le cadre de l'Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP) , validé par arrêté du Préfet en 2015.
Voirie Déplacements	Réalisation de 5 arrêts de bus type Charte réalisés (Antibes)
Transports	<p>100% du matériel roulant est accessible</p> <p>Service ICILA PMR et spécial PGDM (priorité) : possibilité de réservations jusqu'à 14 jours, 11 852 voyages, 83 193 km parcourus.</p> <p>Refonte du site internet Envibus : accessibilité (caractères, affichage).</p>
Habitat Logement	<p>54 logements réservés PMR</p> <p>Partenariat avec la MDPH (Maison Départementale des Personnes Handicapées) : protocole de gestion coordonnée des demandes de logement social des personnes handicapées.</p> <p>6 réunions de travail, 182 situations étudiées, 8 situations dans ce dispositif ont obtenu une attribution sur le territoire de la CASA.</p>





COMMISSION COMMUNAUTAIRE POUR L'ACCESSIBILITÉ DE LA CASA : RAPPEL DU CADRE LÉGISLATIF

A. LE CADRE LÉGISLATIF ET SON ÉVOLUTION

La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, garantit de nouveaux droits aux personnes handicapées et consacre leur complète participation à la vie de la société.

Elle affirme la généralisation du principe d'accessibilité, étendu à toutes formes de handicap (principe de "l'accès à tout pour tous") et place les collectivités locales en première ligne en ce sens qu'elles doivent désormais ancrer la démarche de l'accessibilité dans la proximité.

Alors que le dispositif juridique en place depuis la loi du 30 juillet 1975 préconisait l'opportunité et le droit à mobilité, la loi de 2005 oblige les communes à définir des objectifs dans le temps, répondant à l'obligation d'accessibilité.

En outre, elle apporte une définition du handicap élargie (article 2) :

« Constitue un handicap, toute limitation d'activité ou restriction de participation à la vie en société subie dans son environnement par une personne en raison d'une altération substantielle, durable ou définitive d'une ou plusieurs fonctions physiques, sensorielles, mentales, cognitives ou psychiques, d'un polyhandicap ou d'un trouble de santé handicapant ».

Aussi, pour répondre aux dispositions de l'article L.2143-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, la **Commission communautaire pour l'accessibilité des personnes handicapées** a été créée au sein de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis :

« Des communes peuvent créer une commission intercommunale. Celle-ci exerce, pour l'ensemble des communes concernées, les missions d'une commission communale. Cette commission intercommunale est présidée par l'un des maires des communes, qui arrête conjointement la liste des membres. Lorsque la compétence en matière de transports ou d'aménagement du territoire est exercée au sein d'un établissement public de coopération intercommunale, la commission pour l'accessibilité aux personnes handicapées doit être créée auprès de ce groupement. Elle est alors présidée par le président de l'établissement. La création d'une commission intercommunale est obligatoire pour les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de transports ou d'aménagement du territoire, dès lors qu'ils regroupent 5000 habitants ou plus. »

C'est ainsi qu'en séance du 9 juillet 2007 et par anticipation de la loi de 2009, le Conseil communautaire a décidé de doter la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis d'une Commission Communautaire pour l'Accessibilité des Personnes Handicapées.

En outre, l'article 98 de la loi n° 2009-526 du 12 mai 2009 pour la simplification et la clarification du droit et l'allègement des procédures, est venu modifier les dispositions de l'article L. 2143-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (issu de l'article 46 de la loi Handicap du 11 février 2005).

En vertu de cette Loi, la Commission intercommunale doit être créée dans les EPCI de plus de 5000 habitants et plus, dès lors que ces établissements sont compétents en matière de transport et d'aménagement de l'espace. Cette commission peut être également créée dans toutes les intercommunalités quelle que soit leur taille.

À noter le nouveau cadre réglementaire souhaité par le législateur :

L'ordonnance du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des ERP, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées est venue préciser notamment le rôle des commissions communales et intercommunales.

Suite à cette ordonnance, l'article L.2143-3 du CGCT a été modifié par la Loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 (art.21) relative à l'adaptation de la société au vieillissement.

Cet article mentionne de nouvelles dispositions relatives aux Commissions, notamment sur :

- L'intitulé : les Commissions (inter)communales d'accessibilité pour les personnes handicapées deviennent « les Commissions (inter)communales pour l'accessibilité ».
- La composition (voir point D)
- Les missions (voir point C)

B. COEXISTENCE DES COMMISSIONS COMMUNALE ET COMMUNAUTAIRE POUR L'ACCESSIBILITÉ

Pour mémoire : la Commission communale pour l'Accessibilité.

Depuis la loi Handicap du 11 février 2005, les communes de plus de 5 000 habitants doivent obligatoirement constituer et mettre en place une commission communale pour l'accessibilité ; ce qui implique la production d'un rapport annuel dressant le constat de l'accessibilité sur la commune, présenté au Conseil municipal.

Elle est présidée par le Maire et est composée des représentants de la commune, d'associations d'usagers et d'associations de représentants des personnes handicapées.

Cf. article L.2143-3 du CGCT, modifié par la Loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 (art.21) relative à l'adaptation de la société au vieillissement.

L'article 98 de la Loi précitée a eu pour effet de clarifier les missions respectives des **commissions communales et intercommunales pour l'accessibilité**, dont l'existence faisait l'objet d'interprétations divergentes, auxquelles la circulaire du 17 décembre 2007 avait tenté de répondre :

« Lorsqu'une commission intercommunale est créée, celle-ci exerce pour l'ensemble des communes les compétences des commissions communales. Dès lors, il ne peut y avoir de coexistence entre ces deux types de commissions ».

Ainsi, l'article L.2143-3 du CGCT précise que les deux commissions communale et intercommunale pour l'accessibilité peuvent **coexister** en exerçant leurs missions dans le cadre de leurs compétences respectives et ajoute que « les communes membres de l'établissement peuvent également, au travers d'une convention passée avec ce groupement, confier à la commission intercommunale tout ou partie des missions d'une commission communale, même si elles ne s'inscrivent pas dans le cadre des compétences de l'EPCI. Lorsqu'elles coexistent, les commissions communales et intercommunales veillent à la cohérence des constats qu'elles dressent, chacune dans leur domaine de compétences, concernant l'accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie, des espaces publics et des transports. »

A ce jour, la Commission intercommunale pour l'accessibilité de la CASA n'a été sollicitée par aucune de ses communes membres, sur cette possibilité de transfert de missions. En effet, l'échelon communal étant le plus pertinent pour traiter des questions d'accessibilité, un transfert de compétence à la CASA paraît difficilement envisageable.

Une information réciproque entre les communes et la CASA est néanmoins nécessaire à la cohérence des constats entre l'échelon communal et l'échelon intercommunal. C'est la raison pour laquelle, il est demandé aux communes de communiquer tous les ans le compte-rendu de leurs actions (état des mises en accessibilité) sur leur territoire.

Lorsque sur un même territoire, coexistent deux commissions pour l'accessibilité, leurs missions se doivent donc d'être **complémentaires** : la structure intercommunale (Commission intercommunale pour l'accessibilité de la CASA) exerçant ses missions dans la limite des compétences définies par le Code.

Jusqu'à présent, partant du principe que les commissions ne pouvaient coexister juridiquement, la Commission intercommunale pour l'accessibilité de la CASA, en plus de ses missions proprement communautaires, s'est chargée de recenser l'ensemble des actions passées et à venir des communes en matière d'accessibilité en vue du rapport annuel obligatoire.

La production de son rapport annuel est, en partie, nourri des éléments remis par les communes dans les domaines relevant de leurs compétences. Ce travail de recensement des actions communales en matière d'accessibilité est réalisé à des fins informatives ; sans oublier cependant, le rôle d'assistance et de conseil aux communes (avis pouvant être donnés sur sollicitations).

Nota :

A ce jour, les communes suivantes de plus de 5 000 habitants ont créé, par délibération du Conseil Municipal, leur Commission communale :

Les populations légales millésimées 2014 entrent en vigueur le 1 ^{er} janvier 2017				
COMMUNES	NOMBRE D'HABITANTS (population totale)	NATURE COMMISSIONS COMMUNALES	RÉFÉRENCES	OBSERVATIONS
ANTIBES	76 981	D'accessibilité Pour l'accessibilité	Arrêté du 24/06/09 Arrêté du 09/02/15 : création et désignation de membres de la CCPA	Site internet /page dédiée à l'accessibilité : http://www.antibes-juanlespins.com/handicap Unité Coordination Accessibilité
BIOT	10 219	Pour l'accessibilité	Conseil Municipal du 17/02/15	Site internet / page dédiée à l'accessibilité : http://www.biot.fr/sante-solidarite/accessibilite
LA COLLE-SUR-LOUP	8 077	Pour l'accessibilité	Conseil Municipal 2012	
ROQUEFORT-LES-PINS	6 766			Pas de commission pour l'accessibilité
VALLAURIS	26 495	Pour l'accessibilité	Conseil Municipal 2011	
VALBONNE	13 720	D'accessibilité Pour l'accessibilité	Conseil Municipal du 04/02/2010	
VILLENEUVE-LOUBET	14 002	D'accessibilité Pour l'accessibilité	Conseil Municipal du 07/07/2011	Site internet/page dédiée à l'accessibilité : http://villeneuveloubet.fr/cadre-de-vie/securite/prevention_des_risques/etablisements_recevant_du_public.html



C. COMPÉTENCES DE LA COMMISSION INTERCOMMUNALE POUR L'ACCESSIBILITÉ

Le rôle de cette commission s'inscrit dans une logique globale d'amélioration du cadre de vie.

Par délibération en date du 9 juillet 2007, le Conseil Communautaire a décidé la création de la Commission Communautaire pour l'accessibilité des personnes handicapées, en application de l'article L.2143-3 du CGCT, modifié par la Loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 (art.21) relative à l'adaptation de la société au vieillissement.

Cet article rend obligatoire la création d'une commission intercommunale pour l'accessibilité lorsque les communes adhèrent à un Etablissement Public de coopération intercommunale compétent en matière de transports ou en matière d'aménagement du territoire, lorsque la population atteint 5000 habitants.

Il est précisé que cette commission n'intervient que dans les domaines transférés à l'EPCI.

La Commission Communautaire pour l'Accessibilité a pour objet de :

- dresser le constat de l'accessibilité du cadre bâti existant sur le territoire concerné (*articles 41, 42 et 43 de la loi précitée*), de la voirie, des espaces publics et des transports (*articles 19 et 45*) ;
- d'élaborer des propositions de nature à améliorer l'accessibilité de l'existant ;
- formuler des avis sur sollicitations des communes ;
- formuler des avis (consultatifs) sur les plans d'actions élaborés pour les communes (*Plan communal de mise en accessibilité de la voirie et des aménagements des espaces publics, Programme pluriannuel de mise en accessibilité du bâti existant*) ;
- d'organiser un système de recensement de l'offre de logements accessibles aux personnes handicapées (*articles 41, 43, 46 et 50*) ;
- tenir à jour, par voie électronique, la liste des établissements recevant du public situés sur le territoire intercommunal, qui ont élaboré un agenda d'accessibilité programmée (*Ad'AP*) et la liste des établissements accessibles aux personnes handicapées et aux personnes âgées (*Loi de 2015*).

Sa mission essentielle consiste à établir un rapport annuel et de faire toute proposition utile d'amélioration de mise en accessibilité de l'existant. Ce rapport est présenté en Conseil communautaire.

D. COMPOSITION EN VIGUEUR EN 2016

La création de la Commission Communautaire pour l'Accessibilité des Personnes Handicapées de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a été approuvée par délibération du Conseil Communautaire du 9 juillet 2007, modifiée le 5 mai 2008, puis le 15 décembre 2008.

Au regard des nouvelles délégations instaurées en séance du Conseil communautaire du 14 avril 2014, sa composition a été actualisée. Depuis, **les nouvelles dispositions de la Loi de 2015 ont été pleinement intégrées**, puisque venant :

- modifier l'intitulé de la Commission
- élargir ses missions (comme vu plus haut)
- élargir également sa composition.

Sur ce dernier point, le **Conseil communautaire du 26 septembre 2016** a pris acte de ces nouvelles obligations et a, dans le même temps, arrêté la nouvelle composition comme suit :

4 représentants des élus de la Communauté :

- Le Vice-Président Délégué au Développement Economique et à l'Aménagement du Territoire, ou son suppléant ;
- Le Vice-Président Délégué aux Risques Naturels, ou son suppléant ;
- Le Vice-Président Délégué à la Mobilité et aux Transports, ou son suppléant ;
- Le Vice-Président Délégué aux Équipements et aux Infrastructures communautaires, ou son suppléant.

4 représentants des institutions et des partenaires :

- Le Préfet ou son représentant ;
- Le Président du Conseil Régional ou son représentant ;
- Le Président du Conseil Départemental ou son représentant ;
- Le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis ou son représentant.

6 représentants des Associations pour tous types de handicaps :

- Le Président de l'Association des Amis Parents Enfants Inadaptés (ADAPEI) ou son représentant
- Le Président de l'Association Valentin Haüy ou son représentant ;
- Le Président de l'Association des Paralysés de France (APF) ou son représentant ;
- Le Président de l'Association Union Régionale des Associations de Parents Enfants Déficieux Auditifs (URAPEDA) ou son représentant ;
- Le Président de l'Association de Défense des Polyhandicapés (ADEPO06) ou son représentant ;
- Le Président de l'Association pour l'intégration, le soutien, l'accompagnement au travail et l'insertion sociale de personnes souffrant de troubles psychiques (ISATIS) ou son représentant.

1 représentant des personnes âgées :

- Le Président de l'Association pour l'Aide et le Conseil aux Personnes Agées (AACs) ou son représentant.

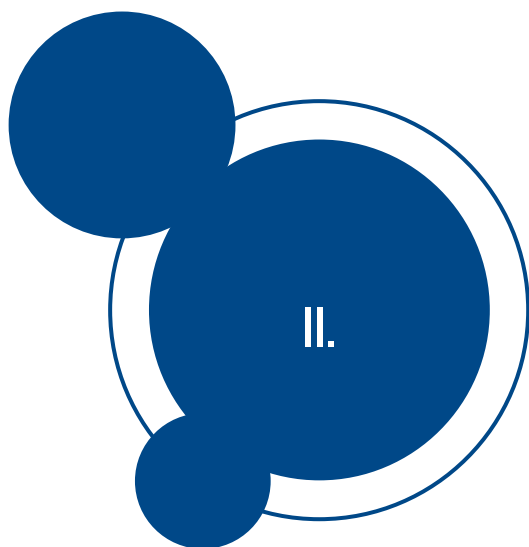
3 représentants des acteurs économiques :

- Le Président de l'Association Initiative Agglomération Sophia Antipolis (IASA) ou son représentant ;
- Le Président de l'Association Sophia Club Entreprises (SCE) ou son représentant ;
- Le Président de l'Association Michard Pellissier.

4 représentants des usagers de la ville :

- Le Président de la Fédération Nationale des Associations d'Usagers de Transports (FNAUT) ou son représentant ;
- Le Président de l'Union Fédérale des Consommateurs (UFC) ou son représentant ;
- Le Président de la Confédération Nationale du Logement (CNL) ou son représentant ;
- Le Président du Conseil de Développement ou son représentant.





RÉFLEXIONS SUR L'ACCESSIBILITÉ MENÉES EN 2016

A. COMMISSION COMMUNAUTAIRE POUR L'ACCESSIBILITÉ DU 16 NOVEMBRE 2016

Dans le prolongement de la précédente réunion 27 mai 2015, la dixième Commission qui s'est tenue le 16 novembre 2016, a eu pour objet de présenter aux partenaires institutionnels et associatifs le projet de rapport des **actions conduites en 2015** par la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et ses communes membres.

Le compte-rendu détaillé de cette réunion est joint en annexe.

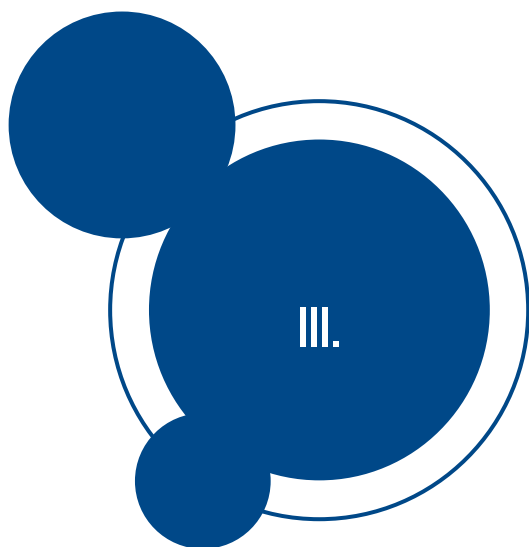
Le rapport des états des mises en accessibilité 2015 sur le territoire de la CASA a été présenté en Conseil Communautaire du 13 février 2017, puis diffusé le 28 mars 2017 à l'ensemble des partenaires (Etat, institutions, associations, communes), comme la législation le prévoit.

B. RÉUNIONS SUR L'ACCESSIBILITÉ COURANT 2016

La CASA a pris part aux séances de travail listées ci-dessous :

1. **Commission communale pour l'accessibilité d'Antibes, du 7 avril 2016**
Présentation du rapport des mises en accessibilité de la commune pour 2015 et du suivi de l'Ad'AP.
2. **Réunions avec la Maison Départementale des Personnes Handicapées**
6 réunions en 2016, examen des situations des demandeurs de logement relevant du dispositif handicap logement.





RÉALISATIONS EFFECTUÉES EN 2016

Comme pour l'année précédente, les réalisations effectuées en 2016 tentent d'apporter des réponses aux problèmes liés à l'accessibilité en général, et au déplacement des personnes handicapées en particulier. Il est d'intérêt général que de rechercher une utilisation harmonieuse et optimale des équipements publics, quels qu'ils soient.

A. MISES EN ACCESSIBILITE EFFECTUEES AU NIVEAU DE L'AGGLOMERATION

1• Déplacements

Arrêts réalisés par la CASA

La Direction Déplacements Infrastructures Risques informe des **réalisations d'arrêt de bus** suivantes en 2016 :

- 1 sur Antibes boulevard du Cap
- 2 au niveau du giratoire des 3 Moulins Antibes
- 2 arrêts pour le CCAS d'Antibes
- Fourniture de bordures d'aides à l'accostage pour la réalisation de 2 arrêts sur la commune de Villeneuve-Loubet et pour un arrêt pour la commune d'Antibes.

Arrêts réalisés par les communes ou le Conseil départemental

- Mise en accessibilité du quai extérieur de la gare routière d'Antibes (côté avenue du 24 août) : abaissement de bordures
- Font de Cine - Antibes
- Cimetière St Bernard - Antibes
- Castagnes – Biot
- Quartier Notre Dame – Roquefort-les-Pins

2• Transports

La Direction du Réseau Envibus informe de ce qui suit.

- Refonte du **site internet** envibus :

Le nouveau site, trilingue, permet de pouvoir ajuster la taille des caractères d'affichages, pour une meilleure visualisation

- Création d'une **application mobile Envibus** pour faciliter la navigation des internautes.
- **Installation de distributeurs automatiques des titres (DAT)** en Gare Routière de Valbonne Sophia Antipolis (mai 2016) et en Gare Routière d'Antibes (Octobre 2016) :
 - vente de titres 24/24h,
 - synthèse vocale, écrans et menus constatés ; accessibles aux mal voyants
 - clavier bancaire à hauteurs UFR, etc.



- **Bus : 100% du matériel roulant est accessible.** (rampes, plancher bas, emplacement UFR, etc.)
- **Tests de nouveaux véhicules :** en accord avec certains constructeurs, Envibus teste de nouveaux véhicules afin de pouvoir expérimenter de nouveaux modèles et avoir un retour d'expériences sur différentes thématiques : conduite, confort, accessibilité.

2 navettes de centre-ville ont été testées pendant plusieurs jours.



ICILA Spécial PGDM

En accord et en concertation avec l'APF :

Ouverture des réservations le jeudi pour tous les PMR avec réservations J+12

Nouvelles modalités de réservations à partir du mardi 20 septembre 2016.

- Ouverture des réservations le mardi uniquement pour les PMR en fauteuil roulant ou possédant une carte d'invalidité à 80% ou une carte de cécité avec réservations J+14.
- Nombre de trajets limités par semaine et par usager pour répondre au plus grand nombre.
- Avantages :
 - **Priorité** donnée aux Personnes en Grande Difficulté de Mobilité (PGDM)
 - **Plus de disponibilités** pour les dessertes de communes excentrées
 - Réservations jusqu'à **14 jours** et non 12
 - Équilibrer le nombre d'appels sur la semaine.

De plus, la centrale de réservation a été modernisée en 2016 : renfort d'effectifs, nouveaux bureaux, évolutions des logiciels... pour permettre une meilleure capacité de réponse et réduire les temps d'attente.

Récapitulatif 2016, **courses PGDM** :

2016	KMS	NB PERS	NB COURSES
JANVIER	5621,02	995	866
FÉVRIER	6047,15	1073	934
MARS	6992,24	1137	989
AVRIL	7371,76	1151	1001
MAI	6508,24	1063	925
JUIN	8188,08	1318	1147
JUILLET	7427,54	1196	1041
AOÛT	7012,62	1044	908
SEPTEMBRE	7477,5	1252	1089
OCTOBRE	6972,38	1142	994
NOVEMBRE	7229,97	1163	1012
DÉCEMBRE	6344,84	1089	947
TOTAL	83193,34	13623	11852



3• Logement

La Direction Habitat Logement fait savoir ce qui suit.

a) L'Observatoire de l'Habitat - Recensement de l'offre dédiée

La Direction Habitat Logement a pour mission de réaliser un recensement annuel des logements accessibles ou adaptés sur son territoire.

A cet effet, depuis 2012 elle a engagé une démarche partenariale avec les bailleurs sociaux pour faciliter un recensement le plus exhaustif possible avec la mise en place d'un outil informatique partagé.

En 2016, malgré de nombreux échanges avec les référents handicaps des bailleurs, et face aux difficultés pour obtenir leurs données, la Direction Habitat Logement a abandonné cet outil et **s'est recentrée sur le recensement des « logements adaptés »**.

Les « **logements adaptés** » respectent les prescriptions légales d'accueil des personnes handicapées, à savoir celles des « logements accessibles » (logements situés en rez-de-chaussée ou en étages desservis par ascenseur, dont « l'unité de vie » comporte des caractéristiques minimales d'accessibilité permettant la circulation d'une personne handicapée en fauteuil roulant) et qui répondent également aux besoins spécifiques de la personne afin qu'elle puisse réaliser avec la plus grande autonomie possible, les activités domestiques essentielles dans le logement, pour en jouir pleinement. (ex : douche à siphon de sol, équipement spécifique, domotique, etc...).

Entre 2015 et 2016, le parc de logements adaptés s'est accru d'une unité passant de 53 à 54 logements. Les statistiques pour l'année 2016 font ressortir les chiffres suivants :

COMMUNE	NOM OPÉRATION	MISE EN SERVICE	BAILLEUR	CONFORT LOGEMENT	NOMBRE LLS PMR
ANTIBES	ARGONAUTES	2000	SACEMA	Logement réservé handicapé	1
ANTIBES	LONGO MAI	2002	SACEMA	Logement réservé handicapé	1
ANTIBES	LERINA	2003	SACEMA	Logement réservé handicapé	1
ANTIBES	L'OCARINA	2006	SACEMA	Logement réservé handicapé	12
ANTIBES	THALYS	2009	ICF SUD EST MEDITERRANEE	Logement réservé handicapé	2
ANTIBES	VILLA NADOR	2009	ERILIA	Logement réservé handicapé	1
ANTIBES	CLOS D'AZUR	2009	ERILIA	Logement réservé handicapé	1
ANTIBES	VILLA ELEONORE	2009	SACEMA	Logement réservé handicapé	2
ANTIBES	VILLA SOLEIADO	2010	SACEMA	Logement réservé handicapé	2
ANTIBES	PARC D'EUGENIE	2011	HABITAT 06	Logement réservé handicapé	3
ANTIBES	VAUBAN MACE	2012	SACEMA	Logement réservé handicapé	1
ANTIBES	ALLEES GRENADINE	2012	MAISON FAMILIALE DE PROVENCE	Logement réservé handicapé	1
ANTIBES	RESIDENCE D'EMMA	2014	SACEMA	Logement réservé handicapé	3
ANTIBES	LA SIGNATURE	2015	ERILIA	Logement réservé handicapé	3
ANTIBES	JARDINS DE LULLY	2015	SACEMA	Logement réservé handicapé	2
ANTIBES	PETIT BEAUVERT	2015	ERILIA	Logement réservé handicapé	2
ANTIBES	PARC DES AMARINES	2016	LOGIREM	Logement réservé handicapé	1
BIOT	RAYMOND PEYNET I	2007	NOUVEAU LOGIS AZUR	Logement réservé handicapé	1
BIOT	RAYMOND PEYNET II	2007	PARLONIAM	Logement réservé handicapé	1
ROQUEFORT LES PINS	COURS DU BEAUMON	2012	ERILIA	Logement réservé handicapé	4
ROQUEFORT LES PINS	CŒUR LES PINS	2014	HABITAT 06	Logement réservé handicapé	1
VALBONNE	FJT EXTENSION	2006	OFFICE PUBLIC DE CANNES	Logement réservé handicapé	1

VALBONNE	TOITS DE LA VIGNE HAUTE	2008	PHOCEENNE D'HABITATIONS	Logement réservé handicapé	1
VALBONNE	AMANDIERS	2012	PHOCEENNE D'HABITATIONS	Logement réservé handicapé	1
VALLAURIS	50 RUE LENTA PITTARI	2012	SEMIVAL	Logement réservé handicapé	1
VALLAURIS	CLOS DE VALAURIA	2014	ERILIA	Logement réservé handicapé	4
TOTAL					54

b) Le Pôle Aide à la Personne - Accès au logement des personnes handicapées

Depuis 2012, la Direction Habitat Logement et la Maison Départementale des Personnes Handicapées des Alpes-Maritimes (MDPH), ont mis en place **un dispositif de rapprochement entre l'offre et la demande de logements adaptés** pour :

- Permettre aux personnes en situation de handicap d'optimiser leur recherche d'offre adaptée
- Permettre aux bailleurs de mieux appréhender la demande et de garantir l'occupation des logements correspondants

Cette collaboration s'est renforcée en 2015 avec la signature du protocole de gestion coordonnée des demandes de logement locatif social des personnes handicapées.

La CASA a souhaité aux côtés du Conseil Départemental, des organismes HLM et des différents réservataires de logement confirmer son implication dans le dispositif à la fois en tant qu'établissement Public de Coopération Intercommunale et en tant que réservataire de logement social.

En 2016 :

- 6 réunions MDPH :
 - 182 situations ont été étudiées avec la MDPH
 - 8 situations dans ce dispositif ont obtenu une attribution sur le territoire de la CASA
- 899 demandeurs ayant déposé une demande de LLS auprès de la CASA ont renseigné la fiche handicap.

À noter que ces demandeurs ne sont pas obligatoirement recensés dans le cadre du dispositif handicap logement de la MDPH.

À cela s'ajoute le **Programme Intercommunal d'Amélioration Durable de l'Habitat (PIADH)** de la CASA, mis en place en 2016 pour 3 ans.

Ce dispositif propose des aides financières très intéressantes aux propriétaires aux revenus modestes pour améliorer le confort des logements aux regards des besoins notamment pour **le maintien à domicile des personnes handicapées via l'adaptation des logements** (salle de bain, monte escalier électrique...). Il convient de contacter la permanence de la direction Habitat Logement au 04.89.87.11.18 une équipe de professionnels est dédiée pour le montage et l'accompagnement du projet (administratif, technique et financier).

4- Cadre bâti et espaces publics

S'agissant des bâtiments et propriétés communautaires, les réalisations effectuées en 2016 concernent les équipements suivants :

- Médiathèque Albert Camus - Antibes : rampe escalier extérieur
- Pôle Culturel Auguste Escoffier – Villeneuve Loubet : système table à langer WC enfants
- Maison du Terroir – Le Rouret : indicateur de changement de niveau ascenseur

De plus, comme la Loi de 2015 en dispose, ci-dessous la « liste des ERP situés sur le territoire communal qui ont élaboré un Ad'AP » :

LISTE DES ERP INSCRITS DANS LE DISPOSITIF AD'AP	DÉBUT DE LA 1ÈRE ACTION DE MISE EN ACCESSIBILITÉ DE L'ERP	ANNÉE PRÉVISIONNELLE DE FIN DE LA DERNIÈRE ACTION DE MISE EN ACCESSIBILITÉ DE L'ERP
PÔLE CULTUREL AUGUSTE ESCOFFIER Villeneuve-Loubet	2016	2017
MÉDIATHÈQUE COMMUNAUTAIRE Antibes	2016	2017
MÉDIATHÈQUE COMMUNAUTAIRE Valbonne	2016	2017
BIBLIOTHÈQUE DES SEMBOULES Antibes	2016	2017
BASTIDE AUX VIOLETTES Tourrettes-sur-Loup	2016	2017
BUSINESS POLE Sophia Antipolis	2016	2017
UNITÉ LOGEMENT Antibes	2016	2017
ANTENNE DE JUSTICE Antibes	2016	2017
ANTENNE DE JUSTICE Vallauris	2016	2017
SERVICE PRÉVENTION Juan-les-Pins	2016	2017
SERVICE PRÉVENTION Vallauris	2016	2017
PARENTHÈSE TRAIT D'UNION Antibes	2016	2017
GARE ROUTIÈRE Valbonne	2016	2017
CITE JUDICIAIRE Antibes	2016	2017

Les ERP inscrits dans le dispositif Ad'AP sont majoritairement concernés par des actions de mise en accessibilité relatives à la signalétique horizontale et verticale, à la signalisation de vitrage, au revêtement et nez de marche des escaliers.
Aucun ERP ne fait l'objet d'une dérogation.

5• Autre action en faveur de l'accessibilité : sensibilisation au Handicap au sein de la CASA

Cette sensibilisation à la problématique du handicap et de l'accessibilité aux équipements et services se traduit par l'élaboration d'une charte d'accueil de l'utilisateur.

Cette charte a été co-construite avec les agents de la CASA en charge de l'accueil des usagers. L'élaboration de la charte s'est réalisée à partir de 7 groupes de formations-actions de 2 jours avec une partie consacrée à la communication avec les usagers et une partie à la préparation du contenu de la charte.

Lors de cette formation-action était abordé l'accueil des usagers en situation de handicap. 86 agents de la CASA en position d'accueil du public ont été formés et associés à cette démarche.

La charte sera affichée dans l'ensemble des établissements de la CASA recevant du public au plus tard fin du premier semestre 2017.



CHARTE D'ACCUEIL DES USAGERS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SOPHIA ANTIPOLIS

Dans le cadre de ses missions, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis offre à la population des services relevant de ses compétences dans le respect des grandes valeurs du service public, et en particulier : l'égalité de traitement des usagers, la neutralité, l'obligation de réserve, la continuité du service public et l'adaptation des services aux évolutions de la société.

L'excellence de nos services est le fruit d'engagements réciproques entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et ses usagers afin d'améliorer en continu le service public dans une relation de confiance mutuelle.

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis s'engage à :

Assurer votre sécurité et l'accès pour tous au service public

Tous nos lieux de réception répondent aux normes réglementaires de sécurité du public et sont équipés d'accès adaptés aux personnes souffrant d'un handicap.

Garantir la qualité de l'accueil

Vous êtes reçu avec courtoisie et écouté de manière attentive et respectueuse dans des lieux répondant aux normes d'hygiène publique.

Offrir un service de qualité

Les informations qui vous sont données sont adaptées à vos besoins. En outre, des agents compétents vous assistent dans la constitution de vos dossiers.

Respecter la confidentialité

Toutes les informations fournies par les usagers sont strictement personnelles. Elles font l'objet d'une confidentialité absolue.

Vous vous engagez à :

- vous conformer aux diverses réglementations régissant nos différentes prestations répondant à vos besoins ;
- respecter les agents d'accueil et les autres usagers ;
- conserver en l'état les locaux et les matériels mis à votre disposition.

Cette charte est accessible sur le site internet casa-infos.fr

Vous souhaitez nous faire part de vos suggestions ou poser une réclamation,

Écrivez à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis

Les Genêts - 449 route des Crêtes - 06901 SOPHIA ANTIPOLIS CEDEX

B. MISES EN ACCESSIBILITE EFFECTUEES AU NIVEAU COMMUNAL

Les 24 communes membres de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis ont été sollicitées afin de connaître le plus précisément possible l'état des mises en accessibilité effectuées sur leur territoire, chacune en ce qui les concerne.

Ci-dessous une synthèse des éléments communiqués, dont le détail figure en annexe.

La commune d'**Antibes Juan-les-Pins** informe que 2016 a été marquée par la mise en œuvre de l'Ad'AP « patrimoine », accordé en 2015 sur une période de 9 ans. Le rapport des mises en accessibilité communales a été voté en séance du Conseil municipal du 19 mai 2017. Il dresse notamment la liste des travaux sur le cadre bâti par secteur du PAVE dans le cadre de cet Ad'AP, ainsi que ceux réalisés sur les bâtiments ouverts au public et voirie hors Ad'AP. Ce rapport est annexé dans son intégralité.

A cela s'ajoute l'examen de 318 dossiers par la Commission communale d'accessibilité.

La commune de **Bar-sur-Loup** a procédé :

- à la finition d'une place PMR au groupe scolaire et au niveau du centre Célestin Freinet
- à la création d'un cheminement pour déficients visuels et la mise en place de barres d'appuis au niveau du groupe scolaire

La commune de **Biot** a communiqué le rapport annuel de sa commission communale pour l'Accessibilité, joint en annexe. Dans les grandes lignes, il est à noter :

- la validation de l'AD'AP le 25 janvier 2016
- le lancement de la procédure de révision du PAVE (Plan de mise en accessibilité de la Voirie et des Espaces publics), approuvée en Conseil municipal du 22 septembre 2016
- des travaux de mise en accessibilité du bâti réalisés en 2016 pour un montant de 118 160€ HT (centre culturel, centre multi-accueil, city stade, jardins d'enfants, musée etc ...)
- des travaux de mise en accessibilité de la voirie pour un montant de 260 000€ HT environ (reprises trottoirs, revêtements, mises aux normes de places réservées etc ...)
- diverses rencontres sur l'accessibilité et événements accessibles

La commune de **Bouyon** indique avoir effectué la mise en accessibilité et aux normes sanitaires du complexe sportif piscine tennis.

La commune de **Châteauneuf** fait part des réalisations suivantes :

- construction de l'équipement du Plantier, accessible selon les normes en vigueur
- réalisation d'un accès à l'entrée de la Chapelle Notre Dame du Bruscl
- réalisation d'emplacements de stationnement divers
- création de toilettes publiques accessibles
- réalisation d'accès aux PMR dans les bureaux d'accueil de la Mairie

La commune de **Coursegoules** mentionne avoir fait établir un plan général détaillé par un géomètre.

La commune de **Les Ferres** indique l'achèvement des actions de mise en conformité d'ici le premier semestre 2017.

La commune de **Gourdon** fait savoir qu'elle a procédé en 2016 à un audit des bâtiments et espaces publics avec l'association des Paralysés de France et l'Architecte des Bâtiments de France.

La commune de **Gréolières** a effectué plusieurs aménagements, notamment :

- mise aux normes des WC publics et ceux de l'école
- mise en hauteur des seuils de porte d'entrée et des baies vitrées de l'école
- pose de bandes visuelles sur les baies vitrées de la Mairie et de la bibliothèque
- mise en place d'une rampe amovible à la porte d'entrée de la salle des associations
- création d'une place PMR sur le parking de l'école
- remise en état de 2 places PMR au parking de la Faisse.

La commune des **Ferres** a fait procéder à une étude des bâtiments communaux, dont les éléments ont été adressés à la DDTM en vue de l'élaboration d'un calendrier des travaux.

La commune du **Rouret** a réalisé des travaux de requalification des extérieurs de l'Espace associatif culturel : parvis, voirie dont cheminement trottoir, bande podotactile sur traversée piétonne. Elle a par ailleurs réalisé un AD'AP en cours d'examen par les services de l'Etat.

La commune d'**Opio** a engagé des travaux de réalisation de plans inclinés à l'école maternelle Mistral, ainsi que la réalisation d'études et devis pour la signalisation de 5 places PMR, le réaménagement des portes d'entrée de la Mairie et la mise aux normes de l'escalier de l'amphithéâtre.

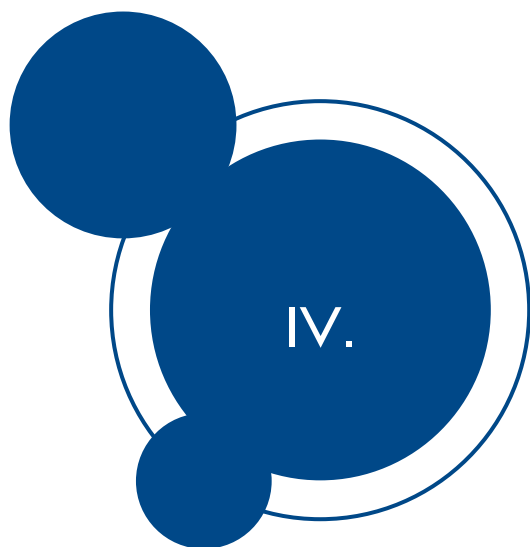
La commune de **Roquefort-les-Pins** a fait savoir que le bâtiment de la Mairie est totalement accessible. Ont également été réalisés :

- l'accessibilité extérieure du Pôle Images
- une place PMR sur le parking de la Poste

La commune de **Tourrettes-sur-Loup** a réalisé des travaux de mise en accessibilité de l'Office de Tourisme et de la Mairie (accueil et services administratifs). Des places PMR ont également été créées sur le parking de l'école maternelle et devant la crèche.

La commune de **Vallauris** a procédé à la poursuite de la réalisation des travaux inscrits dans l'AD'AP (1re tranche 2016-2018) notamment sur divers bâtiments communaux. En matière de voirie, les avenues de Cannes et Foch sont accessibles, reprises de trottoirs et réalisation de passages surabaissés sur diverses voies communales.

La commune de **Villeneuve-Loubet** a effectué de nombreux aménagements d'accessibilité en 2016 : la liste exhaustive figure en annexe, elle concerne notamment de gymnase Jean Granelle, la police municipale, la Mairie principale, le CCAS ... Plus de 200 000€ de travaux ont été consacrés à l'accessibilité de la voirie. A noter également que l'**Office de Tourisme est labellisé « Tourisme & Handicap »**.



ÉLÉMENTS DE PROSPECTIVE

A. PROJETS PILOTÉS OU RÉALISÉS PAR LA CASA

1• Déplacements et transports

En 2017, ENVIBUS poursuivra la politique d'acquisition de bus accessibles, de services digitaux accessibles et de programmation pluri-annuelle d'arrêts charte.

Arrêts de bus : prévisions de réalisation pour 2017

COMMUNE	NOM DE L'ARRÊT	ADRESSE	NB D'ARRÊTS
ANTIBES	FONTMERLE	Avenue Fontmerle	1
ANTIBES	FLAUBERT	Chemin Rabiac ESTAGNOL	1
BIOT	BIOT 3000	Route de la mer	2
VALBONNE	NAVIGATOR	Routes des Lucioles	2
VILLENEUVE-LOUBET	RD2085	Le Cloteirol	1
ROQUEFORT-LES-PINS	LES PLANS	RD2085	1
OPIO	FONT NEUVE	D3	1
OPIO	SAN PEYRE	Route de Nice	2
OPIO	POUDEIRAC	RD3	2
VALBONNE	SKEMA	rue Beethoven	2
ROQUEFORT-LES-PINS	GENDARMERIE	RD2085	1
		TOTAL	16

2• Habitat logement

Prise en compte de la demande de logement tout handicap dans la mise en place des politiques intercommunales du développement de l'offre de logement et de la gestion de la demande, d'information des demandeurs et d'attribution de logement sociaux.

3• Patrimoine communautaire

Quelques informations concernant l'Ad'AP de la CASA (cf. voir point V):

Au regard des mutations du cadre bâti communautaire depuis 2009, la CASA a fait le choix de mettre à jour le diagnostic existant et d'inscrire dans le dispositif les ERP qui ne répondraient pas à tous les critères d'accessibilité.

Cette mission a donc été confiée au bureau d'études QCS SERVICES. Les conclusions du rapport final ont fait apparaître que 14 ERP communautaires nécessitaient quelques travaux légers de mise en conformité, qui ont été réalisés pour partie courant 2016 et d'autres qui le seront en 2017 (signalisation horizontale et verticale, bandes podotactiles, poses de signalisations contrastées sur les vitrages, création d'un cabinet d'aisance accessible, poses de rappels tactiles et contrastés, remplacement de mains courantes ...).

L'année 2017 sera consacrée aux actions suivantes :

- finalisation des mises en accessibilité préconisées par QCS SERVICES
- délivrance des attestations d'accessibilité par un bureau d'études après consultation
- mise en place des registres publics d'accessibilité dans les ERP du territoire communautaire

ERP	2016	2017	TOTAL PAR ÉTABLISSEMENT (EN HT)
Pôle culturel Auguste Escoffier (ERP 1)	3 000€	330€	3 330€
Médiathèque communautaire d'Antibes (ERP 2)	6 480€	5 240€	11 720€
Médiathèque communautaire de Valbonne (ERP 3)	180€	50€	230€
Maison du Terroir du Rouret (ERP 4)	180€	200€	380€
Bibliothèque des Semboules (ERP 5)	3 000€	200€	3 200€
Bastides aux Violettes à Tourrettes-sur-Loup (ERP 6)	2 310€	0€	2 310€
Business Pôle de Valbonne (ERP 7)	7 320€	1 300€	8 600€
Unité logement Antibes (ERP 8)	40€	0€	40€
Unité logement Vallauris (ERP 9)	0€	0€	0€
Antenne de Justice Antibes (ERP 10)	0€	90€	90€
Antenne de Justice Valbonne (ERP 11)	0€	0€	0€
Antenne de Justice Vallauris (ERP 12)	0€	1 500€	1 500€
Unité prévention Juan-les-Pins (ERP 13)	2 100€	120€	2 220€
Unité prévention Vallauris (ERP 14)	1 800€	0€	1 800€
Unité Parenthèse Trait d'Union (ERP 15)	0€	50€	50€
Gare routière d'Antibes (ERP 16)	0€	0€	0€
Gare routière de Valbonne (ERP 17)	0€	40€	40€
Cité Judiciaire d'Antibes (ERP 18)	6 670€	0€	6 670€
TOTAL PAR ANNÉE (EN HT)	33 080€	9 120€	42 200€

Sur la nature des travaux à effectuer : Selon les préconisations de QCS Services.



ANNÉE	ERP CONCERNÉS PAR LES ACTIONS DE MISE EN ACCESSIBILITÉ	NATURE DE L'ACTION DE MISE EN ACCESSIBILITÉ ENVISAGÉE
Année 1	ERP 2	Poser un rappel tactile et contrasté à 50cm (ou 28cm selon la configuration) de la première marche conforme à l'annexe 7 de l'Arrêté du 08/12/14 ou à la norme NF P 98-351, un revêtement contrasté sur la première et dernière contremarche marche et un contraste sur 3cm en horizontal sur les nez de marches - (Léger)
Année 1	ERP 6	Poser un rappel tactile et contrasté à 50cm (ou 28cm selon la configuration) de la première marche conforme à l'annexe 7 de l'Arrêté du 08/12/14 ou à la norme NF P 98-351, un revêtement contrasté sur la première et dernière contremarche marche et un contraste sur 3cm en horizontal sur les nez de marches - (Léger)
Année 1	ERP 2	Poser une main courante de chaque côté de l'escalier à une hauteur comprise entre 0,80 et 1,00m par rapport au nez de la marche, continue, préhensible, rigide, différenciée de la paroi et se prolongeant horizontalement de 28cm au-delà de la première et dernière marche de chaque volée sans créer un obstacle dans la circulation. - (Léger)
Année 1	ERP 13	Améliorer la signalisation de l'entrée principale par des éléments architecturaux ou par un traitement utilisant des matériaux différents ou visuellement contrastés - (Léger)
Année 1	ERP 5	Réorganiser la signalisation d'orientation par pictogramme avec couleur contrastée (doublé d'une information écrite) - (Léger)
Année 1	ERP 13	S'équiper d'une rampe amovible conforme aux pentes réglementaires (pente d'au plus 6% ou d'au plus 10% sur 2m ou d'au plus 12% sur 0,50m). Elle est accompagnée d'une sonnette accessible, contrastée et signalée permettant d'alerter le personnel de l'établissement de sa présence. L'empiètement temporaire de la rampe sur la voirie publique peut nécessiter une permission de stationnement par la municipalité. Une formation pour le personnel au maniement de la rampe sera à prévoir. - (Léger)
Année 1	ERP 5	Modifier ou poser un bloc-porte de passage utile d'au moins 1,20m avec vantail usuel de 0,80m (passage utile d'au moins 0,77m). Prévoir également un contraste visuel pour repérer la porte, son encadrement ainsi que sa poignée. - (Lourd)
Année 1	ERP 12	Remplacer ou modifier le mobilier par au moins un mobilier accessible. Il est accessible par un cheminement d'une largeur d'au moins 1,20m, comporte à son droit un espace d'usage horizontale de 1,30x0,80m. Le mobilier nécessitant de lire un document, écrire ou utiliser un clavier présente un plan supérieur à une hauteur d'au plus 0,80m et un vide en partie inférieure avec une profondeur d'au moins 0,30m, une largeur d'au moins 0,60m et une hauteur d'au moins 0,70m. Il est repéré par un contraste visuel ou un éclairage. - (Léger)

ANNÉE	ERP CONCERNÉS PAR LES ACTIONS DE MISE EN ACCESSIBILITÉ	NATURE DE L'ACTION DE MISE EN ACCESSIBILITÉ ENVISAGÉE
Année 1	ERP 2	Poser une signalisation contrastée sur le vitrage à l'intérieur de deux bandes horizontales d'une largeur de 5cm situées respectivement à 1,10m et 1,60m de hauteur. Une bande horizontale complémentaire à une hauteur de 50cm du sol est conseillée pour les établissements recevant des enfants. - (Léger)
Année 1	ERP 10	Poser une signalisation contrastée sur le vitrage à l'intérieur de deux bandes horizontales d'une largeur de 5cm situées respectivement à 1,10m et 1,60m de hauteur. Une bande horizontale complémentaire à une hauteur de 50cm du sol est conseillée pour les établissements recevant des enfants. - (Léger)
Année 1	ERP 4	Poser une signalisation contrastée sur le vitrage à l'intérieur de deux bandes horizontales d'une largeur de 5cm situées respectivement à 1,10m et 1,60m de hauteur. Une bande horizontale complémentaire à une hauteur de 50cm du sol est conseillée pour les établissements recevant des enfants.
Année 1	ERP 3	Poser une signalisation contrastée sur le vitrage à l'intérieur de deux bandes horizontales d'une largeur de 5cm situées respectivement à 1,10m et 1,60m de hauteur. Une bande horizontale complémentaire à une hauteur de 50cm du sol est conseillée pour les établissements recevant des enfants. - (Léger)
Année 1	ERP 1	Poser une signalisation contrastée sur le vitrage à l'intérieur de deux bandes horizontales d'une largeur de 5cm situées respectivement à 1,10m et 1,60m de hauteur. Une bande horizontale complémentaire à une hauteur de 50cm du sol est conseillée pour les établissements recevant des enfants. - (Léger)
Année 1	ERP 13	Poser une signalisation contrastée sur le vitrage à l'intérieur de deux bandes horizontales d'une largeur de 5cm situées respectivement à 1,10m et 1,60m de hauteur. Une bande horizontale complémentaire à une hauteur de 50cm du sol est conseillée pour les établissements recevant des enfants.
Année 1	ERP 1	Créer un cabinet d'aisances mixte dans le volume du bloc sanitaire mixte existant. Un cabinet d'aisances adapté est un espace comportant : un espace d'usage horizontal d'1,30x0,80m situé latéralement à la cuvette et en dehors du débatement de la porte, un lave-mains avec une hauteur de son plan supérieur d'au plus 0,85m, une barre d'appui latérale à la cuvette permettant le transfert et apportant une aide au relevage et située à une hauteur comprises entre 0,70 et 0,80m, une cuvette avec une surface d'assise à une hauteur comprise entre 0,45 et 0,50m (abattant inclus), un dispositif placé sur la porte permettant de refermer la porte derrière soi une fois entré, un espace de manœuvre demi-tour d'un diamètre d'au moins 1,50m doit être présent de préférence dans le volume ou à défaut être situé à l'extérieur à proximité de la porte. Un panneau de signalisation indique le cabinet est utilisable par tous. - (Lourd)

ANNÉE	ERP CONCERNÉS PAR LES ACTIONS DE MISE EN ACCESSIBILITÉ	NATURE DE L'ACTION DE MISE EN ACCESSIBILITÉ ENVISAGÉE
Année 1	ERP 5	Poser une signalisation adaptée (symbole international de l'handicap) - (Léger)
Année 1	ERP 17	Poser une signalétique avec pictogramme indiquant un sanitaire utilisable par tous (H&F handicapés ou non) - (Léger)
Année 1	ERP 8	Poser une signalétique avec pictogramme indiquant un sanitaire utilisable par tous (H&F handicapés ou non) - (Léger)
Année 1	ERP 15	Poser une signalisation adaptée (symbole international de l'handicap) - (Léger)
Année 1	ERP 3	Poser une signalisation d'orientation depuis l'entrée de bâtiment - (Léger)
Année 1	ERP 4	Installer une signalisation palière du mouvement de la cabine de l'ascenseur par flèches lumineuses d'une hauteur d'au moins 40mm - (Léger)
Année 1	ERP 18	Poser un rappel tactile et contrasté à 50cm (ou 28cm selon la configuration) de la première marche, un revêtement contrasté sur la première et dernière contremarche marche et un contraste sur 3cm en horizontal sur les nez de marches - (Léger)
Année 1	ERP 2	Poser un rappel tactile et contrasté à 50cm (ou 28cm selon la configuration) de la première marche, un revêtement contrasté sur la première et dernière contremarche marche et un contraste sur 3cm en horizontal sur les nez de marches - (Léger)
Année 1	ERP 2	Rendre les nez de marches non glissants par la pose d'un revêtement adapté - (Léger)
Année 1	ERP 18	Remplacer la main courante afin qu'elle soit à une hauteur comprise entre 0,80 et 1,00m par rapport au nez de la marche, continue, préhensible, rigide, différenciée de la paroi et se prolongeant horizontalement de 28cm au-delà de la première et dernière marche de chaque volée sans créer un obstacle dans la circulation. - (Léger)
Année 2	ERP 7	Poser un panneau signalétique avec symbole international de l'handicap repérant la place de stationnement adaptée - (Léger)
Année 2	ERP 7	Poser une signalisation adaptée (symbole international de l'handicap) - (Léger)
Année 2	ERP 7	Poser un rappel tactile et contrasté à 50cm (ou 28cm selon la configuration) de la première marche, un revêtement contrasté sur la première et dernière contremarche marche et un contraste sur 3cm en horizontal sur les nez de marches - (Léger)

Plus globalement, et dans le cadre de l'obligation de **la mise en place d'un registre public d'accessibilité**, la CASA s'attachera en 2017 à se mettre en conformité avec ces nouvelles dispositions, connues notamment depuis le récent décret du 28 mars 2017.

Voici quelques éléments d'information, qui seront cependant détaillés dans le prochain rapport des mises en accessibilité 2017.

Le principe de l'obligation d'un registre public d'accessibilité dans les établissements recevant du public (ERP) a été introduit dans le Code de la construction et de l'habitation par l'ordonnance du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie. Le décret précité dispose que le registre doit préciser "les dispositions prises pour permettre à tous, notamment aux personnes handicapées, quel que soit leur handicap, de bénéficier des prestations en vue desquelles cet établissement a été conçu".

En pratique, le registre public d'accessibilité devra contenir trois composantes principales :

- Tout d'abord, une information complète sur les prestations fournies dans l'ERP.
- Ensuite, la liste des pièces administratives et techniques relatives à l'accessibilité de l'établissement aux personnes handicapées.
- Enfin, la description des actions de formation des personnels chargés de l'accueil des personnes handicapées et leurs justificatifs.

Le contenu détaillé du registre public d'accessibilité a fait l'objet d'un arrêté du 19 avril 2017 (entre autres). Il pourra être consulté sur place au principal point d'accueil accessible de l'établissement, éventuellement sous forme dématérialisée. Sa mise à disposition du public sera effectuée dans un délai de six mois à compter du jour de la publication de l'arrêté, soit au plus tard au 23 octobre 2017.

B. PROJETS PROPRES AUX COMMUNES

Les actions entreprises par la commune d'**Antibes Juan les Pins** seront poursuivies en 2017 dans le cadre notamment de la mise en œuvre de l'Ad'AP « patrimoine » (réunions interservices, concertation constructive avec les associations du secteur Handicap, formations au personnel recevant du public, prévisionnel des travaux Ad'AP 2017 estimé à 523 783 €)

La commune de **Biot** rappelle qu'en raison des circonstances exceptionnelles dues aux inondations d'octobre 2015 et des travaux importants et nécessaires qui en ont découlé, un certain nombre de réalisations en matière d'accessibilité ont été reportées pour 2017. A cela s'ajoutera une nouvelle version du Plan communal de Mise en Accessibilité de la Voirie et des Espaces Publics, tendant à s'adapter au mieux à la réalité du terrain.

La commune de **Gourdon** envisage de mettre en place des rampes pour améliorer l'accès de certains bâtiments et des bandes podotactiles pour signer des marches de voirie dans le village.

La commune de **Gréolières** fait savoir que qu'elle réalisera à l'avenir les aménagements suivants :

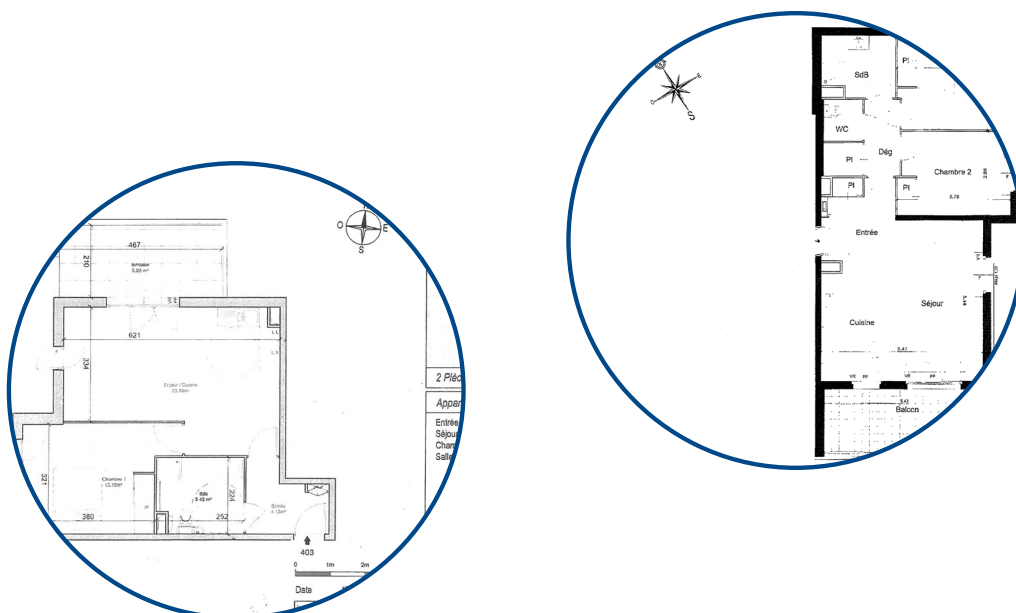
- Transformation de la salle municipale du Lavoir pour l'aménagement d'un WC accessible aux PMR
- Transformation du bâtiment du « fondeur » pour l'aménagement d'un WC accessible aux PMR

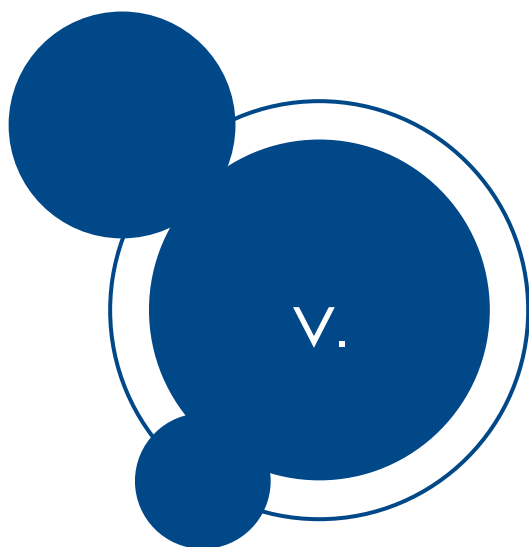
La commune de **Roquefort-les-Pins** indique avoir programmé dans le courant 2017 la réalisation de la mise en accessibilité de l'ensemble de l'école élémentaire.

La commune de **Tourrettes-sur-Loup** informe de la construction de toilettes publiques accessibles aux PMR début 2017.

La commune de **Valbonne** réalisera les aménagements figurant dans le dossier Ad'AP pour 2017.

La commune de **Vallauris** poursuivra la réalisation de l'ADAP pour la période 2016-2018, ainsi que la mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics.





LES AGENDAS D'ACCESSIBILITÉ PROGRAMMÉE

#accessibleatous



AGENDA D'ACCESSIBILITÉ PROGRAMMÉE

Pour mémoire

Constatant que la mise en accessibilité des transports collectifs et des EPR ne pourrait être effective au 1^{er} janvier 2015, le Premier ministre a annoncé le 26 février 2014 de nouveaux délais et une simplification des normes techniques applicables.

La **loi du 10 juillet 2014** habilite le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des ERP, transports publics, bâtiments d'habitation et voirie pour les personnes handicapées.

L'Ordonnance du 26 septembre 2014 prévoit la mise en place d'un outil, l'agenda d'accessibilité programmée (Ad'Ap), permettant de prolonger, au-delà de 2015, le délai permettant d'effectuer les travaux de mise en accessibilité des ERP) et des installations ouvertes au public (IOP). **Ce dispositif d'exception vient en complément de la Loi de 2005.**

Le **décret n° 2014-1327 du 5 novembre 2014 relatif à l'ADAP pour les ERP et les IOP** définit le contenu de l'Ad'Ap.

Il fixe également les conditions de son approbation par l'autorité administrative et les modalités de prorogation éventuelle des délais. Il adapte enfin les procédures existantes relatives aux demandes d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public.

Il s'agit d'un outil pouvant être utilisé quelle que soit la taille du patrimoine concerné ou les difficultés des usagers.

Enfin, l'**arrêté du 8 décembre 2014** fixe un nouveau domaine normatif (dispositions techniques).

Pour mémoire, quelques précisions sur la mise en œuvre de ces Ad'AP, qui ont dû être déposés au plus tard le 27 septembre 2015.

» Pourquoi un Ad'AP ?

- Pour accorder du temps en échange d'engagement d'avancement des travaux pour atteindre l'objectif final de mise en accessibilité
- Construire un dispositif dans le cadre de l'acceptabilité des différentes parties concernées et le respect de la Loi de 2005.

» C'est quoi un Ad'AP ?

Un engagement de procéder aux travaux de mise en accessibilité d'un ERP dans le respect de

la réglementation, dans un délai limité et avec une programmation des travaux et des financements.

» **Durée d'un Ad'AP ?**

Il est composé d'une ou plusieurs périodes comportant chacune des travaux :

- **une période d'au maximum 3 ans pour les ERP de 5^e catégorie**
- **deux périodes d'au maximum 3 ans pour les ERP de 1^e à 4^e catégorie isolés et les Ad'AP comportant plusieurs ERP**
- **exceptionnellement 3 périodes d'au maximum 3 ans pour les Ad'AP portant sur un patrimoine important**

La durée des Ad'AP commence à courir à partir de sa validation par le Préfet. La durée maximale de l'Ad'AP est réduite à hauteur du dépassement du délai de dépôt.

» **Et après le dépôt d'un Ad'AP ?**

- Étape n°1: **Déposer le dossier Ad'AP**, avec la demande d'autorisation de travaux y afférent, auprès de la mairie d'implantation de l'ERP avant octobre 2015. ⁽¹⁾
- Étape n°2: **Attendre l'approbation, après examen, par la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.**
L'absence de décision expresse dans un délai de 4 mois vaut approbation. ⁽²⁾
Si l'autorisation de travaux (ou de permis de construire) ou une demande de dérogation est refusée, l'Ad'AP est rejeté.
- Étape n°3: **Mettre en œuvre, dans le respect du calendrier les travaux de mise en accessibilité.**
- Étape n°4: **Faire savoir au Préfet et à la Commission pour l'accessibilité en fin d'Ad'AP que l'ERP est accessible.**

(1) pour les ERP de 5^{ème} catégorie (Ad'AP 1 période) en Préfecture (pour les Ad'AP 2 ou 3 périodes)

(2) sauf pour les ERP 1^{ère} et 2^{ème} catégories avec dérogation

#accessibleatous

» **Quelles sanctions ?**

Absence de dépôt d'un Ad'AP :

- 1 500€ pour les Ad'AP concernant un seul ERP de 5^{ème} catégorie
- 5 000€ pour tous les autres cas

Absence des documents de suivi (fin des travaux,...) :

- 1 500€ pour les Ad'AP concernant un seul ERP de 5^{ème} catégorie
- 2 500€ pour tous les autres cas

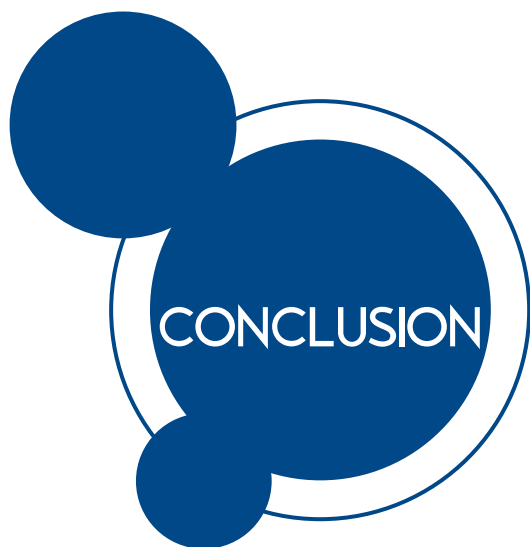
Retard important des l'exécution des travaux :

- Possibilité de constat de carence

Absence totale d'Ad'AP et de travaux :

- Application de l'article L 152-4 du CCH soit :
45 000€ pour les personnes physiques, 225 000€ pour les personnes morales

En 2014 et 2015, il a appartenu à chaque commune de s'engager, si elle l'a souhaité, dans la mise en œuvre de ce dispositif.



Depuis maintenant près d'une dizaine d'années, la Commission Intercommunale pour l'Accessibilité fonctionne de manière concertée avec les communes, les représentants des personnes handicapées, les partenaires institutionnels et les usagers.

Elle constitue aujourd'hui un véritable outil permettant d'aborder l'accessibilité sous toutes ses formes, tout autant qu'un espace de parole où chacun peut comprendre les difficultés des personnes en situation de handicap.

Les séances de cette commission, où la précieuse participation des acteurs de terrain est essentielle, sont des moments de concertation et d'échanges sur les dispositifs facilitant l'accessibilité aux PMR.

L'accessibilité est avant tout une affaire de connaissance, de compréhension et de solidarité. On parle « **d'accessibilité de tous, partout** ».

Forts d'une réelle conscience collective, les membres de cette Commission sont assidus et impliqués dans les démarches entreprises. Leur volonté est de faire que l'accessibilité devienne un gage de confort d'usage pour toute la population.



ÉTATS DES MISES EN ACCESSIBILITÉ PRODUITS PAR LES COMMUNES

1. Commune d'Antibes Juan-les-Pins (*rapport 2016 intégral*)
2. Commune de Bar-sur-Loup (*lettre du 6 février 2017*)
3. Commune de Biot (*courriel du 29 mars 2017*)
4. Commune de Bouyon (*courriel du 3 mai 2017*)
5. Commune de Châteauneuf (*courriel du 6 avril 2017*)
6. Commune de Coursegoules (*courriel du 30 mars 2017*)
7. Commune de Gourdon (*lettre du 6 mars 2017*)
8. Commune de Gréolières (*lettre du 28 février 2017*)
9. Commune des Ferres (*lettre du 30 janvier 2017*)
10. Commune du Rouret (*courriel du 31 janvier 2017*)
11. Commune d'Opio (*lettre du 20 mars 2017*)
12. Commune de Roquefort-les-Pins (*lettre du 10 mars 2017*)
13. Commune de Saint-Paul de Vence (*lettre du 7 mars 2017*)
14. Commune de Tourrettes-sur-Loup (*lettre du 7 mars 2017*)
15. Commune de Valbonne Sophia Antipolis (*lettre du 13 mars 2017*)
16. Commune de Vallauris Golfe-Juan (*courriel du 26 janvier 2017*)
17. Commune de Villeneuve-Loubet (*courriel du 31 janvier 2017*)

AUTRES DOCUMENTS

Compte-rendu de la Commission intercommunale pour l'accessibilité du 16 novembre 2016.

Délibération du Conseil communautaire du 26 septembre 2016 relative à la nouvelle composition de la Commission.



COMMUNAUTÉ
D'AGGLOMÉRATION
SOPHIA ANTIPOLIS



DÉPARTEMENT
des
ALPES-MARITIMES
ARRONDISSEMENT DE GRASSE

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Egalité Fraternité

VILLE D'ANTIBES

NOMBRE DES MEMBRES
DU CONSEIL MUNICIPAL

Légal	En exercice	Présents	Procurations	Absent(s)
49	49	38	10	1

**OBJET : 09-1 - HANDICAP -
ACCESSIBILITE - RAPPORT ANNUEL
DES TRAVAUX SUR LE CADRE BATI,
LA VOIRIE ET LES ESPACES PUBLICS -
APPROBATION**

0 Original

0 Expédition certifiée conforme
Pour le Maire

N°Enregistrement :

132947

Certifié exécutoire compte tenu de

l'affichage en Mairie,

Le 24 MAI 2017

Et de la réception en Sous-Préfecture,

Le 2 JUIN 2017

Pour le Maire,



A. CLAVERIE
Directeur

EXTRAIT

du Registre des délibérations du Conseil municipal

SEANCE du vendredi 19 mai 2017

Le vendredi 19 mai 2017 à 15h00,

Le Conseil municipal, suite à la convocation de Monsieur le Maire en date du 12/05/17, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Jean LEONETTI, Maire, Député des Alpes-Maritimes.

Présents :

M. Jean LEONETTI, M. Eric PAUGET, Mme Simone TORRES-FORET-DODELIN, M. Jacques GENTE, M. Serge AMAR, M. Patrick DULBECCO, M. Eric DUPLAY, Mme Angèle MURATORI, M. Audouin RAMBAUD, Mme Marina LONVIS, M. Patrice COLOMB, M. Yves DAHAN, M. André-Luc SEITHER, Mme Nathalie DEPETRIS, Mme Khéra BADAoui, Mme Anne-Marie DUMONT, Mme Anne-Marie BOUSQUET, Mme Françoise THOMEL, Mme Jacqueline BOUFFIER, M. Alain CHAUSSARD, M. Michel GASTALDI, Mme Marguerite BLAZY, Mme Cléa PUGNAIRE, M. Gérald LACOSTE, Mme Carine CURTET, M. Jacques BARTOLETTI, M. Bernard DELIQUAIRE, M. Hassan EL JAZOULI, Mme Alexandra BORCHIO-FONTIMP, M. Matthieu GILLI, Mme Alexia MISSANA, M. Tanguy CORNEC, Mme Anne CHEVALIER, M. Lionel TIVOLI, M. Marc GERIOS, Mme Michèle MURATORE, M. Pierre AUBRY, Mme Cécile DUMAS

Procurations

Mme Martine SAVALLI à Mme Françoise THOMEL
Mme Jacqueline DOR à Mme Jacqueline BOUFFIER
M. Henri CHIALVA à M. Alain CHAUSSARD
M. Marc FOSSOUD à M. Eric PAUGET
M. Bernard MONIER à M. Patrice COLOMB
Mme Sophie NASICA à Mme Nathalie DEPETRIS
Mme Vanessa LELLOUCHE à M. Jacques GENTE
M. Mickael URBANI à M. Matthieu GILLI
Mme Agnès GAILLOT à M. Hassan EL JAZOULI
M. Louis LO FARO à Mme Anne CHEVALIER

Absents : Mme Rachel DESBORDES

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil.

Mme Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné(e) pour remplir ces fonctions qu'il (elle) a acceptées. Le Rapporteur expose à l'Assemblée :

Commission(s) :

La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des chances, dite « loi handicap » a posé le principe d'accessibilité à tout, pour tous et en tous lieux afin de faciliter l'insertion des personnes handicapées.

La Commune s'est engagée depuis plusieurs années, ce processus de mise en accessibilité, au travers des actions suivantes :

- la réalisation d'un audit accessibilité en 2009 ;
- l'adoption d'un Plan de Mise en Accessibilité des Voiries et Espaces Publics (PAVE) ;
- la création d'une Commission d'Accessibilité qui, au quotidien, est le corollaire dans le domaine de l'Accessibilité de la Commission Communale de Sécurité ;
- la création d'une Commission Pour l'Accessibilité telle que prévue dans les dispositions de l'article L. 2143-3 du Code général des Collectivités territoriales ;
- l'élaboration et l'adoption, après concertation et avis de la Commission Pour l'Accessibilité du 11 septembre 2015, en Conseil Municipal le 25 septembre 2015 d'un Agenda d'Accessibilité Programmée autorisé par arrêté préfectoral n°AA 006 004 15 0730 le 15 décembre 2015 pour un montant prévisionnel de 4 380 000 Euros TTC pour traiter 173 équipements dont 134 (ERP) et 39 (IOP).

Le rapport annuel, présenté à la Commission Pour l'Accessibilité, dans le cadre des dispositions de l'article 46 de la loi du 11 février 2005 revêt cette année un caractère particulier, puisqu'il y est fait notamment état du bilan d'étape de la 1^{ère} année de mise en œuvre de l'Agenda d'Accessibilité Programmée « Patrimoine ».

Pour mémoire, les dispositions de l'article D. 111-19-45 du Code de la Construction et de l'Habitat impose aux propriétaires et gestionnaires, qui s'inscrivent dans ce dispositif de réaliser :

- un point de situation sur la mise en œuvre de l'agenda à l'issue de la première année ;
- un bilan des travaux et autres actions de mise en accessibilité réalisés à la moitié de la durée de l'agenda.

La Commune a choisi, pour sa part, de procéder, chaque année, à un bilan des travaux entrepris dans le cadre de ce nouveau dispositif.

Ce rapport dresse ainsi un panorama :

- de l'accessibilité au 31 décembre 2016 ;
- des travaux entrepris par les directions dès 2016, dans les Etablissements Recevant du Public et les Installations Ouvertes au public ;
- des travaux et actions effectués par les services de la collectivité notamment sur la voirie et les autres espaces publics ;
- de la liste des établissements recevant du public situés sur le territoire communal qui ont élaboré un Agenda d'Accessibilité Programmé et la liste des établissements recevant du public accessible aux personnes en situation de handicap.

09-1 - HANDICAP - ACCESSIBILITE - RAPPORT ANNUEL DES TRAVAUX SUR LE CADRE BATI, LA VOIRIE ET LES ESPACES PUBLICS - APPROBATION

Commission(s) :

Ce rapport sera transmis au représentant de l'Etat dans le Département, au Président du Conseil Départemental, au Conseil Départemental Consultatif des personnes Handicapées et au président de la Communauté d'Agglomération de Sophia Antipolis.

OUI CET EXPOSÉ

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL

À l'unanimité

- **APPROUVE** le rapport 2016 qui a été approuvé par la Commission Pour l'Accessibilité le 16 mars 2017.

Accusé réception Sous-préfecture :
Identifiant de l'acte :

Ainsi fait les jour, mois et an ci-dessus,
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Maire,
Député des Alpes-Maritimes,


Jean LEONETTI

"Toute décision individuelle peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de NICE, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Dans ce délai, il peut être présenté un recours gracieux prorogeant le délai de recours contentieux."

Accusé de réception préfecture**Objet de l'acte :**

DCM N.09-1 - HANDICAP - ACCESSIBILITE - RAPPORT ANNUEL DES TRAVAUX SUR LE CADRE BATI, LA VOIRIE ET LES ESPACES PUBLICS - APPROBATION -

Date de transmission de l'acte : 02/06/2017

Date de réception de l'accusé de
réception : 02/06/2017

Numéro de l'acte : DCM1329-17 (voir l'acte associé)

Identifiant unique de l'acte : 006-210600045-20170519-DCM1329-17-AI

Date de décision : 19/05/2017

Acte transmis par : Nadya ZENNIR

Nature de l'acte : Actes individuels

Matière de l'acte : 9. Autres domaines de compétences
9.1. Autres domaines de compétences des communes



RAPPORT
SUR L'ETAT DES MISES EN ACCESSIBILITE
EFFECTUEES EN 2016
SUR LA COMMUNE D'ANTIBES - JUAN LES PINS



SOMMAIRE

	Page
INTRODUCTION	3
1 TRAVAUX SUR LE CADRE BATI PAR SECTEUR DU P.A.V.E. DANS LE CADRE DE L'ADAP PATRIMOINE POUR 2016.	6
1-1 TRAVAUX REALISES DANS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC (ERP).	7
1-2 TRAVAUX REALISES POUR LES INSTALLATIONS OUVERTES AU PUBLIC (IOP).	25
2 TRAVAUX REALISES SUR LES BATIMENTS OUVERTS AU PUBLIC HORS Ad'Ap.	40
3 TRAVAUX SUR VOIRIE ET ESPACES PUBLICS HORS Ad'Ap.	44
4 AUTRES MESURES PRISES FAVORISANT L'ACCESSIBILITE PRISES EN 2016.	48
5 INFORMATIONS SUR LA MISE EN ACCESSIBILITE DES BATIMENTS DU SECTEUR PRIVE.	49
6 AUTRES MESURES PRISES POUR L'ANNEE 2017 FAVORISANT L'ACCESSIBILITE.	51
7 PREVISIONNEL AD'AP 2017.	52
8 ANNEXE	54

L'année 2016 a été marquée par la mise en œuvre de l'Agenda d'Accessibilité Programmée de la collectivité (Ad 'Ap « Patrimoine »), accordé le 15 décembre 2015, (AP n° AA 006 004 15 0730) sur une période de 9 ans, du fait de son patrimoine immobilier complexe, hétérogène et disséminé sur l'ensemble du territoire.

Pour mémoire, ce programme de travaux concerne plus de 170 équipements communaux (Etablissements Recevant du Public et Installations Ouvertes au Public) et représente un coût financier important, qui a été estimé à environ 4 380 000 euros.

L' Ad 'Ap prévoit, ainsi, année par année, la liste des travaux à engager et leur coût respectif afin de rendre le patrimoine totalement « accessible ».

Ce document constitue la feuille de route de chacune des directions associées à la réalisation de ce projet de mise en accessibilité des équipements communaux.

L'année 2016 est donc la première année des 9 années de l'Ad'Ap Patrimoine de la ville.

Afin d'accompagner la réalisation de ce projet, un dispositif de suivi a été mis en œuvre :

- Dans le cadre de réunions interservices mensuelles présidées par l'élue déléguée au « handicap ».

Cette rencontre permet ainsi de réunir les directions en charge de la réalisation des travaux de mise en accessibilité, les directions gestionnaires ou utilisatrices de ces équipements, et la direction en charge du volet réglementaire de ce dossier.

Programmées tout au long de l'année, celles-ci ont permis de suivre l'avancement des travaux et de faire « remonter », à cette occasion, les difficultés rencontrées ; administratives, matérielles ou techniques, opérationnelles ou financières.

Elles permettent aussi de compléter l'information des membres de la Commission Pour l'Accessibilité et les membres de la Commission Communale d'Accessibilité lorsque cette commission est conduite à examiner des demandes d'aménagement.

Un point d'étape est ainsi fait, chaque mois, sur le nombre de dossiers déposés, le nombre de dossiers étudiés et l'avis rendu par les commissions de sécurité et d'accessibilité compétentes.

Cette mesure de suivi, en complément de ce rapport annuel sur les travaux de mise en accessibilité, répond, comme le prévoit la réglementation en vigueur (article D111-19-45 du décret du 5 novembre 2014), à la nécessité de faire un « point de situation » annuel sur la mise en œuvre de notre agenda.

- Dans une concertation suivie avec les associations représentant les personnes en situation de handicap.

Pour la bonne compréhension de cette présentation, il est rappelé les caractéristiques du **Plan de Mise en Accessibilité des Voiries et Espaces Publics** (P.A.V.E) adopté **le 25 juin 2010** (découpé en plusieurs zones de A à G) où se situe le bâtiment recevant du public ou l'installation ouverte au public à traiter.

Il est rappelé que le (P.A.V.E) permet de recenser pour l'ensemble du réseau les points bloquants en matière de déplacement.

Le résultat de ces analyses permet de définir la nature des travaux à entreprendre pour respecter la chaîne de déplacement qui lie dans la continuité des transports, la voirie, le cadre bâti et permet de traiter ainsi les espaces de liaison à partir du point de dépose jusqu'à l'ERP ou l'IOP.

Exemples :

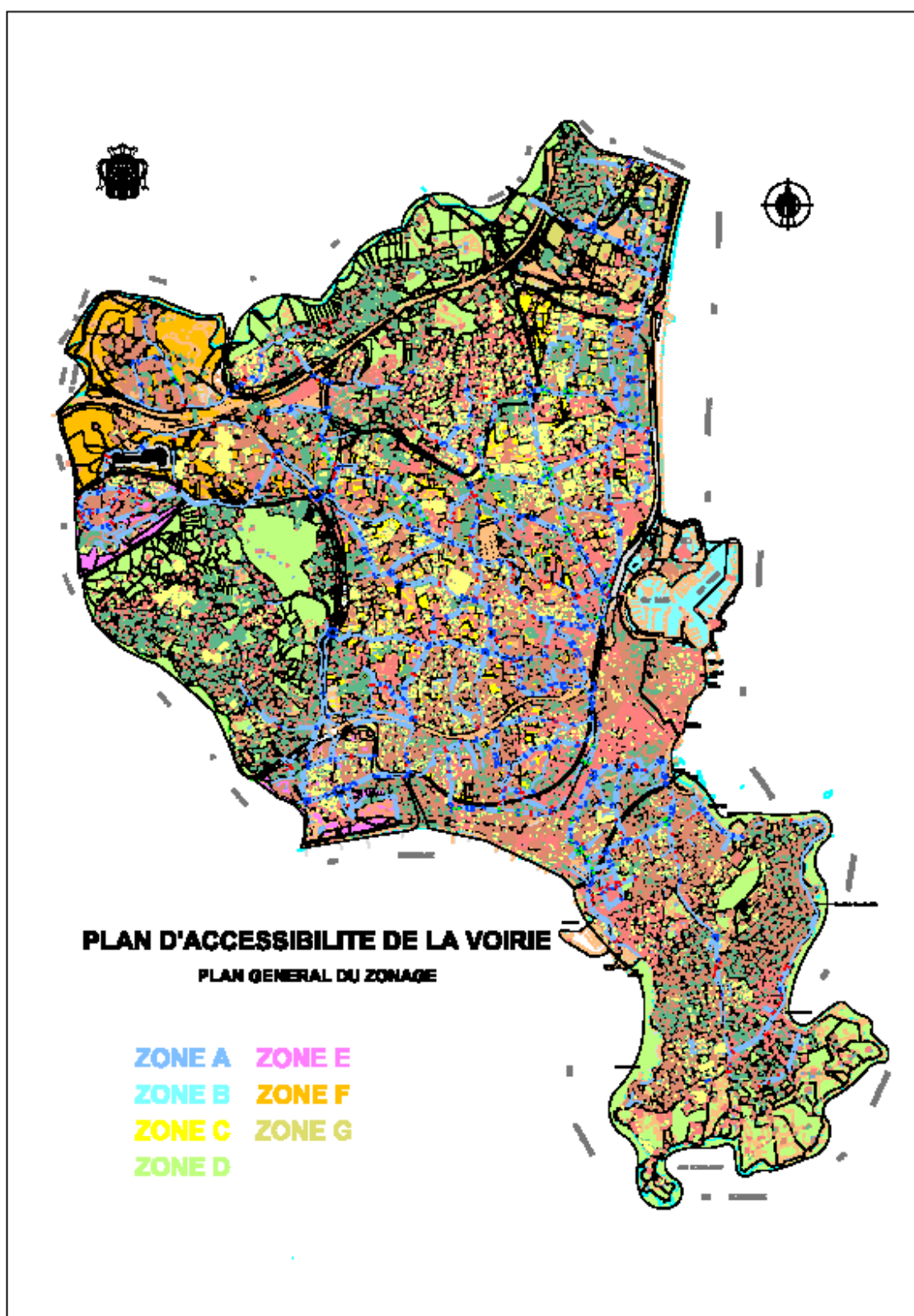
- Définition de places de stationnement automobile pour les personnes à mobilité réduite au plus proche de l'ERP.
- Localisation des arrêts de bus.
- Cheminement extérieur du point de dépose vers l'accueil de l'établissement.

La partie graphique et le plan sont ainsi mis à jour au fur et à mesure des travaux effectués.

Les travaux mis en œuvre favorisent l'accessibilité et la circulation sur les trottoirs et les traversées de chaussée grâce au :

- au désencombrement des trottoirs et au maintien d'un couloir de circulation (1.40m) libre de toutes occupations,
- à la pose de bande d'éveil et de vigilance (bandes podotactiles),
- à la réalisation de trottoir surbaissé,
- et à la pose de répéteur sonore / visuel de feux de traversées.

[Voir plan de zonage général du P.A.V.E.](#)



1- Travaux de mise en accessibilité sur le cadre bâti communal par secteur du P.A.V.E prévus dans le cadre de l'Ad'Ap en 2016 :

Pour mémoire, **18 (dont 15 ERP et 3 IOP)** ont été inscrits pour l'année 2016 pour la mise en accessibilité dans le cadre de l'Ad'Ap Patrimoine de la ville pour un coût estimé à 218 477.33 euros.

Il convient de souligner que les travaux de mise en accessibilité de certains bâtiments et installations ouvertes au public peuvent :

- s'étaler, conformément à la programmation retenue dans l'Ad'AP sur plusieurs années.
- et faire l'objet de demandes de dérogations.

Concernant le programme 2016 ont été concernés :

Dans la zone A du PAVE(4):

Police Municipale Wilson (ERP)

Cartes Nationales d'Identité-Passeports (ERP)*

Avenue Guillaibert

Chapelle Saint Esprit (ERP) **

La Pinède (**IOP**)

Dans la zone C du PAVE(4):

Château Salé (ERP)

Ecole maternelle Peynet (ERP)

Ecole maternelle La Fontonne (ERP)

Cimetière Rabiac (**IOP**)

Dans la zone F du PAVE(4):

Cimetière les Semboules (**IOP**)

Union Protectrice des Animaux (ERP)

Ilot Croix Rouge (ERP)

Mairie annexe des Semboules (ERP)*

Dans la zone B du PAVE(3):

Restos du Cœur (ERP)

Local Associatif PPA (ERP)

Local ASOA (ERP)

Dans la zone D du PAVE(3):

Villa Eilenroc (ERP)

Chapelle du Calvaire (ERP)

Espace Mer et Littoral (ERP)**

*** Opération retirée de l'Ad'AP / ** Opérations différées en 2017**

1.1 Travaux de mise en accessibilité pour les ERP :

ERP dans la zone A du P.A.V.E.

A - Définition de la zone du P.A.V.E.

Cette zone est constituée d'immeubles collectifs contigus avec un pôle commercial important. Elle est aussi pourvue d'équipements publics de toutes sortes (école, collège, lycée, mairie, médiathèque, gare...).

Ce centre urbain accueille tous les modes de déplacement.

Les déplacements en vélo sont rendus difficiles par la circulation et la configuration urbaine.

Les boulevards, avenues et rues sont en grande majorité équipés de trottoirs permettant un cheminement piéton sécurisé

L'offre de stationnement est importante, notamment dans les parkings et sur la voirie.

B – Liste des ERP concernés et travaux de voirie (espaces connexes) pour favoriser la mobilité et l'accessibilité

- ♦ Police Municipale Wilson.
- ♦ Bureau Cartes Nationales d'Identité et Passeports.
- ♦ La chapelle Saint Esprit.

a- Police Municipale Wilson 39 bd Wilson (400€ alloués pour l'année 2016)

Nature des travaux réalisés :

- Mise en place de signalétiques adaptées à l'extérieur du bâtiment.
- Mise en place de contremarches et de bandes podotactiles sur l'escalier extérieur.

Cet établissement a été mis en conformité, une attestation délivrée par le contrôleur technique SOCOTEC est jointe en annexe et sera inscrite dans le tableau de suivi de la Commission Communale pour l'Accessibilité¹.

L

¹ (article L2143-3 du code général des collectivités territoriales) : Les missions de cette commission, selon les compétences de chacune ; dresser le constat de l'état de l'accessibilité du cadre bâti, de la voirie, des espaces publics et des transports, faire toutes les propositions utiles de nature à améliorer la mise en accessibilité de l'existant, tenir à jour, par voie électronique, la liste des établissements recevant du public, situés sur le territoire communal et qui ont élaboré un agenda d'accessibilité programmée, ainsi que la liste des établissements accessibles aux personnes handicapées, établir un rapport annuel.....

b- Cartes Nationales d'Identité et passeports avenue Guillaibert

Du fait d'une restructuration des Services de la Mairie, les bureaux des Cartes Nationales d'Identité et Passeports ne seront pas réhabilités.

Cette opération prévue dans le cadre de l'Ad'Ap, avec un coût de 1000€ n'a donc pas été traitée.

Le service est délocalisé dans le bâtiment boulevard Chancel qui a été réaménagé et rendu accessible pour accueillir le public.

c- La Chapelle Saint Esprit

Cette opération est inscrite dans la liste des E.R.P. à rendre accessibles pour les années 2016 et 2017, (96 510 € alloués sur 2 ans), suivant « l'Ad'AP Patrimoine » de notre Commune.

Les travaux prioritaires et non programmables dans les écoles et dans les bâtiments sensibles (Plan Vigipirate), ont retardé de quelques mois l'intervention prévue dans la zone publique de la Chapelle.

Ces travaux différés seront réalisés en 2017.

C – Photos illustrant les interventions dans le cadre bâti

Police Municipale 33 boulevard Wilson



**Bande podotactile - Nez de marches -Contremarches adaptées
Signalétique adaptée**

ERP dans la zone B du P.A.V.E.

A - Définition de la zone du P.A.V.E.

C'est une zone remarquable par sa qualité architecturale et patrimoniale.

Elle est constituée d'espaces publics très fréquentés ce qui en fait un secteur touristique important (musée Picasso- les Remparts -Place Masséna- site du Fort Carré...).

Ce centre urbain accueille tous les modes de déplacement.

Le mode doux (vélos-déplacement piétons) est pris en compte : le caractère piétonnier ou semi-piétonnier rend la promenade ou les visites plus agréables.

L'offre de stationnement est importante, notamment dans les parkings. Ces travaux se situent dans les quartiers Vieil Antibes - Port Vauban - Fort Carré.

B – Liste des ERP concernés et travaux de voirie (espaces connexes) pour favoriser la mobilité et l'accessibilité

- ♦ Restos du Cœur.
- ♦ Salle associative ASOA.
- ♦ Local associatif Bouliste PPA.

a- Bureaux Restos du Cœur (5350€ alloués pour l'année 2016) :

Nature des travaux réalisés (interventions sur les abords immédiats du bâtiment)

- Amélioration du cheminement aux abords des locaux (reprise de ressauts - signalétique adaptée placée à l'entrée des Restos du Cœur et à l'intérieur de la cour pour permettre un repérage du site).
- Mise en place d'un ressaut chanfreiné au niveau de l'entrée de la salle dédiée à l'accueil des personnes.
- Mise en place d'un ressaut chanfreiné en ciment au niveau de l'entrée de la salle principale de distribution de produits.

Cet établissement a été mis en conformité, une attestation délivrée par le contrôleur technique SOCOTEC est jointe en annexe et sera inscrite dans le tableau de suivi de la Commission Communale pour l'Accessibilité.

b- Salle associative ASOA (300€ alloués pour l'année 2016):

Nature des travaux réalisés

- Dérogation accordée par la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité concernant l'entrée du local associatif avec la mesure compensatoire proposée.
- Mise en place d'une signalétique verticale avec le n° d'appel des permanents de l'association pour signaler la présence d'une PMR.

Cet établissement a été mis en conformité, une attestation délivrée par le contrôleur technique SOCOTEC est jointe en annexe et sera inscrite dans le tableau de suivi de la Commission Communale pour l'Accessibilité.

c- Local associatif des Pétanquiers du Port d'Antibes (PPA) (500€ alloués pour l'année 2016) :

- Opération en cours de traitement concernant l'accessibilité du local qui devra faire l'objet d'une demande de dérogation auprès de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité.

C – Photos illustrant les interventions dans le cadre bâti

Création de signalétiques adaptées et contrastées

Local ASOA



Restos du Cœur

ERP dans la zone C du P.A.V.E.

A - Définition de la zone du P.A.V.E.

La zone C du P.A.V.E. concentre une grande partie de la population résidente antiboise (quartiers Croix- Rouge - St Claude - . Bréguières - La Fontonne - Jules Grec - Badine - Fontmerle).

Elle est dominée par un habitat individuel et collectif.

La circulation est importante sur les grands axes qui structurent cette zone (RD6007- RD 35- RD 704).

La desserte en transport en commun s'effectue depuis le réseau en étoile.
Le mode doux (vélos-déplacement piétons) n'est pas spécialement pris en compte.

B – Liste des ERP concernés et travaux de voirie (espaces connexes) pour favoriser la mobilité et l'accessibilité

- ♦ Château Salé.
- ♦ Ecole Peynet .
- ♦ Ecole Maternelle la Fontonne.

a- Le Château Salé (5 700€ alloués pour l'année 2016) :

Travaux réalisés aux abords immédiats :

- Création de 2 places de stationnement PMR à proximité immédiate du bâtiment.
- Mise en place de signalétiques horizontales et verticales pour repérage du site.
- Mise en accessibilité aux personnes ayant des déficiences motrices de deux entrées parfaitement signalées.

Travaux réalisés sur bâtiment :

- Mise en accessibilité aux personnes ayant des déficiences motrices, de 2 entrées parfaitement signalées.
- Installation, aux 2 entrées précédemment évoquées, de systèmes de visiophone permettant de signaler sa présence aux occupants du bâtiment.

Cet établissement a été mis en conformité, une attestation délivrée par le contrôleur technique SOCOTEC est jointe en annexe et sera inscrite dans le tableau de suivi de la Commission Communale pour l'Accessibilité.

b- Ecole Peynet (37 060€ dont 10 000€ alloués pour l'année 2016) :

Travaux réalisés sur bâtiment :

- Création d'une rampe PMR tout le long du bâtiment (3 salles de classe et salle de jeux).
- Pose de nez de marches antidérapants sur chaque escalier.
- Mise en place de contremarches contrastées.
- Changement des portes de 3 salles de classe côté cour, modification de 3 ouvertures.
- Pose de mains courantes.
- Mise en place de bandes podotactiles.
- Création d'un sanitaire mixte.

Cet établissement a été mis en conformité, une attestation délivrée par le contrôleur technique SOCOTEC est jointe en annexe et sera inscrite dans le tableau de suivi de la Commission Communale pour l'Accessibilité.

c- Ecole Maternelle la Fontonne (2 500€ alloués pour l'année 2016):

Travaux réalisés sur bâtiment :

- Mise en place d'un visiophone.
- Pose d'un paillason armé et conforme devant l'entrée.

Cet établissement a été mis en conformité, une attestation délivrée par le contrôleur technique SOCOTEC est jointe en annexe et sera inscrite dans le tableau de suivi de la Commission Communale pour l'Accessibilité.

C – Photos illustrant les interventions dans le cadre bâti

Château Salé avenue Philippe Rochat

Création de signalétiques adaptées et contrastées



Installation de visiophones



Ecole Maternelle Peynet 6, avenue Docteur Hochet

Avant



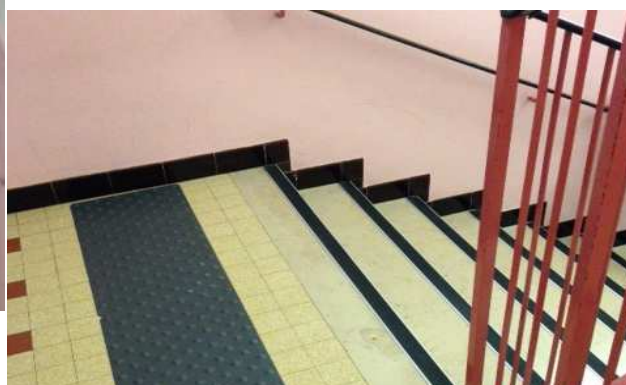
Après



Avant



Après



Ecole Maternelle la Fontonne



Installation d'un visiophone



Adaptation de l'accès principal aux PMR

ERP dans la zone D du P.A.V.E.

A - Définition de la zone du P.A.V.E.

Cette zone est concentrée dans le Quartier la Suquette - Constance au nord – quartier les Brusquets - St Maymes à l'ouest et quartier du Cap au sud.

C'est une zone résidentielle constituée de maisons individuelles, dépourvues d'équipements publics avec des établissements scolaires en limite de zone.

Le trafic est important, surtout autour du Cap d'Antibes (milieu touristique).
Peu de transport en commun.

Le mode doux (vélos-déplacement piétons) n'est pas spécialement pris en compte peu de trottoirs et de pistes cyclables.

B – Liste des ERP concernés et travaux de voirie (espaces connexes) pour favoriser la mobilité et l'accessibilité

- ♦ Chapelle du Calvaire.
- ♦ Villa Eilenroc.
- ♦ Espace Mer et Littoral.

a- Chapelle du Calvaire (2000€ alloués pour l'année 2016)

Travaux réalisés aux abords immédiats

- Mise en place d'une plaque signalétique verticale.
- Création d'un dépose minute.
- Mise en place d'une rampe ponctuelle.

Cet établissement a été mis en conformité, une attestation sera délivrée par un contrôleur technique titulaire d'un agrément, très prochainement et inscrite dans le tableau de suivi de la Commission Communale pour l'Accessibilité.

b- Villa Eilenroc (54 000€ alloués pour l'année 2016)

Ce bâtiment néo-classique du XIXème siècle, est situé dans le Cap d'Antibes.

Cette demeure accueille tout au long de l'année des réceptions, des manifestations et des expositions.

Le montant total des travaux s'est élevé à **108 019.51 €**

dont :

- | | |
|---------------------------|-------------|
| • Ecomusée : | 13 405.32 € |
| • Accès WC et Elévateur : | 35 397.72 € |
| • Elévateur EPMP : | 59 216.47 € |

Suite à des réunions techniques avec les associations handicapées et la Direction Santé Environnement et Développement Durable (DSEDD) et la Direction Architecture et Bâtiments(DAB), des travaux ont été effectués à la Roseraie de la villa pour la mise en place d'une signalétique adaptée et la mise en conformité des cheminements.

Travaux réalisés aux abords immédiats :

- Mise en place d'un aménagement de places PMR au-devant du bâtiment.
- Une reprise des enrobées afin de rendre le cheminement praticable à partir des stationnements jusqu'à la boutique, jusqu'à la terrasse et à l'accès au sanitaire nouvellement créé et à l'élévateur vertical donnant accès au premier étage.
- Mise en place de signalétiques adaptées.

Travaux réalisés sur le bâtiment :

- Création d'un sanitaire accessible au-dessous de l'escalier principal.
- Mise en place d'un élévateur vertical pour personne à mobilité réduite (en dessous de l'escalier et la partie gauche de la coursive au 1er étage).

Cet établissement a été mis en conformité, une attestation sera délivrée par un contrôleur technique titulaire d'un agrément, très prochainement et inscrite dans le tableau de suivi de la Commission Communale pour l'Accessibilité.

c- Espace Mer et Littoral (12 910 € alloués pour l'année 2016)

Des travaux plus importants sont à l'étude aussi la mise en accessibilité prévue en 2016 est différée.

C – Photos illustrant les interventions dans le cadre bâti

Chapelle du Calvaire – panneau mobile



Villa Eilenroc



Création de signalétiques adaptées et contrastées

Intégration discrète d'un élévateur PMR à la Villa Eilenroc



Création et aménagement des toilettes

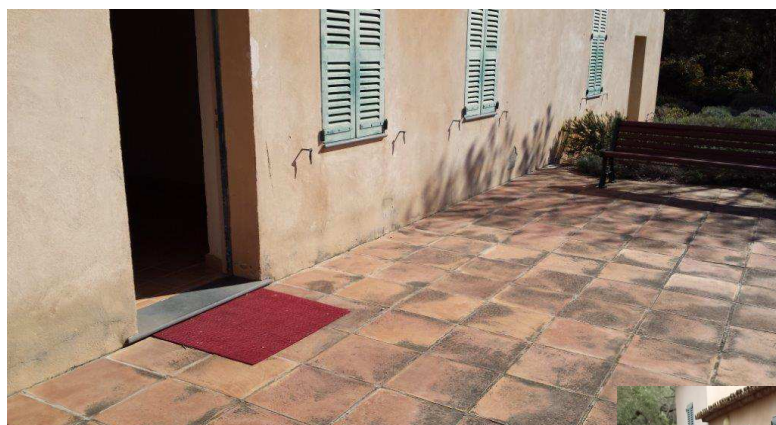
Création de cheminements pour l'Écomusée

Avant



Après

Avant



Après

Signalétique adaptée et contrastée



ERP dans la zone F du P.A.V.E.

A - Définition de la zone du P.A.V.E.

La zone F du P.A.V.E est principalement constituée de 4 quartiers (quartiers de la zone des 3 Moulins, les Croûtons, les Terriers, Nova-Antipolis) à vocation d'activités industrielle et / ou commerciale. Elle constitue un pôle d'emploi important.

La desserte est effectuée en transport en commun.

Le mode doux (vélos-déplacement piétons) n'est pas spécialement pris en compte.

Ces zones sont en développement et la structuration du réseau doit donc être adaptée et améliorée pour éviter la congestion.

B – Liste des ERP concernés et travaux de voirie (espaces connexes) pour favoriser la mobilité et l'accessibilité

- ♦ Ilot Croix Rouge.
- ♦ Union Protectrice des Animaux.
- ♦ Mairie Annexe des Semboules.

a- Îlot Croix Rouge :

Travaux réalisés aux abords immédiats :

- Création d'une place de stationnement PMR avec signalisation verticale et horizontale.
- Mise en place de signalisations verticales et verticales pour 3 places PMR existantes.
- Mise en place de signalisations verticales pour repérage du site.
- Reprise du chemin (24ml) avec revêtement stabilisé de largeur de 1.40m et dévers à 2%.
- Réalisation d'un quai d'accès et création d'un escalier et pose de mains courantes.
- Mise en place de bandes podotactiles.
- Traitement des ressauts à chanfreiner (salles associatives-mairie annexe).
- Dépose de grilles (salle de réunion-salles associatives).

Les travaux pour cet ERP étaient prévus sur 2 ans. Or l'ensemble des travaux ont été terminés en 2016 avec un coût estimé à 48 855.93€, au lieu de 33 276 € prévus à l'Ad'Ap Patrimoine.

Cet établissement a été mis en conformité, une attestation délivrée par le contrôleur technique SOCOTEC est jointe en annexe et sera inscrite dans le tableau de suivi de la Commission Communale pour l'Accessibilité.

b- Union Protectrice des Animaux :

Travaux réalisés aux abords immédiats :

- Création d'une place dépose minute à proximité du portail.
- Mise en place de signalétiques horizontales et verticales pour repérage du site.
- Le bureau d'accueil sera équipé d'une tablette adaptée aux PMR.

Cet établissement a été mis en conformité, une attestation délivrée par le contrôleur technique SOCOTEC est jointe en annexe et sera inscrite dans le tableau de suivi de la Commission Communale pour l'Accessibilité.

c- Mairie Annexe des Semboules (500€ alloués pour l'année 2016) :

L'activité a été interrompue sur ce site aussi aucun travaux n'est prévu.

Pour conclure sur ce point, il convient de souligner que l'ensemble de ces travaux a fait l'objet d'une demande d'autorisation de travaux ou permis de construire présentés par les services techniques, à la Commission d'Accessibilité compétente.

C – Photos illustrant les interventions dans le cadre bâti

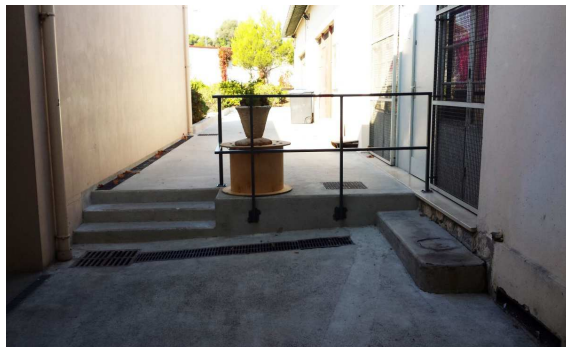
Ilot Croix Rouge 170 chemin des Terriers



Avant



Après



Avant



Après

Union Protectrice des Animaux – Refuge Duflos

1770, Chemin des Terriers

Création de signalétiques adaptées et contrastées

Avant



Après



1.2 Travaux de mise en accessibilité pour les IOP :

A - IOP dans la zone A du P.A.V.E.

La Pinède (54 000€ répartis sur 6 ans dont 9 000€ alloués pour l'année 2016)

B – Travaux de voirie (espaces connexes) et travaux réalisés dans l'IOP pour favoriser la mobilité et l'accessibilité

Travaux réalisés aux abords immédiats pour un coût de 46 000€

- Accès depuis les abords jusqu'à l'IOP avec mise en place de panneaux
- Signalétiques, aménagement de places de stationnement PMR reliées par un cheminement praticable.

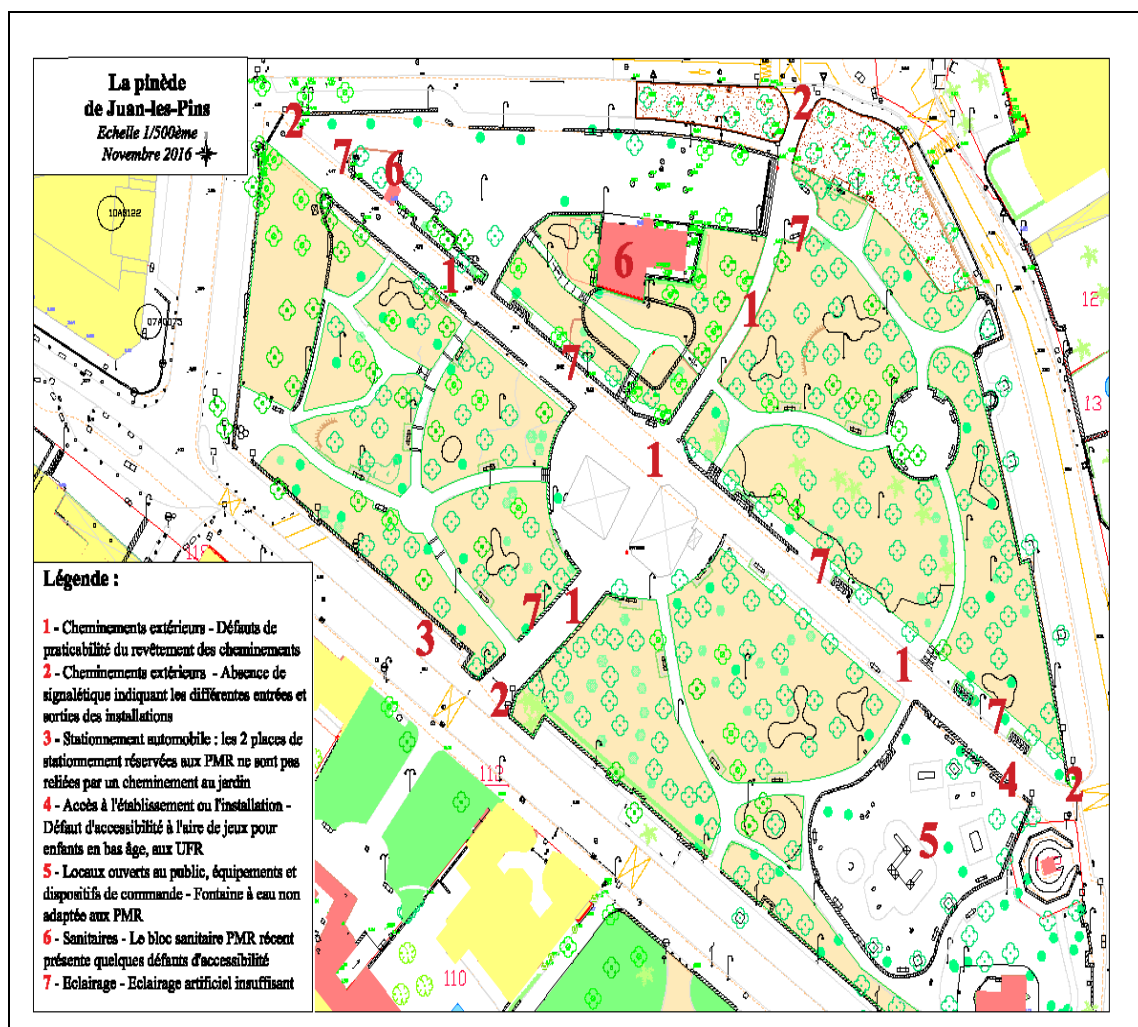
Travaux réalisés dans l'IOP :

- Retraitement du cheminement avec suppression de ressauts
- Rehaussement de la chaussée côté bas du portillon de l'aire de jeux
- Rehaussement de la fontaine à eaux.
- Renforcer et compléter l'éclairage.
- Modifier la porte d'accès au monnayeur et améliorer son accès.

Aux financements prévu dans l'Ad'Ap Patrimoine et à celui de la Direction des Réseaux et Infrastructures, s'ajoute un financement de 80 000€ pour retraiter les allées de la Pinède, suite aux remarques de l'Architecte des Bâtiments de France qui ne souhaitait plus d'enrobés dans la Pinède, le site étant classé.

C – Photos illustrant les interventions

Plan de la Pinède avec tous les points d'améliorations concernant l'accessibilité





Le square : Modification complète du revêtement.
Le goudron a été remplacé par du revêtement en sable stabilisé. Ce revêtement draine limite la remontée des racines de pins et réduit les problèmes d'accessibilité



Aire de jeux : Rehaussement de la chaussée côté bas du portillon de l'aire de jeux.



Accès au monnayeur dégagé (suppression de la portion de muret contigu au bloc sanitaire), remplacement de la porte.

Travaux voirie boulevard Baudouin - à proximité de la Pinède

Section comprise en rue Jacques Léonetti & bd Georges Gallice

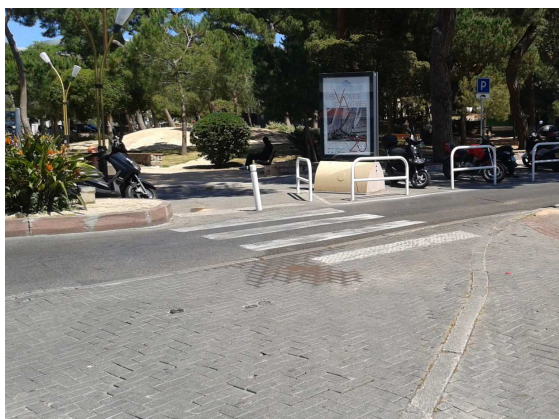
L'objectif de cet aménagement : traiter les 4 traversées pour assurer la circulation de tous les piétons entre différents espaces urbains (pinède de Juan les Pins et les plages).

Date de réalisation de l'aménagement : les travaux ont été réalisés en février 2016.

Coût des travaux : le montant des travaux s'élève **46 000 € TTC**.

Relativement à l'accessibilité, le diagnostic a permis la mise aux normes de 4 passages piétons (mobilier urbain + implantation ; bandes d'éveil de vigilance podotactiles ressaut \leq 2cm) et par la même la continuité des cheminements entre les pinèdes (le Jardin & Gould) et les plages.

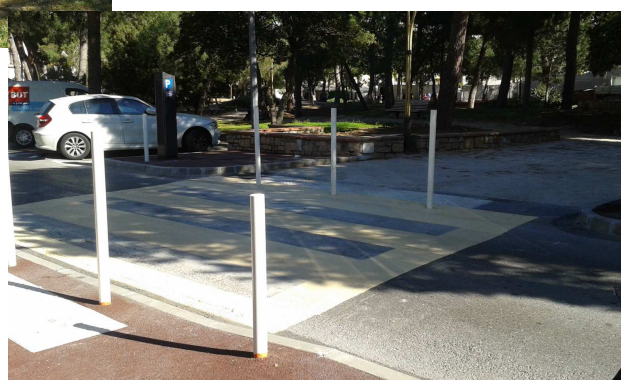
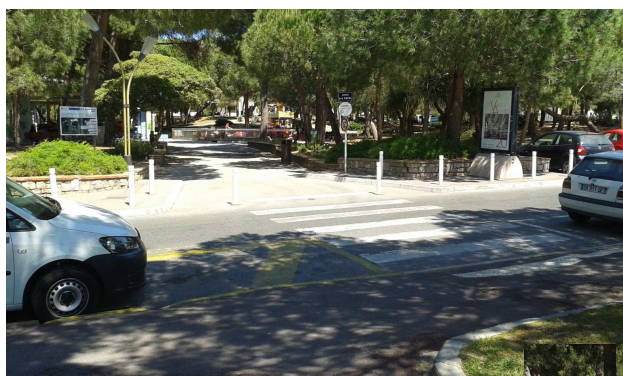
Avant



Après

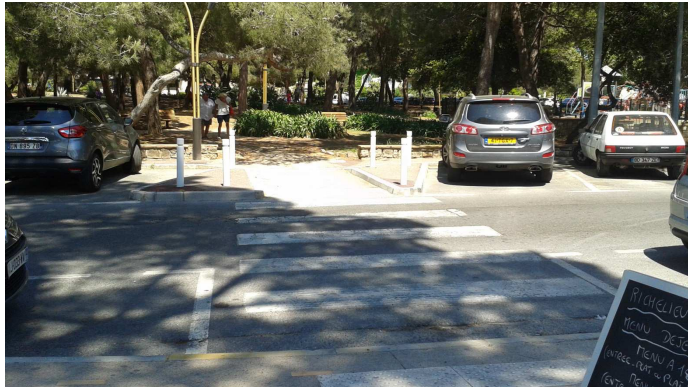


Avant

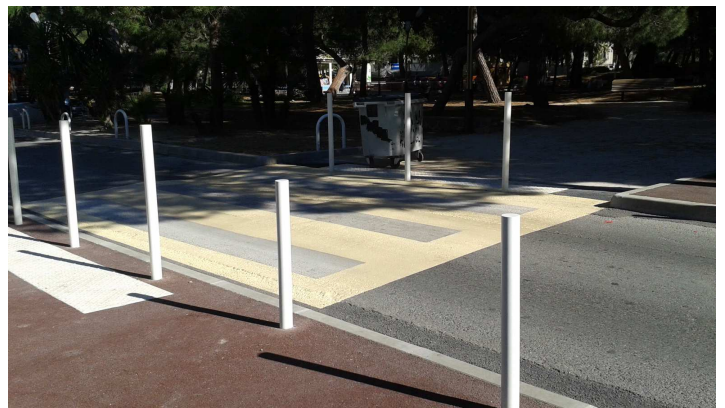


Après

Avant



Après



A - IOP dans la zone C du P.A.V.E.

Le cimetière de Rabiac (120 996€ répartis sur 9 ans dont 13 444€ alloués pour l'année 2016)

B – Travaux de voirie (espaces connexes) et travaux réalisés dans l'IOP pour favoriser la mobilité et l'accessibilité

Travaux réalisés aux abords immédiats pour un coût de 24 500€

- Accès depuis les abords jusqu'à l'IOP avec mise en place de panneaux signalétiques et aménagement de 2 places de stationnement PMR reliées par un cheminement praticable jusqu'au bureau du gardien.
- Mise en place de bandes de guidage depuis l'arrêt de bus (de l'autre côté de la voie avenue Rochat) jusqu'au bureau du gardien.
- Mise en place de bandes podotactiles.

- Matérialisation d'une bande de peinture blanche sur la margelle.
- Mise en place de signalisation à l'entrée principale et d'un visiophone pour l'ouverture du portail.
- Installation d'un panneau de renseignements à l'entrée principale.

Travaux réalisés dans l'IOP pour un coût de 12 960€ :

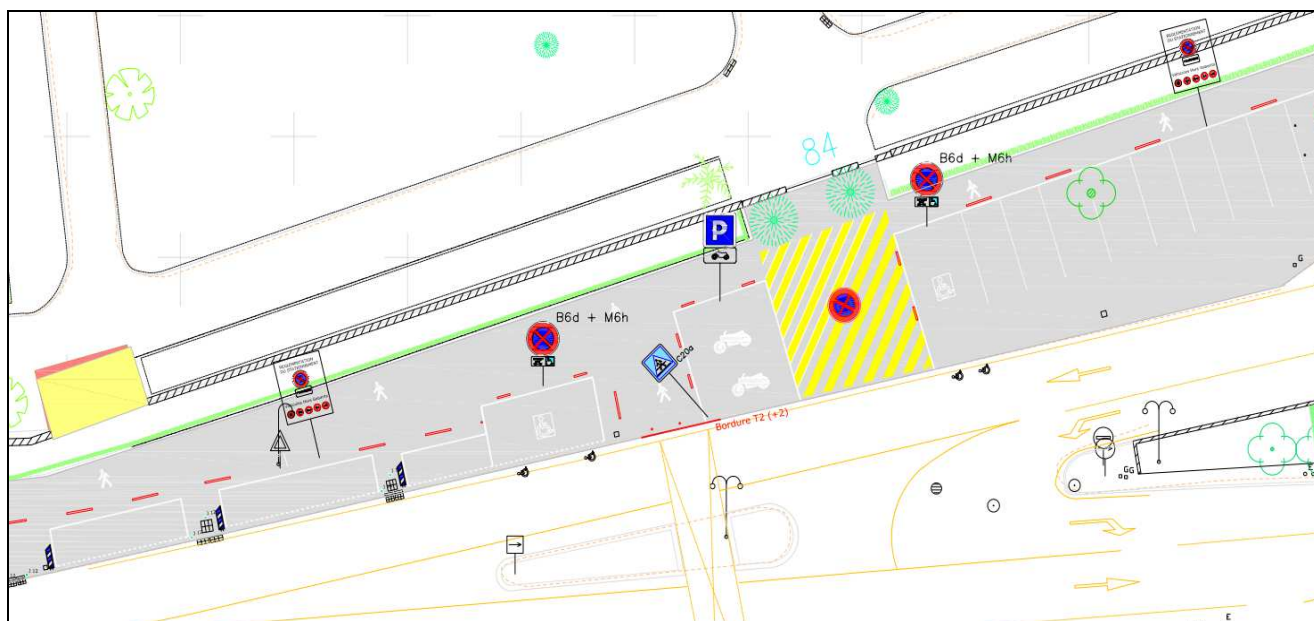
- Acquisition d'un véhicule PMR pour faciliter les déplacements dans l'enceinte du cimetière (**voir page 36**).
- Plusieurs réunions techniques ont été organisées sur site avec d'une part, l'Association des Paralysés de France (APF), l'association Valentin Haüy et l'Ecole Méditerranéenne des Chiens Guide d'Aveugles (EMCGA) pour le choix du véhicule et d'autre part avec la DSEDD et la DAB.



Plan du cimetière



Réalisation de 2 places de stationnement PMR avec signalétique, devant l'entrée du cimetière.



Création d'un cheminement piéton au droit du cimetière de Rabiac

L'objectif de cet aménagement : assurer la continuité du cheminement des piétons

Date de réalisation de l'aménagement : les travaux ont été réalisés en juin 2016.

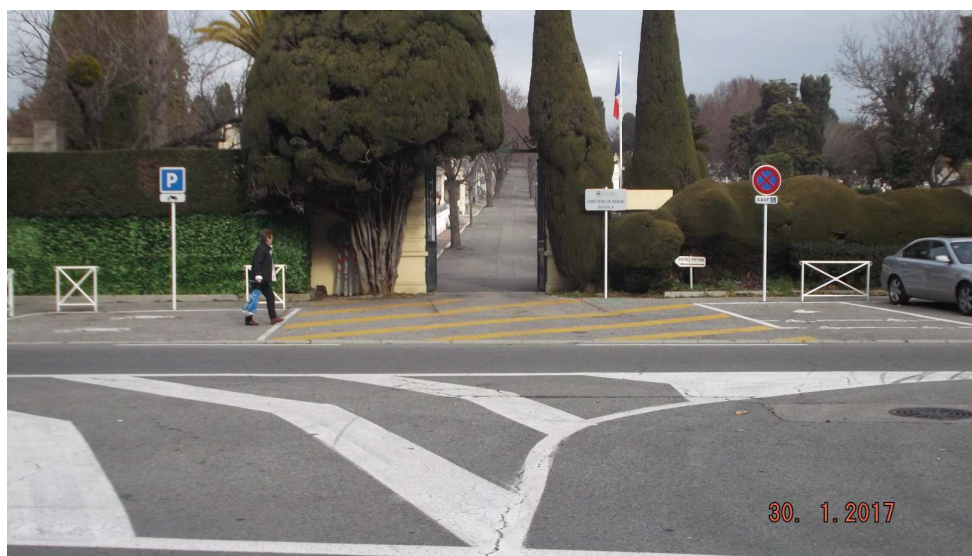
Coût des travaux : le montant des travaux s'élève **24 500 € TTC**. Ces travaux d'aménagements ont permis de sécuriser et d'assurer la continuité du cheminement piéton pour tous et la création d'une place de stationnement PMR.

Avant



Avenue Ph. RoCHAT - Entrée principale

Après



Avenue Ph. RoCHAT - Entrée principale

Avant



Avenue Ph. RoCHAT – Entrée secondaire

Après




Avenue Ph. RoCHAT - Entrée secondaire



Le trajet des piétons est dégagé



Réalisation de bandes de guidage de l'arrêt de bus à la loge du gardien



Cimetière de Rabiac

Horaires :











du 1^{er} mars au 30 septembre inclus : 8h30 à 12h30 - 14h à 19h
du 1^{er} octobre au 28 (29) février inclus : 8h30 à 12h30 - 14h à 18h

Les cimetières sont des lieux de recueillement dans lesquels une attitude discrète et silencieuse est requise par respect dû à la mémoire des défunts

Obligations des entreprises :

Les travaux sont permis du lundi au samedi sous réserve d'autorisation :
du 1^{er} mars au 30 septembre inclus : 7h30 à 12h30 - 14h à 19h - du 1^{er} octobre au 28 (29) février inclus : 7h30 à 12h30 - 14h à 18h
Entre 12h30 et 14h les portes principales sont fermées aux véhicules

Extraits de l'arrêté municipal portant règlement des cimetières

- 
Les enfants doivent être accompagnés
- 
Accès interdit aux animaux domestiques même tenus en laisse
(à l'exclusion des chiens guides pour les personnes mal voyantes)
- 
Véhicules interdits
(sauf autorisation spéciale délivrée par le service état-civil - affaires funéraires)
- 
Respectez les tombes et l'environnement
- 
Interdiction d'escalader les murs et les clôtures
- 
Tenue correcte exigée
- 
Interdiction de fumer
- 
Interdiction de boire et de manger
- 
Interdiction de photographier, de filmer, d'afficher
- 
Site comportant des escaliers ou des marches

Mendicité et colportage interdits

Ne pas laisser d'objets de valeurs et de biens en vue dans l'enceinte du cimetière et dans les véhicules.
L'administration n'est pas responsable des vols commis au préjudice des familles pendant et en dehors des heures d'ouverture au public.

Signalétique d'information à l'attention des usagers



- Acquisition d'un véhicule électrique adapté (Société Mobilité Plus) pour un montant de 12 960€ (en cours).

Ce service sera dans un 1^{er} temps testé dans l'enceinte du cimetière de Rabiac pour être, par la suite déployé au cimetière des Semboules avec l'acquisition d'un 2^{ème} véhicule.

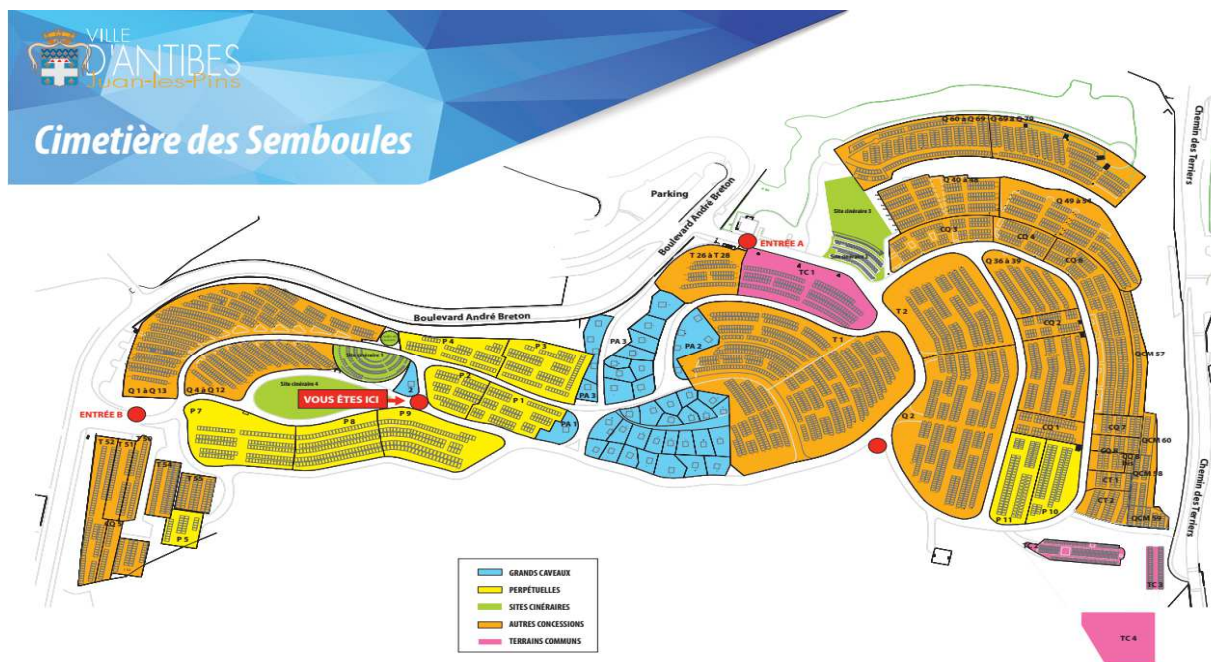
A - IOP dans la zone F du P.A.V.E.

Le cimetière des Semboules (372 360€ répartis sur 9 ans dont 41 373€ alloués pour l'année 2016)

B – Travaux de voirie (espaces connexes) et travaux réalisés dans l'IOP pour favoriser la mobilité et l'accessibilité

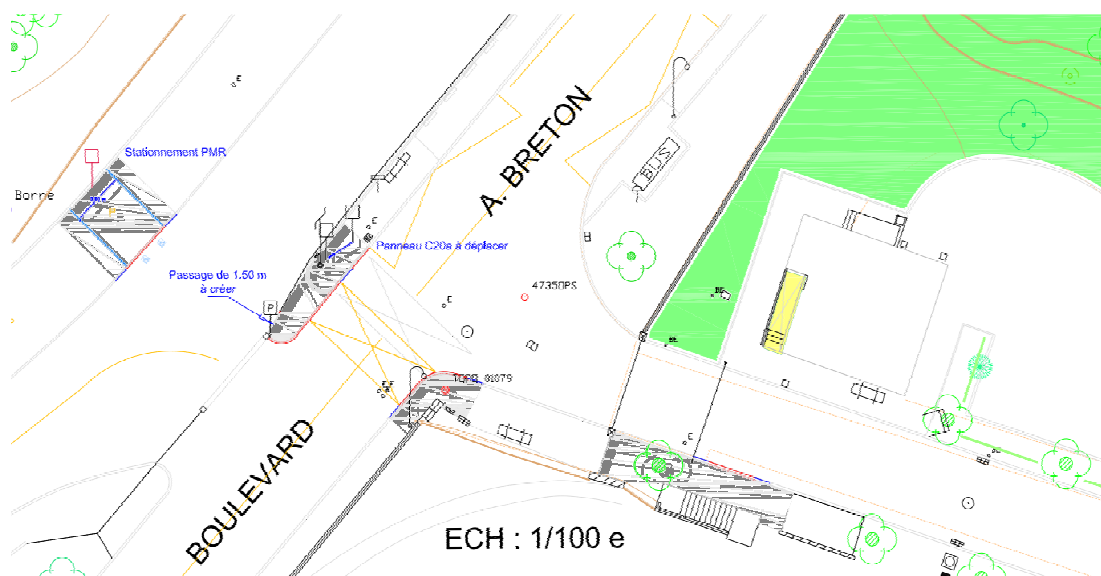
Travaux réalisés aux abords immédiats :

- Création de 2 places de stationnement PMR.
- Mise en place d'un rail de guidage depuis la place de stationnement.
- Mise en place de bandes podotactiles.
- Mise en place de signalisation à l'entrée principale.
- Prolongement et reprise du trottoir.
- Système d'appel du gardien pour l'ouverture du portail (visiophone).





Mise en place de guidage de stationnement (du stationnement ou de l'arrêt de bus jusqu'au bureau du gardien)



Création d'une place PMR en déposant les bordures existantes, enlever le revêtement, poser de nouvelles bordures, refaire la totalité du revêtement en enrobé, réaliser le marquage au sol de la place, poser la signalisation verticale.



Mise en place de signalisation adaptée à proximité du cimetière.

2- Travaux réalisés sur les bâtiments ouverts au public hors Ad'Ap « opérations complémentaires » :

ERP dans la zone A du P.A.V.E.

A - ERP dans la zone A du P.A.V.E.

- ♦ Bâtiments Administratifs 11-17 boulevard Chancel.

B – Liste des bâtiments concernés et travaux de voirie (espaces connexes) pour favoriser la mobilité et l'accessibilité

Travaux réalisés dans le bâtiment et abords immédiats

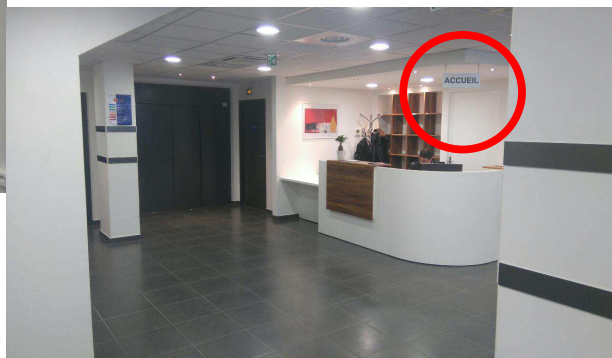
- Aménagement d'une rampe pour accéder à l'espace accueil au rez de chaussée.
- Au rez-de-chaussée, décroisonnement et création d'un hall d'accueil central du public (banques d'accueil et bureaux).
- Niveaux 1 et 4 : aménagement de salles de réunions (locaux Code du Travail).

C – Photos illustrant les interventions

Bâtiment Administratif 11-17 boulevard Chancel



Création de quais et rampes d'accès



Aménagements intérieurs :

Signalétique adaptée- bandes visuelles

ERP dans la zone B du P.A.V.E.

A - ERP dans la zone B du P.A.V.E.

- ♦ Galerie Bains Douches.
- ♦ Ecole Guynemer.
- ♦ Ecole Paul Arène.

B – Liste des bâtiments concernés et travaux de voirie (espaces connexes) pour favoriser la mobilité et l'accessibilité avec les coûts réels

a- Galerie les Bains Douches :

Travaux réalisés dans le bâtiment et abords immédiats

- Création d'un espace verrerie, poterie et peinture (5 alvéoles de 33 m2).
- Le potier exploitera 2 alvéoles (1 espace fabrication et cuisson et 1 espace vente et exposition).
- Le verrier exploitera 2 alvéoles (1 espace fabrication et cuisson et 1 espace vente et exposition).
- L'artiste peintre exploitera la dernière alvéole qui servira d'exposition et de vente.

b- Ecole Guynemer :

Travaux réalisés dans le bâtiment et abords immédiats

- Les travaux portent sur le réaménagement de la cantine scolaire en type « self-service », avec réorganisation de la zone de production et réorganisation du réfectoire existant.

c- Ecole Paul Arène :

Travaux réalisés dans le bâtiment et abords immédiats :

- Implantation de bâtiments modulaires pour les salles de classe supplémentaires, la salle polyvalente multi-activités.
- Aménagement du local sanitaire.
- Création de rampes extérieures pour mise en accessibilité des locaux existants.

ERP dans la zone C du P.A.V.E.

A - ERP dans la zone C du P.A.V.E.

- ♦ Police Municipale la Fontonne
- ♦ Ecole de « La Tournière »

a- Police Municipale la Fontonne (permis de construire)

Travaux réalisés dans le bâtiment et abords immédiats :

- Réalisation de 3 places de stationnement dont 1 place PMR, à proximité des locaux.
- Réaménagement d'un local commercial pour l'aménagement de la police municipale en rez-de-chaussée : espace accueil de 22m² -1 zone destinée au personnel (vestiaire -salle de repos -bureaux administratifs).

b- Ecole la Tournière (permis de construire)

Travaux réalisés dans le bâtiment et abords immédiats :

- Réaménagement de l'accès principal par mise en place d'un élévateur vertical.
- Mises aux normes PMR de l'escalier (nez de marche antidérapants, bande podotactile en haut de chaque volée d'escalier).

- Mise en place de mains courantes.
- Mise aux normes des sanitaires (filles et garçons).
- Construction d'une salle polyvalente avec bibliothèque, centre documentaire, sanitaire accessible PMR.
- Remplacement de 2 portes à l'entrée principale avec signalétique adaptée et vitrophanie.
- Remplacement de la porte de l'infirmerie.

ERP dans la zone D du P.A.V.E.

A - ERP dans la zone D du P.A.V.E.

- ◆ **Base de Voile (permis de construire).**

Travaux prévus dans le cadre du PC

- ◆ Création d'un parking de 60 places dont 11 places PMR.
- ◆ Création de la base nautique avec salles de classe, vestiaires, salle de réunion, bureau secrétariat.
- ◆ Création du bâtiment maintenance et sanitaires PMR.
- ◆ Création du bâtiment associatif avec salle d'association, zone handiplage et zone secouristes.

3- Travaux de voirie et espaces publics (hors Ad'AP)

A - Aménagements de voirie chemin des Combes : avenue des Martyrs de la Résistance (détail de l'opération avec coûts)

- ◆ La création d'un mini-carrefour giratoire franchissable. L'objectif de cet aménagement : la modération de la vitesse tout en permettant la giration des bus et des camions poids lourds.

Date de réalisation de l'aménagement : les travaux ont été réalisés en juillet 2016.

Coût des travaux : le montant des travaux s'élève 36 600 € TTC.

Plus spécifiquement, l'analyse de l'accessibilité a permis la mise aux normes des passages piétons (mobilié urbain + implantation ; bandes d'éveil de vigilance podotactiles ; ressaut $\leq 2\text{cm}$; réfection du revêtement de chaussée) et ainsi la continuité des cheminements piétons est assurée.

Avant (chemin des Combes)



Après

Avant (chemin des Martyrs de la Résistance)



Après

**mini-giratoire
franchissable**



B - Aménagements de voirie école de la Tramontane (détail de l'opération avec coûts)

- ♦ Création d'une rampe au niveau de la traversée piétonne face à l'entrée principale de l'école de la Tramontane (coût de l'opération 3800€ TTC).

Cet aménagement a permis, à la fois de rendre accessible cette traversée et en même temps, de la sécuriser en supprimant les mouvements de véhicules en infractions avec le code de la route, stationnés régulièrement dessus.



C - Autres aménagements de voirie

- Stationnement PMR

Pour mémoire, le nombre de places PMR sur le territoire est de 252 places sur un total de 9008 places.

- Carrefours à feux en alarmes sonores et visuelles

Pour mémoire, l'ensemble du territoire communal dispose de 440 ml de traversées piétonnes pour 133 traversées équipées.

4- - Autres mesures prises favorisant l'accessibilité en 2016

Dans le cadre de la « Semaine Européenne de la mobilité » qui s'est déroulée du 16 au 22 septembre 2016, l'Association des Paralysés de France avec l'aide de Madame Lonvis, élue en charge du Handicap ont organisé une manifestation de sensibilisation « Parcours Fauteuil » les 19 et 20 septembre 2016 à la salle de l'Aqueduc Romain à la Fontonne.

Les organisateurs ont souhaité sensibiliser tous les publics à la situation des personnes handicapées et aux difficultés qu'elles peuvent rencontrer lors de leur déplacement en fauteuil au quotidien.

Cet exercice visait à faire connaître leur handicap.

L'information a été largement diffusée auprès des directions et services disposant d'un accueil ouvert au public.

Ainsi les personnels de la collectivité, en lien direct avec la problématique accessibilité se sont déplacés durant ces 2 jours.

En complément de ces journées de sensibilisation au handicap, des formations (session de 2 jours) par le biais du CNFPT ont été dispensées aux agents de la collectivité pour l'accueil et l'intégration des travailleurs handicapés.

Monsieur Thierry Yetor, psychologue du Travail a animé 6 sessions en 2016 pour les encadrants d'agents en situation de handicap. Ces sessions permettent d'échanger sur les pratiques professionnelles et d'accompagner les cadres qui ont la responsabilité d'agents handicapés.

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a recensé les opérations comportant des logements réservés aux PMR depuis 2000. 17 opérations sont concernées sur la commune d'Antibes pour 39 logements répertoriés.

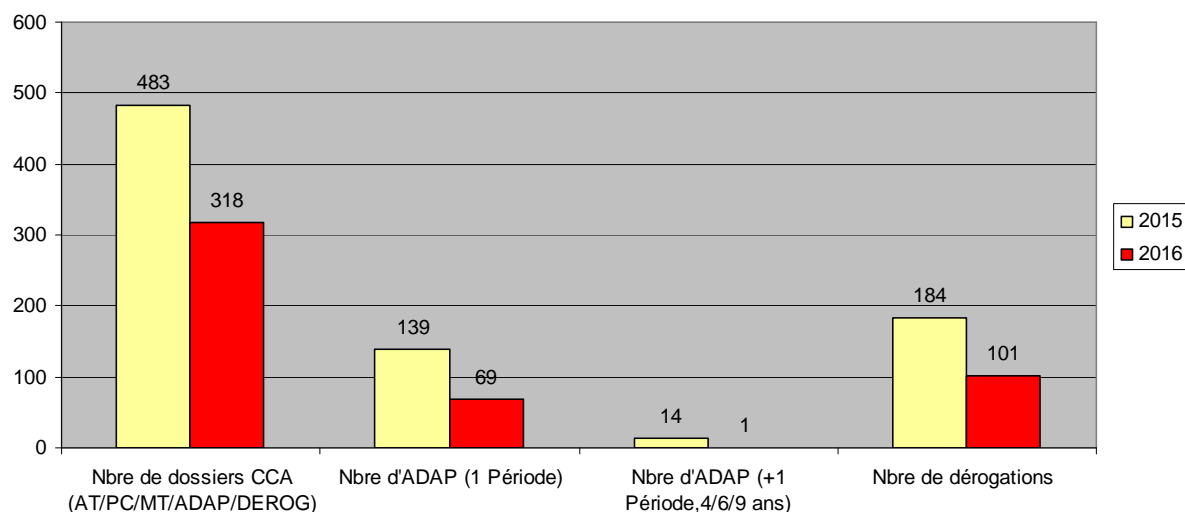
5- Autres informations sur le processus de la mise en accessibilité des bâtiments du secteur privé

Les nouvelles dispositions législatives et réglementaires s'adressent aussi à l'ensemble des gestionnaires privés d'établissements recevant du public ou installations ouvertes au public non accessibles sur la commune.

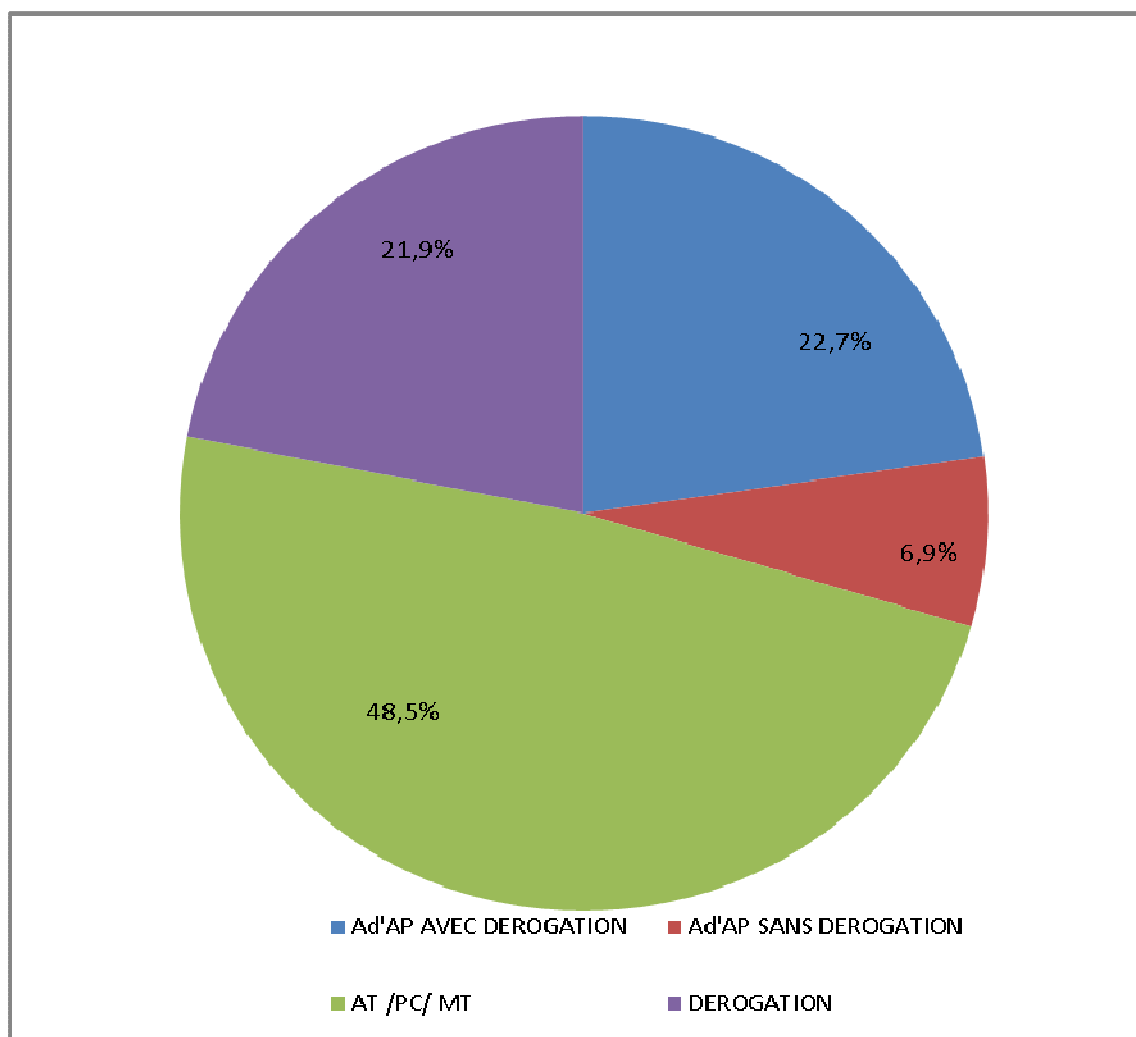
Ces professionnels doivent s'engager à réaliser les aménagements de mise en accessibilité en élaborant l'Agenda d'Accessibilité Programmée.

Ainsi comme l'année précédente, l'unité Commission Communale d'Accessibilité a enregistré une très forte hausse de son activité liée au dépôt de demandes d'Ad'AP.

A titre d'information, l'unité Commission Communale d'Accessibilité a reçu **318 demandes** pour l'année 2016 (voir graphique).



Nombre d'ERP (commerces, hôtels, bars, restaurants etc...) estimée à environ 2100 (source CCI)



AT : Autorisation de Travaux / PC : Permis de Construire / MT : Manifestations

Sur les 318 dossiers déposés, 224 dossiers ont reçu un avis de la part de la CCA et/ou de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité avec les avis suivants :

- 174 avis favorables,
- 6 dossiers reportés,
- et 44 avis défavorables.

Pour mémoire : Depuis 2015, 801 dossiers ont été déposés à l'unité Commission Communale d'Accessibilité dont 208 dossiers d'Ad'Ap et 285 dossiers de dérogation.

Pour conclure, conformément aux dispositions réglementaires, **la Commission Communale pour l'Accessibilité**, à laquelle a été présenté, pour avis le présent rapport, a recensé 62 attestations de mise en accessibilité pour l'année 2016, répartis comme suit :

- 6 restaurants-débit de boissons,
- 11 bureaux-banques,
- 11 établissements sanitaires (cabinets médicaux...),
- 34 autres (commerces)

Pour mémoire : 246 attestations ont été recensées depuis 2015.

6- Autres mesures pour l'année 2017 favorisant l'accessibilité

Dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre de l'Ad'Ap Patrimoine de la commune, il a été décidé de :

- poursuivre les réunions interservices, utiles à la bonne coordination et évolution des travaux accessibilité entrepris,
- poursuivre la concertation constructive instaurée dans ce cadre avec les associations du secteur Handicap,
- étendre la formation dispensée en 2016, au personnel recevant du public, pour l'accueil et l'intégration des travailleurs handicapés.

7 - Prévisionnel Ad'Ap 2017

38 ERP et IOP sont concernés par des travaux de mise en accessibilité pour l'année 2017 pour un montant de 523 783.33 € répartis comme suit :

Dans la zone A du PAVE (7):

Centre de Jeunesse Salusse Santoni
Cathédrale rue Saint Esprit
Chapelle Saint Esprit
Jardin d'enfants La Pinède **(IOP)**
Courtine av de Verdun
Guichet Unique
WC Courbet **(IOP)**

Dans la zone C du PAVE (13):

Musée Peynet
Ecole maternelle Peynet
Ecole maternelle La Fontonne
Cimetière Rabiach **(IOP)**
Multi Accueil Fontonne
Stade Fontonne 3-2-1
Multi Accueil Fontonne
Stade Fontonne 3-2-1
Ecole primaire la Tournière
Multi Accueil les Châtaigniers
Jeux d'enfants Cerruti **(IOP)**
Comité Croix Rouge imp Vial
WC Prestinari **(IOP)**

Dans la zone B du PAVE (4):

Groupe scolaire Paul Arène
Ecole Guynemer
Club Bouliste Vauban
Jardin de l'Ilette **(IOP)**

Dans la zone D du PAVE (5):

Multi Accueil Petites Terrasses
Jardin d'enfants Ponteil **(IOP)**
Club bouliste Eucalyptus
WC Salis **(IOP)**
WC Plage des Ondes **(IOP)**

Dans la zone E du PAVE (1):

Jardin d'enfants Pont Dulys **(IOP)**

Dans la zone F du PAVE (8):

Cimetière les Semboules **(IOP)**

Groupe scolaire Prévert

CTM DAB ZI 3 Moulins

Salle des Jeunes Saint Claude

ADAMA

CADIS

Groupe scolaire Saint Claude

Centre Jeunesse Sport Max Jacob

8 – ANNEXE

Attestations d'achèvement des travaux délivrées par le bureau de contrôle SOCOTEC pour les bâtiments suivants :



- **Attestation d'achèvement des travaux et autres actions de mise en accessibilité figurant dans un Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP).**
Travaux non soumis à permis de construire

Ecole maternelle Fontonne

- Référence de votre site : 188
- Date : 07/04/2017
- Dossier Socotec n° : GAA3650
- Référence du rapport : 214A0/17/578

Vous avez fait appel à nos services et nous vous en remercions
Pour tout complément d'information, votre interlocuteur Socotec est à votre disposition



**Attestation d'achèvement des travaux et autres actions
de mise en accessibilité réalisés dans le cadre d'un
Ad'AP**

**Travaux réalisés dans un Etablissements recevant du
public (ERP) non soumis à Permis de Construire**

Contrat n° : GAA3650
Rapport n° : 214A0/17/578
Date : 07/04/2017

Nota : les articles L 111-7-9 et D111-19-46 du CCH imposent à l'issue de l'achèvement des travaux réalisés dans le cadre d'un Ad'AP « une attestation d'achèvement des travaux et autres actions de mise en accessibilité » qui, figurant dans un agenda d'accessibilité programmée approuvé, ont finalement été nécessaires à la mise en accessibilité.

Cette attestation est adressée, dans les deux mois qui suivent l'achèvement des travaux et actions de mise en accessibilité, au préfet ayant approuvé cet agenda par pli recommandé avec demande d'avis de réception ainsi qu'à chacune des commissions pour l'accessibilité prévues à l'article L. 2143-3 du code général des collectivités territoriales des communes concernées, qui la transfèrent, le cas échéant, à la commission intercommunale compétente.

Je soussigné Monsieur TARTE Gilles de la société SOCOTEC, organisme de contrôle technique au sens du CCH art. L 111-23, titulaire d'un agrément ministériel l'habilitant à intervenir sur les bâtiments,

atteste que par contrat de vérification technique n° GAA3650 en date du 23/03/2017, la VILLE D'ANTIBES, maître d'ouvrage, de l'ERP :

Ecole maternelle Fontonne

Référence de l'Ad'ap

- Numéro : 00600415 E 0730
- Date d'approbation : 15/12/2015

a confié, à SOCOTEC, qui l'a réalisée, une mission de vérification technique après travaux visant à vérifier si les travaux prévus et approuvés dans le cadre d'un Ad'AP ont été réalisés et respectent les règles d'accessibilité qui leur sont applicables.

Nota : les règles d'accessibilité applicables sont les règles en vigueur rappelées ci-dessous auxquelles sont jointes les éventuelles dérogations propres à l'agenda et citées ci-après.

Nombre de bâtiments d'ERP séparés : 1

Ce document comporte 2 pages, y compris la page de garde

• Règles en vigueur considérées :

- ☒ Articles L111-7-9 et D111-19-46 du CCH, relatifs à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations ouvertes au public existantes
- ☒ Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les conditions prises pour l'application des articles R 111-19-7 à R 111-19-11 du CCH relatifs à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations ouvertes au public existantes

• Dérogations accordées, telles que portées à la connaissance du vérificateur :

Signataire : Commission Communale d'Accessibilité	Date : 26/10/2016
---------------------------------------------------	-------------------

• Documents remis au vérificateur et pris en compte dans le cadre de sa mission : Néant

☞ A l'issue de sa vérification, réalisée selon les termes et conditions du contrat précité et qui s'est déroulée le 23/03/2017, le vérificateur récapitule sur la liste ci-après ses constats formulés ainsi :

- **R** Le vérificateur a constaté, sur les travaux réalisés, le respect de la règle d'accessibilité applicable
- **NR** Le vérificateur a constaté pour les travaux considérés l'absence de réalisation ou une ou des dispositions contraires au respect des règles d'accessibilité applicable

Date : 07/04/2017

Signature :



LISTE DES CONSTATS

Certaines règles sont essentiellement d'ordre qualitatif et ne font pas l'objet de référentiel technique commun précis. Les avis R ou NR portés à leur sujet par le vérificateur sont donc à considérer comme présomptions de respect ou de non-respect, établies selon sa propre appréciation des dispositions constatées, et ne préjugent pas d'interprétations contraires.

Mention des éventuels locaux ou parties du bâtiment qui n'ont pu être visités : Néant

Ecole maternelle Fontonne			
Actions de mise en accessibilité programmées	Réalisé	Non réalisé	Commentaire
Mise en place d'un visiophone	X		/
Mise en place d'un tapis conforme aux PMR devant l'entrée de l'école	X		/



- ▶ **Attestation d'achèvement des travaux et autres actions de mise en accessibilité figurant dans un Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP).**
Travaux non soumis à permis de construire

Ilot Croix Rouge

- ▶ Référence de votre site : 10
- ▶ Date : 07/04/2017
- ▶ Dossier Socotec n° : GAA3650
- ▶ Référence du rapport : 214A0/17/577

Vous avez fait appel à nos services et nous vous en remercions
Pour tout complément d'information, votre interlocuteur Socotec est à votre disposition



**Attestation d'achèvement des travaux et autres actions
de mise en accessibilité réalisés dans le cadre d'un
Ad'AP**

**Travaux réalisés dans un Etablissements recevant du
public (ERP) non soumis à Permis de Construire**

Contrat n° : GAA3650
Rapport n° : 214A0/17/577
Date : 07/04/2017

Nota : les articles L 111-7-9 et D111-19-46 du CCH imposent à l'issue de l'achèvement des travaux réalisés dans le cadre d'un Ad'AP « *une attestation d'achèvement des travaux et autres actions de mise en accessibilité* » qui, figurant dans un agenda d'accessibilité programmée approuvé, ont finalement été nécessaires à la mise en accessibilité.

Cette attestation est adressée, dans les deux mois qui suivent l'achèvement des travaux et actions de mise en accessibilité, au préfet ayant approuvé cet agenda par pli recommandé avec demande d'avis de réception ainsi qu'à chacune des commissions pour l'accessibilité prévues à l'article L. 2143-3 du code général des collectivités territoriales des communes concernées, qui la transfèrent, le cas échéant, à la commission intercommunale compétente.

Je soussigné Monsieur TARTE Gilles de la société SOCOTEC, organisme de contrôle technique au sens du CCH art. L 111-23, titulaire d'un agrément ministériel l'habilitant à intervenir sur les bâtiments,

atteste que par contrat de vérification technique n° GAA3650 en date du 23/03/2017, la VILLE D'ANTIBES, maître d'ouvrage, de l'ERP :

Ilot Croix Rouge

Référence de l'Ad'ap

- Numéro : 00600415 E 0730
- Date d'approbation :
15/12/2015

a confié, à SOCOTEC, qui l'a réalisée, une mission de vérification technique après travaux visant à vérifier si les travaux prévus et approuvés dans le cadre d'un Ad'AP ont été réalisés et respectent les règles d'accessibilité qui leur sont applicables.

Nota : les règles d'accessibilité applicables sont les règles en vigueur rappelées ci-dessous auxquelles sont adjointes les éventuelles dérogations propres à l'agenda et citées ci-après.

Nombre de bâtiments d'ERP séparés : 1

Ce document comporte 3 pages, y compris la page de garde

• Règles en vigueur considérées :

- ☒ Articles L111-7-9 et D111-19-46 du CCH, relatifs à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations ouvertes au public existantes
- ☒ Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les conditions prises pour l'application des articles R 111-19-7 à R 111-19-11 du CCH relatifs à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations ouvertes au public existantes

• Dérogations accordées, telles que portées à la connaissance du vérificateur :

Signataire : /	Date : /
----------------	----------

• Documents remis au vérificateur et pris en compte dans le cadre de sa mission : Néant

☞ A l'issue de sa vérification, réalisée selon les termes et conditions du contrat précité et qui s'est déroulée le 23/03/2017, le vérificateur récapitule sur la liste ci-après ses constats formulés ainsi :

- **R** Le vérificateur a constaté, sur les travaux réalisés, le respect de la règle d'accessibilité applicable
- **NR** Le vérificateur a constaté pour les travaux considérés l'absence de réalisation ou une ou des dispositions contraires au respect des règles d'accessibilité applicable

Date : 07/04/2017

Signature :



LISTE DES CONSTATS

Certaines règles sont essentiellement d'ordre qualitatif et ne font pas l'objet de référentiel technique commun précis. Les avis R ou NR portés à leur sujet par le vérificateur sont donc à considérer comme présomptions de respect ou de non-respect, établies selon sa propre appréciation des dispositions constatées, et ne préjugent pas d'interprétations contraires.

Mention des éventuels locaux ou parties du bâtiment qui n'ont pu être visités : Néant

Ilot Croix Rouge			
Actions de mise en accessibilité programmées	Réalisé	Non réalisé	Commentaire
Cheminement PMR entre le parking et les salles associatives	X		/
Mise en œuvre d'un quai au	X		/

devant des salles associatives pour les rendre accessibles			
---------------------------------------------------------------	--	--	--



- ▶ **Attestation d'achèvement des travaux et autres actions de mise en accessibilité figurant dans un Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP).**
Travaux non soumis à permis de construire

**Refuge Jean Duflos
Union Protectrice des Animaux**

- ▶ Référence de votre site : 13
- ▶ Date : 07/04/2017
- ▶ Dossier Socotec n° : GAA3650
- ▶ Référence du rapport : 214A0/17/576

*Vous avez fait appel à nos services et nous vous en remercions
Pour tout complément d'information, votre interlocuteur Socotec est à votre disposition*



**Attestation d'achèvement des travaux et autres actions
de mise en accessibilité réalisés dans le cadre d'un
Ad'AP**

**Travaux réalisés dans un Etablissements recevant du
public (ERP) non soumis à Permis de Construire**

Contrat n° : GAA3650
Rapport n° : 214A0/17/576
Date : 07/04/2017

Nota : les articles L 111-7-9 et D111-19-46 du CCH imposent à l'issue de l'achèvement des travaux réalisés dans le cadre d'un Ad'AP « *une attestation d'achèvement des travaux et autres actions de mise en accessibilité* » qui, figurant dans un agenda d'accessibilité programmée approuvé, ont finalement été nécessaires à la mise en accessibilité.

Cette attestation est adressée, dans les deux mois qui suivent l'achèvement des travaux et actions de mise en accessibilité, au préfet ayant approuvé cet agenda par pli recommandé avec demande d'avis de réception ainsi qu'à chacune des commissions pour l'accessibilité prévues à l'article L. 2143-3 du code général des collectivités territoriales des communes concernées, qui la transfèrent, le cas échéant, à la commission intercommunale compétente.

Je soussigné Monsieur TARTE Gilles de la société SOCOTEC, organisme de contrôle technique au sens du CCH art. L 111-23, titulaire d'un agrément ministériel l'habilitant à intervenir sur les bâtiments,
atteste que par contrat de vérification technique n° GAA3650 en date du 23/03/2017, la VILLE D'ANTIBES , maître d'ouvrage, de l'ERP :

**Refuge Jean Duflos
Union Protectrice des Animaux**

Référence de l'Ad'ap

- Numéro : 00600415 E 0730
- Date d'approbation :
15/12/2015

a confié, à SOCOTEC, qui l'a réalisée, une mission de vérification technique après travaux visant à vérifier si les travaux prévus et approuvés dans le cadre d'un Ad'AP ont été réalisés et respectent les règles d'accessibilité qui leur sont applicables.

Nota : les règles d'accessibilité applicables sont les règles en vigueur rappelées ci-dessous auxquelles sont adjointes les éventuelles dérogations propres à l'agenda et citées ci-après.

Nombre de bâtiments d'ERP séparés : 1

Ce document comporte 2 pages, y compris la page de garde

• Règles en vigueur considérées :

- ☒ Articles L111-7-9 et D111-19-46 du CCH, relatifs à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations ouvertes au public existantes
- ☒ Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les conditions prises pour l'application des articles R 111-19-7 à R 111-19-11 du CCH relatifs à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations ouvertes au public existantes

• Dérogations accordées, telles que portées à la connaissance du vérificateur :

Signataire : Commission Communale d'Accessibilité	Date : 26/10/2016
---------------------------------------------------	-------------------

• Documents remis au vérificateur et pris en compte dans le cadre de sa mission : Néant

☞ A l'issue de sa vérification, réalisée selon les termes et conditions du contrat précité et qui s'est déroulée le 23/03/2017, le vérificateur récapitule sur la liste ci-après ses constats formulés ainsi :

- **R** Le vérificateur a constaté, sur les travaux réalisés, le respect de la règle d'accessibilité applicable
- **NR** Le vérificateur a constaté pour les travaux considérés l'absence de réalisation ou une ou des dispositions contraires au respect des règles d'accessibilité applicable

Date : 07/04/2017

Signature :



LISTE DES CONSTATS

Certaines règles sont essentiellement d'ordre qualitatif et ne font pas l'objet de référentiel technique commun précis. Les avis R ou NR portés à leur sujet par le vérificateur sont donc à considérer comme présomptions de respect ou de non-respect, établies selon sa propre appréciation des dispositions constatées, et ne préjugent pas d'interprétations contraires.

Mention des éventuels locaux ou parties du bâtiment qui n'ont pu être visités : Néant

Refuge Jean Duflos			
Actions de mise en accessibilité programmées	Réalisé	Non réalisé	Commentaire
Signalétique extérieure jusqu'à l'Accueil	X		/



- ▶ **Attestation d'achèvement des travaux et autres actions de mise en accessibilité figurant dans un Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP).**
Travaux non soumis à permis de construire

Police Municipale Wilson

- ▶ Référence de votre site : 63
- ▶ Date : 07/04/2017
- ▶ Dossier Socotec n° : GAA3650
- ▶ Référence du rapport : 214A0/17/575

Vous avez fait appel à nos services et nous vous en remercions
Pour tout complément d'information, votre interlocuteur Socotec est à votre disposition



**Attestation d'achèvement des travaux et autres actions
de mise en accessibilité réalisés dans le cadre d'un
Ad'AP**

**Travaux réalisés dans un Etablissements recevant du
public (ERP) non soumis à Permis de Construire**

Contrat n° : GAA3650
Rapport n° : 214A0/17/575
Date : 07/04/2017

Nota : les articles L 111-7-9 et D111-19-46 du CCH imposent à l'issue de l'achèvement des travaux réalisés dans le cadre d'un Ad'AP « une attestation d'achèvement des travaux et autres actions de mise en accessibilité » qui, figurant dans un agenda d'accessibilité programmée approuvé, ont finalement été nécessaires à la mise en accessibilité.

Cette attestation est adressée, dans les deux mois qui suivent l'achèvement des travaux et actions de mise en accessibilité, au préfet ayant approuvé cet agenda par pli recommandé avec demande d'avis de réception ainsi qu'à chacune des commissions pour l'accessibilité prévues à l'article L. 2143-3 du code général des collectivités territoriales des communes concernées, qui la transfèrent, le cas échéant, à la commission intercommunale compétente.

Je soussigné Monsieur TARTE Gilles de la société SOCOTEC, organisme de contrôle technique au sens du CCH art. L 111-23, titulaire d'un agrément ministériel l'habilitant à intervenir sur les bâtiments,
atteste que par contrat de vérification technique n° GAA3650 en date du 23/03/2017, la VILLE D'ANTIBES , maître d'ouvrage, de l'ERP :

Police Municipale Wilson

Référence de l'Ad'ap

- Numéro : 00600415 E 0730
- Date d'approbation : 15/12/2015

a confié, à SOCOTEC, qui l'a réalisée, une mission de vérification technique après travaux visant à vérifier si les travaux prévus et approuvés dans le cadre d'un Ad'AP ont été réalisés et respectent les règles d'accessibilité qui leur sont applicables.

Nota : les règles d'accessibilité applicables sont les règles en vigueur rappelées ci-dessous auxquelles sont adjointes les éventuelles dérogations propres à l'agenda et citées ci-après.

Nombre de bâtiments d'ERP séparés : 1

Ce document comporte 2 pages, y compris la page de garde

• Règles en vigueur considérées :

- ☒ Articles L111-7-9 et D111-19-46 du CCH, relatifs à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations ouvertes au public existantes
- ☒ Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les conditions prises pour l'application des articles R 111-19-7 à R 111-19-11 du CCH relatifs à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations ouvertes au public existantes

• Dérogations accordées, telles que portées à la connaissance du vérificateur :

Signataire : Commission Communale d'Accessibilité	Date : 26/10/2016
---------------------------------------------------	-------------------

• Documents remis au vérificateur et pris en compte dans le cadre de sa mission : Néant

☞ A l'issue de sa vérification, réalisée selon les termes et conditions du contrat précité et qui s'est déroulée le 23/03/2017, le vérificateur récapitule sur la liste ci-après ses constats formulés ainsi :

- **R** Le vérificateur a constaté, sur les travaux réalisés, le respect de la règle d'accessibilité applicable
- **NR** Le vérificateur a constaté pour les travaux considérés l'absence de réalisation ou une ou des dispositions contraires au respect des règles d'accessibilité applicable

Date : 07/04/2017

Signature :



LISTE DES CONSTATS

Certaines règles sont essentiellement d'ordre qualitatif et ne font pas l'objet de référentiel technique commun précis. Les avis R ou NR portés à leur sujet par le vérificateur sont donc à considérer comme présomptions de respect ou de non-respect, établies selon sa propre appréciation des dispositions constatées, et ne préjugent pas d'interprétations contraires.

Mention des éventuels locaux ou parties du bâtiment qui n'ont pu être visités : Néant

Police Municipale Wilson			
Actions de mise en accessibilité programmées	Réalisé	Non réalisé	Commentaire
Signalétique extérieure	X		/
Contremarches visuellement contrastées sur volée extérieure	X		/



- ▶ **Attestation d'achèvement des travaux et autres actions de mise en accessibilité figurant dans un Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP).**
Travaux non soumis à permis de construire

Restos du Coeur

- ▶ Référence de votre site : 75
- ▶ Date : 07/04/2017
- ▶ Dossier Socotec n° : GAA3650
- ▶ Référence du rapport : 214A0/17/574

Vous avez fait appel à nos services et nous vous en remercions
Pour tout complément d'information, votre interlocuteur Socotec est à votre disposition



**Attestation d'achèvement des travaux et autres actions
de mise en accessibilité réalisés dans le cadre d'un
Ad'AP**

**Travaux réalisés dans un Etablissements recevant du
public (ERP) non soumis à Permis de Construire**

Contrat n° : GAA3650
Rapport n° : 214A0/17/574
Date : 07/04/2017

Nota : les articles L 111-7-9 et D111-19-46 du CCH imposent à l'issue de l'achèvement des travaux réalisés dans le cadre d'un Ad'AP « *une attestation d'achèvement des travaux et autres actions de mise en accessibilité* » qui, figurant dans un agenda d'accessibilité programmée approuvé, ont finalement été nécessaires à la mise en accessibilité.

Cette attestation est adressée, dans les deux mois qui suivent l'achèvement des travaux et actions de mise en accessibilité, au préfet ayant approuvé cet agenda par pli recommandé avec demande d'avis de réception ainsi qu'à chacune des commissions pour l'accessibilité prévues à l'article L. 2143-3 du code général des collectivités territoriales des communes concernées, qui la transfèrent, le cas échéant, à la commission intercommunale compétente.

Je soussigné Monsieur TARTE Gilles de la société SOCOTEC, organisme de contrôle technique au sens du CCH art. L 111-23, titulaire d'un agrément ministériel l'habilitant à intervenir sur les bâtiments,
atteste que par contrat de vérification technique n° GAA3650 en date du 23/03/2017, la VILLE D'ANTIBES , maître d'ouvrage, de l'ERP :

Restos du Coeur

Référence de l'Ad'ap

- Numéro : 00600415 E 0730
- Date d'approbation : 15/12/2015

a confié, à SOCOTEC, qui l'a réalisée, une mission de vérification technique après travaux visant à vérifier si les travaux prévus et approuvés dans le cadre d'un Ad'AP ont été réalisés et respectent les règles d'accessibilité qui leur sont applicables.

Nota : les règles d'accessibilité applicables sont les règles en vigueur rappelées ci-dessous auxquelles sont adjointes les éventuelles dérogations propres à l'agenda et citées ci-après.

Nombre de bâtiments d'ERP séparés : 1

Ce document comporte 2 pages, y compris la page de garde

• Règles en vigueur considérées :

- ☒ Articles L111-7-9 et D111-19-46 du CCH, relatifs à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations ouvertes au public existantes
- ☒ Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les conditions prises pour l'application des articles R 111-19-7 à R 111-19-11 du CCH relatifs à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations ouvertes au public existantes

• Dérogations accordées, telles que portées à la connaissance du vérificateur :

Signataire : /	Date : /
----------------	----------

• Documents remis au vérificateur et pris en compte dans le cadre de sa mission : Néant

☞ A l'issue de sa vérification, réalisée selon les termes et conditions du contrat précité et qui s'est déroulée le 23/03/2017, le vérificateur récapitule sur la liste ci-après ses constats formulés ainsi :

- **R** Le vérificateur a constaté, sur les travaux réalisés, le respect de la règle d'accessibilité applicable
- **NR** Le vérificateur a constaté pour les travaux considérés l'absence de réalisation ou une ou des dispositions contraires au respect des règles d'accessibilité applicable

Date : 07/04/2017

Signature :



LISTE DES CONSTATS

Certaines règles sont essentiellement d'ordre qualitatif et ne font pas l'objet de référentiel technique commun précis. Les avis R ou NR portés à leur sujet par le vérificateur sont donc à considérer comme présomptions de respect ou de non-respect, établies selon sa propre appréciation des dispositions constatées, et ne préjugent pas d'interprétations contraires.

Mention des éventuels locaux ou parties du bâtiment qui n'ont pu être visités : Néant

Restos du Coeur			
Actions de mise en accessibilité programmées	Réalisé	Non réalisé	Commentaire
Signalétique extérieure au niveau du portail	X		/
Signalétique extérieure dans la cour pour indiquer l'accueil	X		/



- ▶ **Attestation d'achèvement des travaux et autres actions de mise en accessibilité figurant dans un Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP).**
Travaux non soumis à permis de construire

Château Salé

- ▶ Référence de votre site : 34
- ▶ Date : 07/04/2017
- ▶ Dossier Socotec n° : GAA3650
- ▶ Référence du rapport : 214A0/17/573

*Vous avez fait appel à nos services et nous vous en remercions
Pour tout complément d'information, votre interlocuteur Socotec est à votre disposition*



**Attestation d'achèvement des travaux et autres actions
de mise en accessibilité réalisés dans le cadre d'un
Ad'AP**

**Travaux réalisés dans un Etablissements recevant du
public (ERP) non soumis à Permis de Construire**

Contrat n° : GAA3650
Rapport n° : 214A0/17/573
Date : 07/04/2017

Nota : les articles L 111-7-9 et D111-19-46 du CCH imposent à l'issue de l'achèvement des travaux réalisés dans le cadre d'un Ad'AP « une attestation d'achèvement des travaux et autres actions de mise en accessibilité » qui, figurant dans un agenda d'accessibilité programmée approuvé, ont finalement été nécessaires à la mise en accessibilité.

Cette attestation est adressée, dans les deux mois qui suivent l'achèvement des travaux et actions de mise en accessibilité, au préfet ayant approuvé cet agenda par pli recommandé avec demande d'avis de réception ainsi qu'à chacune des commissions pour l'accessibilité prévues à l'article L. 2143-3 du code général des collectivités territoriales des communes concernées, qui la transfèrent, le cas échéant, à la commission intercommunale compétente.

Je soussigné Monsieur TARTE Gilles de la société SOCOTEC, organisme de contrôle technique au sens du CCH art. L 111-23, titulaire d'un agrément ministériel l'habilitant à intervenir sur les bâtiments,
atteste que par contrat de vérification technique n° GAA3650 en date du 23/03/2017, la VILLE D'ANTIBES, maître d'ouvrage, de l'ERP :

Château Salé

Référence de l'Ad'ap

- Numéro : 00600415 E 0730
- Date d'approbation :
15/12/2015

a confié, à SOCOTEC, qui l'a réalisée, une mission de vérification technique après travaux visant à vérifier si les travaux prévus et approuvés dans le cadre d'un Ad'AP ont été réalisés et respectent les règles d'accessibilité qui leur sont applicables.

Nota : les règles d'accessibilité applicables sont les règles en vigueur rappelées ci-dessous auxquelles sont adjointes les éventuelles dérogations propres à l'agenda et citées ci-après.

Nombre de bâtiments d'ERP séparés : 1

Ce document comporte 2 pages, y compris la page de garde

• Règles en vigueur considérées :

- ☒ Articles L111-7-9 et D111-19-46 du CCH, relatifs à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations ouvertes au public existantes
- ☒ Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les conditions prises pour l'application des articles R 111-19-7 à R 111-19-11 du CCH relatifs à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations ouvertes au public existantes

• Dérogations accordées, telles que portées à la connaissance du vérificateur :

Signataire : /	Date : /
----------------	----------

• Documents remis au vérificateur et pris en compte dans le cadre de sa mission : Néant

☞ A l'issue de sa vérification, réalisée selon les termes et conditions du contrat précité et qui s'est déroulée le 23/03/2017, le vérificateur récapitule sur la liste ci-après ses constats formulés ainsi :

- **R** Le vérificateur a constaté, sur les travaux réalisés, le respect de la règle d'accessibilité applicable
- **NR** Le vérificateur a constaté pour les travaux considérés l'absence de réalisation ou une ou des dispositions contraires au respect des règles d'accessibilité applicable

Date : 07/04/2017

Signature :



LISTE DES CONSTATS

Certaines règles sont essentiellement d'ordre qualitatif et ne font pas l'objet de référentiel technique commun précis. Les avis R ou NR portés à leur sujet par le vérificateur sont donc à considérer comme présomptions de respect ou de non-respect, établies selon sa propre appréciation des dispositions constatées, et ne préjugent pas d'interprétations contraires.

Mention des éventuels locaux ou parties du bâtiment qui n'ont pu être visités : Néant

Château Salé			
Actions de mise en accessibilité programmées	Réalisé	Non réalisé	Commentaire
Signalétique extérieure	X		/
Visiophone au devant des entrées	X		/



- ▶ **Attestation d'achèvement des travaux et autres actions de mise en accessibilité figurant dans un Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP).**
Travaux non soumis à permis de construire

Chapelle du Calvaire

- ▶ Référence de votre site : 126
- ▶ Date : 07/04/2017
- ▶ Dossier Socotec n° : GAA3650
- ▶ Référence du rapport : 214A0/17/572

Vous avez fait appel à nos services et nous vous en remercions
Pour tout complément d'information, votre interlocuteur Socotec est à votre disposition



**Attestation d'achèvement des travaux et autres actions
de mise en accessibilité réalisés dans le cadre d'un
Ad'AP**

**Travaux réalisés dans un Etablissements recevant du
public (ERP) non soumis à Permis de Construire**

Contrat n° : GAA3650
Rapport n° : 214A0/17/572
Date : 07/04/2017

Nota : les articles L 111-7-9 et D111-19-46 du CCH imposent à l'issue de l'achèvement des travaux réalisés dans le cadre d'un Ad'AP « *une attestation d'achèvement des travaux et autres actions de mise en accessibilité* » qui, figurant dans un agenda d'accessibilité programmée approuvé, ont finalement été nécessaires à la mise en accessibilité.

Cette attestation est adressée, dans les deux mois qui suivent l'achèvement des travaux et actions de mise en accessibilité, au préfet ayant approuvé cet agenda par pli recommandé avec demande d'avis de réception ainsi qu'à chacune des commissions pour l'accessibilité prévues à l'article L. 2143-3 du code général des collectivités territoriales des communes concernées, qui la transfèrent, le cas échéant, à la commission intercommunale compétente.

Je soussigné Monsieur TARTE Gilles de la société SOCOTEC, organisme de contrôle technique au sens du CCH art. L 111-23, titulaire d'un agrément ministériel l'habilitant à intervenir sur les bâtiments,
atteste que par contrat de vérification technique n° GAA3650 en date du 23/03/2017, la VILLE D'ANTIBES, maître d'ouvrage, de l'ERP :

Chapelle du Calvaire

Référence de l'Ad'ap

- Numéro : 00600415 E 0730
- Date d'approbation : 15/12/2015

a confié, à SOCOTEC, qui l'a réalisée, une mission de vérification technique après travaux visant à vérifier si les travaux prévus et approuvés dans le cadre d'un Ad'AP ont été réalisés et respectent les règles d'accessibilité qui leur sont applicables.

Nota : les règles d'accessibilité applicables sont les règles en vigueur rappelées ci-dessous auxquelles sont adjointes les éventuelles dérogations propres à l'agenda et citées ci-après.

Nombre de bâtiments d'ERP séparés : 1

Ce document comporte 2 pages, y compris la page de garde

• Règles en vigueur considérées :

- ☒ Articles L111-7-9 et D111-19-46 du CCH, relatifs à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations ouvertes au public existantes
- ☒ Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les conditions prises pour l'application des articles R 111-19-7 à R 111-19-11 du CCH relatifs à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations ouvertes au public existantes

• Dérogations accordées, telles que portées à la connaissance du vérificateur :

Signataire : Sous-Commission Accessibilité	Date : 13/12/2016
--------------------------------------------	-------------------

• Documents remis au vérificateur et pris en compte dans le cadre de sa mission : Néant

☞ A l'issue de sa vérification, réalisée selon les termes et conditions du contrat précité et qui s'est déroulée le 23/03/2017, le vérificateur récapitule sur la liste ci-après ses constats formulés ainsi :

- **R** Le vérificateur a constaté, sur les travaux réalisés, le respect de la règle d'accessibilité applicable
- **NR** Le vérificateur a constaté pour les travaux considérés l'absence de réalisation ou une ou des dispositions contraires au respect des règles d'accessibilité applicable

Date : 07/04/2017

Signature :



LISTE DES CONSTATS

Certaines règles sont essentiellement d'ordre qualitatif et ne font pas l'objet de référentiel technique commun précis. Les avis R ou NR portés à leur sujet par le vérificateur sont donc à considérer comme présomptions de respect ou de non-respect, établies selon sa propre appréciation des dispositions constatées, et ne préjugent pas d'interprétations contraires.

Mention des éventuels locaux ou parties du bâtiment qui n'ont pu être visités : Néant

Chapelle du Calvaire			
Actions de mise en accessibilité programmées	Réalisé	Non réalisé	Commentaire
Signalétique extérieure	X		/
Fourniture d'une rampe ponctuelle PMR pour chaque manifestation	X		/



- ▶ **Attestation d'achèvement des travaux et autres actions de mise en accessibilité figurant dans un Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP).**
Travaux non soumis à permis de construire

Ecole maternelle Peynet

- ▶ Référence de votre site : 132
- ▶ Date : 07/04/2017
- ▶ Dossier Socotec n° : GAA3650
- ▶ Référence du rapport : 214A0/17/571

Vous avez fait appel à nos services et nous vous en remercions
Pour tout complément d'information, votre interlocuteur Socotec est à votre disposition



**Attestation d'achèvement des travaux et autres actions
de mise en accessibilité réalisés dans le cadre d'un
Ad'AP**

**Travaux réalisés dans un Etablissements recevant du
public (ERP) non soumis à Permis de Construire**

Contrat n° : GAA3650
Rapport n° : 214A0/17/571
Date : 07/04/2017

Nota : les articles L 111-7-9 et D111-19-46 du CCH imposent à l'issue de l'achèvement des travaux réalisés dans le cadre d'un Ad'AP « une attestation d'achèvement des travaux et autres actions de mise en accessibilité » qui, figurant dans un agenda d'accessibilité programmée approuvé, ont finalement été nécessaires à la mise en accessibilité.

Cette attestation est adressée, dans les deux mois qui suivent l'achèvement des travaux et actions de mise en accessibilité, au préfet ayant approuvé cet agenda par pli recommandé avec demande d'avis de réception ainsi qu'à chacune des commissions pour l'accessibilité prévues à l'article L. 2143-3 du code général des collectivités territoriales des communes concernées, qui la transfèrent, le cas échéant, à la commission intercommunale compétente.

Je soussigné Monsieur TARTE Gilles de la société SOCOTEC, organisme de contrôle technique au sens du CCH art. L 111-23, titulaire d'un agrément ministériel l'habilitant à intervenir sur les bâtiments,
atteste que par contrat de vérification technique n° GAA3650 en date du 23/03/2017, la VILLE D'ANTIBES , maître d'ouvrage, de l'ERP :

Ecole maternelle Peynet

Référence de l'Ad'ap

- Numéro : 00600415 E 0730
- Date d'approbation : 15/12/2015

a confié, à SOCOTEC, qui l'a réalisée, une mission de vérification technique après travaux visant à vérifier si les travaux prévus et approuvés dans le cadre d'un Ad'AP ont été réalisés et respectent les règles d'accessibilité qui leur sont applicables.

Nota : les règles d'accessibilité applicables sont les règles en vigueur rappelées ci-dessous auxquelles sont adjointes les éventuelles dérogations propres à l'agenda et citées ci-après.

Nombre de bâtiments d'ERP séparés : 1

Ce document comporte 3 pages, y compris la page de garde

• Règles en vigueur considérées :

- ☒ Articles L111-7-9 et D111-19-46 du CCH, relatifs à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations ouvertes au public existantes
- ☒ Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les conditions prises pour l'application des articles R 111-19-7 à R 111-19-11 du CCH relatifs à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations ouvertes au public existantes

• Dérogations accordées, telles que portées à la connaissance du vérificateur :

Signataire : Sous-Commission Accessibilité	Date : 13/12/2016
--------------------------------------------	-------------------

• Documents remis au vérificateur et pris en compte dans le cadre de sa mission : Néant

☞ A l'issue de sa vérification, réalisée selon les termes et conditions du contrat précité et qui s'est déroulée le 23/03/2017, le vérificateur récapitule sur la liste ci-après ses constats formulés ainsi :

- **R** Le vérificateur a constaté, sur les travaux réalisés, le respect de la règle d'accessibilité applicable
- **NR** Le vérificateur a constaté pour les travaux considérés l'absence de réalisation ou une ou des dispositions contraires au respect des règles d'accessibilité applicable

Date : 07/04/2017

Signature :



LISTE DES CONSTATS

Certaines règles sont essentiellement d'ordre qualitatif et ne font pas l'objet de référentiel technique commun précis. Les avis R ou NR portés à leur sujet par le vérificateur sont donc à considérer comme présomptions de respect ou de non-respect, établies selon sa propre appréciation des dispositions constatées, et ne préjugent pas d'interprétations contraires.

Mention des éventuels locaux ou parties du bâtiment qui n'ont pu être visités : Néant

Ecole maternelle Peynet			
Actions de mise en accessibilité programmées	Réalisé	Non réalisé	Commentaire
Création d'un quai dans la cour permettant un accès conforme aux PMR aux	X		/

classes			
Création d'un WC PMR au RDC	X		/
Mise en conformité de l'escalier d'accès à l'étage	X		/



- **Attestation d'achèvement des travaux et autres actions de mise en accessibilité figurant dans un Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP).**
Travaux non soumis à permis de construire

ASOA
AVENIR SPORTIF OUVRIER ANTIBOIS

- Référence de votre site : 77
- Date : 07/04/2017
- Dossier Socotec n° : GAA3650
- Référence du rapport : 214A0/17/569

Vous avez fait appel à nos services et nous vous en remercions
Pour tout complément d'information, votre interlocuteur Socotec est à votre disposition



**Attestation d'achèvement des travaux et autres actions
de mise en accessibilité réalisés dans le cadre d'un
Ad'AP**

**Travaux réalisés dans un Etablissements recevant du
public (ERP) non soumis à Permis de Construire**

Contrat n° : GAA3650
Rapport n° : 214A0/17/569
Date : 07/04/2017

Nota : les articles L 111-7-9 et D111-19-46 du CCH imposent à l'issue de l'achèvement des travaux réalisés dans le cadre d'un Ad'AP « une attestation d'achèvement des travaux et autres actions de mise en accessibilité » qui, figurant dans un agenda d'accessibilité programmée approuvé, ont finalement été nécessaires à la mise en accessibilité.

Cette attestation est adressée, dans les deux mois qui suivent l'achèvement des travaux et actions de mise en accessibilité, au préfet ayant approuvé cet agenda par pli recommandé avec demande d'avis de réception ainsi qu'à chacune des commissions pour l'accessibilité prévues à l'article L. 2143-3 du code général des collectivités territoriales des communes concernées, qui la transfèrent, le cas échéant, à la commission intercommunale compétente.

Je soussigné Monsieur TARTE Gilles de la société SOCOTEC, organisme de contrôle technique au sens du CCH art. L 111-23, titulaire d'un agrément ministériel l'habilitant à intervenir sur les bâtiments,
atteste que par contrat de vérification technique n° GAA3650 en date du 23/03/2017 la VILLE D'ANTIBES , maître d'ouvrage, de l'ERP :

ASOA

AVENIR SPORTIF OUVRIER ANTIBOIS

Référence de l'Ad'ap

- Numéro : 00600415 E 0730
- Date d'approbation :
15/12/2015

a confié, à SOCOTEC, qui l'a réalisée, une mission de vérification technique après travaux visant à vérifier si les travaux prévus et approuvés dans le cadre d'un Ad'AP ont été réalisés et respectent les règles d'accessibilité qui leur sont applicables.

Nota : les règles d'accessibilité applicables sont les règles en vigueur rappelées ci-dessous auxquelles sont adjointes les éventuelles dérogations propres à l'agenda et citées ci-après.

Nombre de bâtiments d'ERP séparés : 1

Ce document comporte 2 pages, y compris la page de garde

• Règles en vigueur considérées :

- ☒ Articles L111-7-9 et D111-19-46 du CCH, relatifs à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations ouvertes au public existantes
- ☒ Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les conditions prises pour l'application des articles R 111-19-7 à R 111-19-11 du CCH relatifs à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations ouvertes au public existantes

• Dérogations accordées, telles que portées à la connaissance du vérificateur :

Signataire : Sous-Commission Accessibilité	Date : 13/12/2016
--------------------------------------------	-------------------

• Documents remis au vérificateur et pris en compte dans le cadre de sa mission : Néant

☞ A l'issue de sa vérification, réalisée selon les termes et conditions du contrat précité et qui s'est déroulée le 23/03/2017, le vérificateur récapitule sur la liste ci-après ses constats formulés ainsi :

- **R** Le vérificateur a constaté, sur les travaux réalisés, le respect de la règle d'accessibilité applicable
- **NR** Le vérificateur a constaté pour les travaux considérés l'absence de réalisation ou une ou des dispositions contraires au respect des règles d'accessibilité applicable

Date : 07/04/2017

Signature :



LISTE DES CONSTATS

Certaines règles sont essentiellement d'ordre qualitatif et ne font pas l'objet de référentiel technique commun précis. Les avis R ou NR portés à leur sujet par le vérificateur sont donc à considérer comme présomptions de respect ou de non-respect, établies selon sa propre appréciation des dispositions constatées, et ne préjugent pas d'interprétations contraires.

Mention des éventuels locaux ou parties du bâtiment qui n'ont pu être visités : Néant

ASOA			
Actions de mise en accessibilité programmées	Réalisé	Non réalisé	Commentaire
Signalétique extérieure sur façade	X		/



SOCOTEC

Agence Construction Alpes Maritimes

1375 Route des Dolines – BP 172

06903 SOPHIA ANTIPOLIS

Tél. : 04 92 96 85 00

Fax : 04 92 96 85 48

Email : cconstruction.sophia@socotec.com

Contrat n° GAA3651

Rapport n° 214A0/17/581

A Sophia Antipolis, le 07/04/2017

Annexe 3

à l'arrêté du 22 mars 2007

ATTESTATION DE VÉRIFICATION DE L'ACCESSIBILITÉ AUX PERSONNES HANDICAPÉES Travaux dans un Etablissement recevant du public existant (ERP)

À transmettre par le maître de l'ouvrage à l'autorité administrative ayant délivré le permis de construire et au maire dans les 30 jours suivant l'achèvement des travaux et délivrée par un contrôleur technique ou un architecte au maître de l'ouvrage en application des articles L.111-7-4 et R. 111-19-21 à R. 111-19-24 du code de la construction et de l'habitation.

Je soussigné : Monsieur TARTE Gilles de la société SOCOTEC, en qualité de :

- ☒ organisme de contrôle technique au sens du CCH art. L 111-23, titulaire d'un agrément ministériel l'habilitant à intervenir sur les bâtiments.
- ☐ architecte soumis à l'article 2 de la loi 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, et n'ayant pas signé la demande de permis de construire relative à la présente opération

atteste que par contrat de vérification technique n° GAA3650

en date du : 23/03/2017

La Société : VILLE D'ANTIBES

maître de l'ouvrage de l'opération suivante :

Travaux d'accessibilité aux personnes handicapées relatifs à Police Municipale de la Fontonne

a confié, à SOCOTEC, qui l'a réalisée, une mission de vérification technique après travaux visant à vérifier si les travaux réalisés respectent les règles d'accessibilité qui leur sont applicables.

Nota : les règles d'accessibilité applicables sont les règles en vigueur rappelées ci-dessous auxquelles sont adjointes les éventuelles dérogations propres à l'opération et citées ci-après.

Nombre de bâtiments et équipements ou locaux séparés : 1 bâtiment

Ce document comporte 15 pages, y compris la page de garde

• Règles en vigueur considérées :

- ☒ Articles R 111-19 à R 111-19-3 du CCH, relatifs à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public construits ou créés ;
- ☒ Arrêté du 1^{er} août 2006 fixant les conditions prises pour l'application des articles R 111-19 à R 111-19-3 et R 111-19-6 du CCH relatifs à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création.
- ☒ ou Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les conditions prises pour l'application des articles R 111-19-7 à R 111-19-11 du CCH et du décret n° 2006-555 relatifs à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public.

• Dérogations accordées, telles que portées à la connaissance du vérificateur :

Néant.

• Documents remis au vérificateur et pris en compte dans le cadre de sa mission :

Néant.

☞ A l'issue de sa visite de vérification, réalisée selon les termes et conditions du contrat précité et qui s'est déroulée le 23/03/2017, le vérificateur récapitule sur la liste ci-après ses constats formulés ainsi :

- **R** Le vérificateur a constaté, sur les travaux réalisés, le respect de la règle d'accessibilité applicable (*)
- **NR** Le vérificateur a constaté sur les travaux réalisés une ou des dispositions contraires au respect des règles d'accessibilité applicable (*)
- **SO** La disposition considérée est Sans Objet pour la présente opération.

Date : 07/04/2017

Signature :



(*) voir commentaire général CG01 page 3

LISTE DES CONSTATS

Commentaires généraux

CG	01	Certaines règles sont essentiellement d'ordre qualitatif et ne font pas l'objet de référentiel technique commun précis. Les avis R ou NR portés à leur sujet par le vérificateur sont donc à considérer comme présomptions de respect ou de non-respect, établies selon sa propre appréciation des dispositions constatées, et ne préjugent pas d'interprétations contraires.
CG	02	Mention des éventuels locaux ou parties du bâtiment qui n'ont pu être visités : Néant.

Récapitulatif des commentaires particuliers

1 – Généralités

CP 101	
CP 102	
CP 103	

2 – Cheminements extérieurs

CP 201	
CP 202	
CP 203	

3 – Places de stationnement

CP 301	
CP 302	

4 – Accès au(x) bâtiment(s) ou à l'établissement

CP 401	
CP 402	

5 – Circulations intérieures horizontales

CP 501	
CP 502	

6 – Circulations intérieures verticales

CP 601	
CP 602	

7 – Tapis, escaliers et plans inclinés mécaniques

CP 701	
CP 702	

8 – Revêtements de sols, murs et plafonds

CP 801	
CP 802	

9 – Portes, portiques et sas

CP 901	
CP 902	

10 – Dispositifs d'accueil, équipements et dispositifs de commande

CP 1001	
CP 1002	

11 – Sanitaires

CP 1101	
CP 1102	

12 – Sorties

CP 1201	
CP 1202	

13 – Éclairage

CP 1301	
CP 1302	

14 – Information et signalisation

CP 1401	
CP 1402	

15 – Établissements recevant du public assis

CP 1501	
CP 1502	

16 – Établissements comportant des locaux à sommeil

CP 1601	
CP 1602	

17 – Établissements avec douches ou cabines

CP 1701	
---------	--

18 – Caisses de paiement

CP 1801	
---------	--

Établissements recevant du public Points examinés	Constat	Commentaires	n° de commentaire
1. Généralités			
Appréciation de synthèse sur le respect de l'arrêté			
2. Cheminements extérieurs			
Généralités			
➤ Cheminement usuel ou un des cheminements usuels accessibles de l'accès au terrain jusqu'à l'entrée principale du bâtiment	R		
➤ Cheminement accessible entre les places de stationnement adaptées et l'entrée du bâtiment	R		
➤ Accessibilité aux équipements ou aménagements extérieurs	R		
Cheminement ou repère continu contrasté tactilement et visuellement	R		
Largeur ≥ 1,40 m	R		
Rétrécissements ponctuels ≥ 1,20 m	R		
Dévers ≤ 2%	R		
Pentes			
➤ Existence de pente à chaque dénivellation du cheminement accessible aux personnes en fauteuil roulant	R		
➤ Pente ≤ 4%	R		
➤ Pente entre 4 et 5% : palier de repos tous les 10 m	R		
➤ Pente entre 5 et 8% sur 2 m maxi	R		
➤ Pente entre 8 et 10% sur 0,50 m maxi	R		
➤ Pente > 10% : interdite	R		
➤ Paliers de repos en haut et en bas de chaque pente	R		
Caractéristiques des paliers de repos			
➤ 1,20 m x 1,40 m	R		
➤ Paliers horizontaux au dévers près	R		
Seuils et ressauts			
➤ ≤ 2 cm (ou 4 cm si pente < 33%)	R		
➤ Arrondis ou chanfreinés	R		
➤ Distance entre 2 ressauts ≥ 2,50 m	R		
➤ Pas de ressauts successifs dans une pente	R		
Repérage des éléments structurants du cheminement par les malvoyants	R		
Repérage des éléments structurants du cheminement par les malvoyants			
Espace de manœuvre avec possibilité de ½ tour aux points de choix d'itinéraire			
➤ Emplacements	R		

Établissements recevant du public Points examinés	Constat	Commentaires	n° de commentaire
➤ Dimensions : Ø 1,50 m	R		
Espaces de manœuvre de porte			
➤ Emplacements	R		
➤ Dimensions	R		
Cheminement libre de tout obstacle			
➤ Hauteur libre ≥ 2,20 m	R		
➤ Repérage visuel, tactile ou par un prolongement au sol des éléments implantés ou en saillies de plus de 15 cm	R		
Protection si rupture de niveau ≥ 0,40 m à moins de 0,90 m du cheminement	R		
Protection des espaces sous escaliers		SO	
Volée d'escalier de 3 marches ou plus			
➤ Largeur entre mains courantes ≥ 1,20 m		SO	
➤ Hauteur des marches ≤ 16 cm		SO	
➤ Giron des marches ≥ 28 cm		SO	
➤ Mains courantes			
• de chaque côté		SO	
• hauteur entre 0,80 et 1,00 m		SO	
• continue, rigide et facilement préhensible		SO	
• différenciée du support par éclairage particulier ou contraste visuel		SO	
➤ Appel de vigilance pour les malvoyants à 50 cm en partie haute		SO	
➤ Contremarche de 10 cm mini pour la 1 ^{ère} et la dernière marche		SO	
➤ Nez de marches :			
• de couleur contrastée		SO	
• non glissant		SO	
• sans débord excessif		SO	
Volée d'escalier de moins de 3 marches :			
➤ Appel de vigilance pour les mal voyants à 50 cm en partie haute		SO	
➤ Contremarche de 10 cm mini pour la 1 ^{ère} et la dernière marche		SO	
➤ Nez de marches :			
• de couleur contrastée		SO	
• non glissant		SO	
• sans débord excessif		SO	
Présence d'un dispositif d'éclairage du cheminement		SO	
3. Places de stationnement		Hors Projet	
➤ 2% de l'ensemble des places aménagées ou suivant arrêté municipal si plus de 500 places		SO	
Localisation à proximité de l'entrée du bâtiment		SO	
Caractéristiques dimensionnelles et atteinte			

Établissements recevant du public Points examinés	Constat			Commentaires	n° de commentaire
➤ Largeur ≥ 3,30 m			SO		
➤ Espace horizontal au dévers de 2% près			SO		
➤ Raccordement au cheminement d'accès			SO		
• Ressaut ≤ 2 cm			SO		
• Sur 1,40 m à partir de la place : cheminement horizontal au dévers près			SO		
➤ Contrôle d'accès et de sortie utilisable par des personnes sourdes, malentendantes ou muettes					
• Bornes visibles directement du poste de contrôle			SO		
OU					
• signaux liés au fonctionnement du dispositif : sonore et visuels			SO		
• ET visiophonie			SO		
➤ Sortie en fauteuil des places « boxées »			SO		
Repérage horizontal et vertical des places					
➤ Signalisation adaptée à proximité des places de stationnement pour le public			SO		
➤ Signalisation des croisements véhicules / piétons					
• Éveil de vigilance des piétons			SO		
• Signalisation vers les conducteurs			SO		
4. Accès au(x) bâtiment(s) ou à l'Établissement et aux locaux ouverts au public					
Accès principal accessible en continuité avec le cheminement accessible	R				
Entrée principale facilement repérable	R				
Espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour devant l'entrée principale	R				
Dispositifs d'accès au bâtiment					
➤ Facilement repérable			SO		
➤ Signal sonore et visuel			SO		
Système de communication et dispositif de commande manuelle					
➤ A plus de 40 cm d'un angle rentrant ou d'un obstacle au fauteuil			SO		
➤ Hauteur comprise entre 0,90 et 1,30 m. Contrôle d'accès et de sortie			SO		
➤ Visualisation directe du visiteur par le personnel	R				
OU					
➤ visiophone			SO		
Accès de manière autonome à tous les locaux ouverts au public	R				
5. Circulations intérieures horizontales				Hors Projet	
Largeur ≥ 1,40 m			SO		
Rétrécissements ponctuels			SO		

Établissements recevant du public Points examinés	Constat			Commentaires	n° de commentaire
≥ 1,20 m					
Dévers ≤ 2 cm			SO		
Pentes :					
➤ Pente ≤ 4%			SO		
➤ Pente entre 4 et 5% : palier de repos tous les 10 m			SO		
➤ Pente entre 5 et 8% sur 2 m maxi			SO		
➤ Pente entre 8 et 10% sur 0,50 m maxi			SO		
➤ Pente > 10% interdite			SO		
➤ Paliers de repos en haut et en bas de chaque pente			SO		
Caractéristiques des paliers de repos					
➤ 1,20 x 1,40 m			SO		
➤ Paliers horizontaux au dévers près			SO		
Seuils et ressauts					
➤ ≤ 2 cm (ou 4 cm si pente < 33%)			SO		
➤ Arrondis ou chanfreinés			SO		
➤ Pas d'âne interdit			SO		
Espaces de manœuvre de porte					
➤ Emplacements			SO		
➤ Dimensions			SO		
Espaces d'usage					
➤ Devant chaque équipement ou aménagement			SO		
➤ Dimensions : 0,80 x 1,30 m			SO		
Sols non meubles, non glissants, non réfléchissants et sans obstacle à la roue			SO		
Trous en sol : Ø ou largeur ≤ 2 cm			SO		
Cheminement libre de tout obstacle					
➤ Hauteur libre : 2,20 m ou 2,00 m pour les parcs de stationnement			SO		
➤ Repérage visuel, tactile ou par un prolongement au sol des éléments implantés ou en saillie de plus de 15 cm			SO		
Protection si rupture de niveau ≥ 0,40 m à moins de 0,90 m			SO		
Protection des espaces sous escaliers			SO		
Marches isolées					
➤ Si 3 marches ou plus :					
• Largeur entre mains courantes ≥ 1,20 m			SO		
• Hauteur des marches ≤ 16 cm			SO		
• Giron des marches ≥ 28 cm			SO		
• Appel de vigilance pour les malvoyants à 50 cm en partie haute			SO		
• Contremarche de 10 cm mini pour la 1 ^{ère} et la dernière marche			SO		
• Nez de marches :					

Établissements recevant du public Points examinés	Constat			Commentaires	n° de commentaire
• de couleur contrastée			SO		
• non glissant			SO		
• sans débord excessif			SO		
• mains courantes					
• de chaque côté			SO		
• hauteur entre 0,80 et 1,00 m			SO		
• continue, rigide et facilement préhensible			SO		
• dépassant les premières et dernières marches			SO		
• différenciée du support par un éclairage particulier ou un contraste visuel			SO		
> Si moins de 3 marches :					
• Appel de vigilance pour les malvoyants à 50 cm en partie haute			SO		
• Contremarche de 10 cm mini pour la première et la dernière marche			SO		
• Nez de marches :					
• de couleur contrastée			SO		
• non glissant			SO		
• sans débord excessif			SO		
6. Circulations intérieures verticales					
Obligation d'ascenseur			SO		
Escaliers utilisables dans les conditions normales de fonctionnement					
> Largeur entre mains courantes $\geq 1,20$ m			SO		
> Mains courantes					
• de chaque côté			SO		
• hauteur entre 0,80 et 1,00 m			SO		
• continues, rigides et facilement préhensibles			SO		
• dépassant les premières et dernières marches			SO		
• différenciées du support par un éclairage particulier ou un contraste visuel			SO		
> Appel de vigilance pour les malvoyants à 50 cm en partie haute			SO		
> Contremarches de 10 cm mini pour la 1 ^{ère} et la dernière marche visuellement contrastées par rapport aux marches			SO		
> Nez de marches :					
• de couleur contrastée			SO		
• non glissant			SO		
• sans débord excessif			SO		
Ascenseurs					
> Tous les ascenseurs doivent			SO		

Établissements recevant du public Points examinés	Constat			Commentaires	n° de commentaire
être accessibles					
➤ Si ascenseur : Tous les étages comportant des locaux ouverts au public sont desservis			SO		
➤ Commande à plus de 40 cm d'un angle rentrant ou d'un obstacle au fauteuil			SO		
➤ Adaptation de l'appareil existant aux exigences relatives à l'accessibilité aux ascenseurs pour toutes les personnes y compris les personnes avec handicap			SO		
➤ Munis d'un dispositif permettant de prendre appui			SO		
➤ Permettent de recevoir les informations liées aux mouvements de la cabine, aux étages desservis, au système d'alarme			SO		
Appareils élévateurs pour personnes à mobilité réduite					
➤ dérogation obtenue			SO		
➤ conformes aux normes les concernant			SO		
➤ d'usage permanent			SO		
7. Tapis, escaliers et plans inclinés mécaniques					
Doublé par un cheminement accessible ou un ascenseur			SO		
Mains courantes accompagnant le mouvement			SO		
Mains courantes dépassant de 30 cm le départ et l'arrivée			SO		
Arrêt d'urgence facilement repérable, accessible et manoeuvrable en position debout ou assis			SO		
Départ et arrivée différenciés par éclairage ou contraste visuel			SO		
Signal tactile ou sonore en partie terminale d'un tapis ou plan incliné mécanique			SO		
8. Revêtements de sols, murs et plafonds				Hors Projet	
Tapis					
➤ Dureté suffisante			SO		
➤ Pas de ressaut ≥ 2 cm			SO		
Qualité acoustique des revêtements des espaces d'accueil, d'attente ou de restauration					
➤ Conforme à la réglementation en vigueur			SO		
OU					
➤ Aire d'absorption équivalente $\geq 25\%$ de la surface au sol			SO		
9. Portes, portiques et sas				Hors Projet	
Dimensions des sas			SO		
Espace de manoeuvre de portes devant chaque porte à l'exception des portes d'escalier			SO		
Largeur des portes principales et des portiques					
➤ 0,90 m pour les locaux ou zones recevant moins de 100 personnes			SO		

Établissements recevant du public Points examinés	Constat	Commentaires	n° de commentaire
➤ 1,40 m pour les locaux ou zones recevant au moins 100 personnes	SO		
➤ 1 vantail ≥ 0,90 m pour les portes à 2 vantaux	SO		
➤ 0,80 m pour les portiques de sécurité et les sanitaires, douches et cabines non adaptés	SO		
Poignées des portes			
➤ Facilement préhensibles	SO		
➤ Extrémité à plus de 40 cm d'un angle rentrant ou d'un obstacle au fauteuil (sauf portes ouvrant uniquement sur un escalier et portes des sanitaires, douches et cabines non adaptés)	SO		
Effort pour ouvrir une porte ≤ 50N	SO		
Portes vitrées repérables	SO		
Portes à ouverture automatique :			
➤ Durée d'ouverture réglable	SO		
➤ Détection des personnes de toutes tailles	SO		
Signal sonore et lumineux du déverrouillage des portes à verrouillage électrique	SO		
Possibilité d'accès y compris en cas de dispositif lié à la sécurité ou à la sûreté est installé	SO		
10. Dispositif d'accueil, équipements et dispositifs de commande		Hors Projet	
Si existence d'un point d'accueil :			
➤ Au moins un accessible	SO		
➤ Point d'accueil aménagé prioritairement ouvert	SO		
➤ Banques d'accueil utilisables en position debout ou assis	SO		
Équipements divers accessibles au public			
➤ Au moins 1 équipement par type aménagé	SO		
➤ Espace d'usage de 0,80 x 1,30 m devant chaque équipement	SO		
➤ Commandes manuelles et fonctions voir, lire, entendre, parler			
• 0,90 m ≤ H ≤ 1,30 m	SO		
➤ Élément de mobilier permettant de lire, écrire ou utiliser un clavier			
• Face supérieure ≤ à 0,80 m	SO		
• Vide de 0,70 x 0,60 x 0,30 m (HxLxP)	SO		
➤ Dispositif de sonorisation équipé d'une boucle magnétique	SO		
Panneaux d'affichage instantané relayant les informations sonores	SO		
11. Sanitaires		Hors Projet	
Cabinets aménagés :			
➤ Au moins 1 par niveau comportant des sanitaires	SO		

Établissements recevant du public Points examinés	Constat			Commentaires	n° de commentaire
➤ Aux mêmes emplacements que les autres			SO		
➤ Séparés H/F si autres sanitaires séparés			SO		
1 lavabo accessible par groupe de lavabos			SO		
Espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour :					
➤ Emplacement : dans le cabinet ou devant la porte			SO		
➤ Dimensions : Ø 1,50 m			SO		
Aménagements intérieurs des cabinets :					
➤ Dispositif permettant de refermer la porte			SO		
➤ Espace d'usage latéral de 0,80 x 1,30 m			SO		
➤ Hauteur de la cuvette entre 0,45 et 0,50 m			SO		
➤ Lave-mains accessible d'une hauteur ≤ 0,85 m			SO		
➤ Barre d'appui latérale entre 0,70 et 0,80 m du sol			SO		
➤ Barre d'appui supportant le poids d'une personne			SO		
➤ Commande de chasse d'eau facilement accessible et manœuvrable			SO		
Lavabos accessibles					
➤ Vide en-dessous de 0,70 x 0,60 x 0,30 m (HxLxP)			SO		
Accessoires divers : porte-savon, séchoirs, etc. à 1,30 m maxi			SO		
Urinoirs à différentes hauteurs si batteries d'urinoirs			SO		
12. Sorties					
Sorties repérables sans risque de confusion avec les issues de secours			SO		
13. Éclairage					
Valeurs d'éclairement					
➤ 20 lux pour les cheminements extérieurs	R				
➤ 200 lux aux postes d'accueil			SO		
➤ 100 lux pour les circulations horizontales			SO		
➤ 150 lux pour les escaliers et équipements mobiles			SO		
➤ 50 lux pour les circulations piétonnes des parcs de stationnement			SO		
➤ 20 lux pour les parcs de stationnement (hors circulations piétonnes)			SO		
Éblouissement / Reflet					
Durée de fonctionnement des éclairages temporisés			SO		
Extinction doit être progressive si l'éclairage est temporisé			SO		
Éclairages par détection de présence			SO		
14. Information et signalisation				Hors Projet	
Cheminements extérieurs					
➤ Signalisation adaptée aux			SO		

Établissements recevant du public Points examinés	Constat			Commentaires	n° de commentaire
points de choix d'itinéraires ou en cas de pluralité de cheminements					
➤ Repérage des parois vitrées			SO		
➤ Passage piétons			SO		
Accès à l'établissement et accueil					
➤ Repérage des entrées			SO		
➤ Repérage du système de contrôle d'accès			SO		
➤ Accueils sonorisés					
• Transmission ou doublage visuel des informations sonores nécessaires			SO		
• Système de transmission du signal acoustique par induction magnétique			SO		
• Signalisation de la boucle par un pictogramme			SO		
Circulations intérieures :					
➤ Éléments structurants du cheminement repérables			SO		
➤ Repérage des parois et portes vitrées			SO		
➤ Informations d'aide au choix de la circulation à proximité des commandes d'appel d'ascenseur			SO		
➤ Dans le cas des équipements mobiles, escaliers roulants, tapis et rampes mobiles, signalisation du cheminement accessible			SO		
Équipements divers					
➤ Signalisation du point d'accueil, du guichet			SO		
➤ Équipement et mobilier repérables par contraste de couleur ou d'éclairage					
➤ Dispositifs de commande repérables par contraste visuel ou tactile			SO		
Exigences portant sur tous les éléments de signalisation et d'information et définies à l'annexe 3					
➤ Visibilité (localisation du support, contrastes)			SO		
➤ Lisibilité (hauteur des caractères)			SO		
➤ Compréhension (pictogrammes)			SO		
15. Établissements recevant du public assis					
Nombre de places réservées : 1 + 1 par tr. de 50			SO		
Salle de + de 1000 places : selon arrêté municipal			SO		
Dimension de l'emplacement : 0,80 x 1,30 m			SO		
Cheminement accessible jusqu'à l'emplacement			SO		
Réparties en fonction des différentes catégories de places			SO		
16. Établissements comportant des locaux à sommeil					

Établissements recevant du public Points examinés	Constat	Commentaires	n° de commentaire
Nombre de chambres adaptées			
➤ 1 si moins de 21 chambres	SO		
OU			
➤ 1 + 1 par tranche de 50	SO		
OU			
➤ Toutes les chambres si établissement d'hébergement de personnes âgées ou présentant un handicap moteur	SO		
Caractéristiques des chambres adaptées			
➤ Espace de rotation Ø 1,50 m	SO		
➤ 0,90 m sur les 2 grands côtés du lit et 1,20 m au pied du lit ou 1,20 m sur les 2 grands côtés du lit et 0,90 m au pied du lit	SO		
➤ Hauteur du plan de couchage des lits fixés au sol : 40 à 50 cm	SO		
Cabinet de toilette :			
<ul style="list-style-type: none"> 1 au moins accessible depuis chaque chambre adaptée Toutes si établissement d'hébergement personnes âgées ou présentant un handicap moteur 	SO		
• Espace de rotation Ø 1,50 m	SO		
• Douche accessible avec barre d'appui	SO		
Cabinet d'aisance accessible			
• 1 au moins accessible depuis chaque chambre adaptée	SO		
• Tous si personnes âgées ou à mobilité réduite	SO		
• Espace d'usage 0,80 x 1,30 m	SO		
• Barre d'appui	SO		
Pour toutes les chambres			
➤ 1 prise de courant à proximité du lit	SO		
➤ 1 prise téléphonique en cas de réseau de téléphonie interne	SO		
➤ N° de chambre en relief sur porte	SO		
17. Établissements avec douches ou cabines			
Cabines			
➤ Au moins 1 cabine aménagée	SO		
➤ Au même emplacement que les autres cabines	SO		
➤ Cheminement accessible jusqu'à la cabine	SO		
➤ Cabines séparées H/F si autres cabines séparées	SO		
➤ Espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour : Ø 1,50 m	SO		

Établissements recevant du public Points examinés	Constat			Commentaires	n° de commentaire
➤ Siège			SO		
➤ Dispositif d'appui en position debout			SO		
Douches					
➤ Au moins 1 douche aménagée			SO		
➤ Au même emplacement que les autres douches			SO		
➤ Cheminement accessible jusqu'à la douche			SO		
➤ Douches séparées H/F si autres douches séparées			SO		
➤ Espace d'usage de 0,80 x 1,30 latéralement à la douche			SO		
➤ Siphon de sol			SO		
➤ Siège			SO		
➤ Dispositif d'appui en position debout			SO		
➤ Équipements divers utilisables en position assis			SO		
18. Caisses de paiement					
Au moins 1 caisse adaptée par niveau avec caisses			SO		
Une caisse adaptée par tr. de 20			SO		
Répartition uniforme des caisses adaptées			SO		
Caractéristiques des caisses adaptées			SO		
Cheminement d'accès aux caisses adaptées ≥ 0,90 m			SO		
Affichage directement lisible pour les personnes sourdes ou malentendantes			SO		



SOCOTEC

Agence Construction Alpes Maritimes

1375 Route des Dolines – BP 172

06903 SOPHIA ANTIPOLIS

Tél. : 04 92 96 85 00

Fax : 04 92 96 85 48

Email : cconstruction.sophia@socotec.com

Contrat n° GAA3651

Rapport n° 214A0/17/579

A Sophia Antipolis, le 07/04/2017

Annexe 3

à l'arrêté du 22 mars 2007

ATTESTATION DE VÉRIFICATION DE L'ACCESSIBILITÉ AUX PERSONNES HANDICAPÉES Travaux dans un Etablissement recevant du public existant (ERP)

À transmettre par le maître de l'ouvrage à l'autorité administrative ayant délivré le permis de construire et au maire dans les 30 jours suivant l'achèvement des travaux et délivrée par un contrôleur technique ou un architecte au maître de l'ouvrage en application des articles L. 111-7-4 et R. 111-19-21 à R. 111-19-24 du code de la construction et de l'habitation.

Je soussigné : Monsieur TARTE Gilles de la société SOCOTEC, en qualité de :

- ☒ organisme de contrôle technique au sens du CCH art. L 111-23, titulaire d'un agrément ministériel l'habilitant à intervenir sur les bâtiments.
- ☐ architecte soumis à l'article 2 de la loi 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, et n'ayant pas signé la demande de permis de construire relative à la présente opération

atteste que par contrat de vérification technique n° GAA3650

en date du : 23/03/2017

La Société : VILLE D'ANTIBES

maître de l'ouvrage de l'opération suivante :

Travaux d'accessibilité aux personnes handicapées au sein du bâtiment Orange Bleu

a confié, à SOCOTEC, qui l'a réalisée, une mission de vérification technique après travaux visant à vérifier si les travaux réalisés respectent les règles d'accessibilité qui leur sont applicables.

Nota : les règles d'accessibilité applicables sont les règles en vigueur rappelées ci-dessous auxquelles sont adjoindées les éventuelles dérogations propres à l'opération et citées ci-après.

Nombre de bâtiments et équipements ou locaux séparés : 1 bâtiment

Ce document comporte 15 pages, y compris la page de garde

• Règles en vigueur considérées :

- ☒ Articles R 111-19 à R 111-19-3 du CCH, relatifs à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public construits ou créés ;
- ☒ Arrêté du 1^{er} août 2006 fixant les conditions prises pour l'application des articles R 111-19 à R 111-19-3 et R 111-19-6 du CCH relatifs à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création.
- ☒ ou Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les conditions prises pour l'application des articles R 111-19-7 à R 111-19-11 du CCH et du décret n° 2006-555 relatifs à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public.

• Dérogations accordées, telles que portées à la connaissance du vérificateur :

Néant.

• Documents remis au vérificateur et pris en compte dans le cadre de sa mission :

Néant.

☞ A l'issue de sa visite de vérification, réalisée selon les termes et conditions du contrat précité et qui s'est déroulée le 23/03/2017, le vérificateur récapitule sur la liste ci-après ses constats formulés ainsi :

- **R** Le vérificateur a constaté, sur les travaux réalisés, le respect de la règle d'accessibilité applicable (*)
- **NR** Le vérificateur a constaté sur les travaux réalisés une ou des dispositions contraires au respect des règles d'accessibilité applicable (*)
- **SO** La disposition considérée est Sans Objet pour la présente opération.

Date : 07/04/2017

Signature :



(*) voir commentaire général CG01 page 3

LISTE DES CONSTATS

Commentaires généraux

CG	01	Certaines règles sont essentiellement d'ordre qualitatif et ne font pas l'objet de référentiel technique commun précis. Les avis R ou NR portés à leur sujet par le vérificateur sont donc à considérer comme présomptions de respect ou de non-respect, établies selon sa propre appréciation des dispositions constatées, et ne préjugent pas d'interprétations contraires.
CG	02	Mention des éventuels locaux ou parties du bâtiment qui n'ont pu être visités : Néant.

Récapitulatif des commentaires particuliers

1 – Généralités

CP 101	
CP 102	
CP 103	

2 – Cheminements extérieurs

CP 201	
CP 202	
CP 203	

3 – Places de stationnement

CP 301	
CP 302	

4 – Accès au(x) bâtiment(s) ou à l'établissement

CP 401	
CP 402	

5 – Circulations intérieures horizontales

CP 501	
CP 502	

6 – Circulations intérieures verticales

CP 601	
CP 602	

7 – Tapis, escaliers et plans inclinés mécaniques

CP 701	
CP 702	

8 – Revêtements de sols, murs et plafonds

CP 801	
CP 802	

9 – Portes, portiques et sas

CP 901	
CP 902	

10 – Dispositifs d'accueil, équipements et dispositifs de commande

CP 1001	
CP 1002	

11 – Sanitaires

CP 1101	
CP 1102	

12 – Sorties

CP 1201	
CP 1202	

13 – Éclairage

CP 1301	
CP 1302	

14 – Information et signalisation

CP 1401	
CP 1402	

15 – Établissements recevant du public assis

CP 1501	
CP 1502	

16 – Établissements comportant des locaux à sommeil

CP 1601	
CP 1602	

17 – Établissements avec douches ou cabines

CP 1701	
---------	--

18 – Caisses de paiement

CP 1801	
---------	--

Établissements recevant du public Points examinés	Constat	Commentaires	n° de commentaire
1. Généralités			
Appréciation de synthèse sur le respect de l'arrêté			
2. Cheminements extérieurs			
Généralités			
➤ Cheminement usuel ou un des cheminements usuels accessibles de l'accès au terrain jusqu'à l'entrée principale du bâtiment	R		
➤ Cheminement accessible entre les places de stationnement adaptées et l'entrée du bâtiment	R		
➤ Accessibilité aux équipements ou aménagements extérieurs	R		
Cheminement ou repère continu contrasté tactilement et visuellement	R		
Largeur $\geq 1,40$ m	R		
Rétrécissements ponctuels $\geq 1,20$ m	R		
Dévers $\leq 2\%$	R		
Pentes			
➤ Existence de pente à chaque dénivellation du cheminement accessible aux personnes en fauteuil roulant	R		
➤ Pente $\leq 4\%$	R		
➤ Pente entre 4 et 5% : palier de repos tous les 10 m	R		
➤ Pente entre 5 et 8% sur 2 m maxi	R		
➤ Pente entre 8 et 10% sur 0,50 m maxi	R		
➤ Pente $> 10\%$: interdite	R		
➤ Paliers de repos en haut et en bas de chaque pente	R		
Caractéristiques des paliers de repos			
➤ $1,20$ m x $1,40$ m	R		
➤ Paliers horizontaux au dévers près	R		
Seuils et ressauts			
➤ ≤ 2 cm (ou 4 cm si pente $< 33\%$)	R		
➤ Arrondis ou chanfreinés	R		
➤ Distance entre 2 ressauts $\geq 2,50$ m	R		
➤ Pas de ressauts successifs dans une pente	R		
Repérage des éléments structurants du cheminement par les malvoyants	R		
Repérage des éléments structurants du cheminement par les malvoyants			
Espace de manœuvre avec possibilité de $\frac{1}{2}$ tour aux points de choix d'itinéraire			
➤ Emplacements	R		

Établissements recevant du public Points examinés	Constat	Commentaires	n° de commentaire
➤ Dimensions : Ø 1,50 m	R		
Espaces de manœuvre de porte			
➤ Emplacements	R		
➤ Dimensions	R		
Espaces d'usage	R		
➤ Devant chaque équipement ou aménagement	R		
➤ Dimensions : 0,80 m x 1,30 m	R		
Sols non meubles, non glissants, non réfléchissants et sans obstacle à la roue	R		
Trous en sol : Ø ou largeur ≤ 2 cm	R		
Cheminement libre de tout obstacle			
➤ Hauteur libre ≥ 2,20 m	R		
➤ Repérage visuel, tactile ou par un prolongement au sol des éléments implantés ou en saillies de plus de 15 cm	R		
Protection si rupture de niveau ≥ 0,40 m à moins de 0,90 m du cheminement	R		
Protection des espaces sous escaliers	R		
Volée d'escalier de 3 marches ou plus			
➤ Largeur entre mains courantes ≥ 1,20 m	R		
➤ Hauteur des marches ≤ 16 cm	R		
➤ Giron des marches ≥ 28 cm	R		
➤ Mains courantes			
• de chaque côté	R		
• hauteur entre 0,80 et 1,00 m	R		
• continue, rigide et facilement préhensible	R		
• différenciée du support par éclairage particulier ou contraste visuel	R		
➤ Appel de vigilance pour les malvoyants à 50 cm en partie haute	R		
➤ Contremarche de 10 cm mini pour la 1 ^{ère} et la dernière marche	R		
➤ Nez de marches :			
• de couleur contrastée	R		
• non glissant	R		
• sans débord excessif	R		
Volée d'escalier de moins de 3 marches :			
➤ Appel de vigilance pour les mal voyants à 50 cm en partie haute		SO	
➤ Contremarche de 10 cm mini pour la 1 ^{ère} et la dernière marche		SO	
➤ Nez de marches :			
• de couleur contrastée		SO	
• non glissant		SO	
• sans débord excessif		SO	
Présence d'un dispositif	R		

Établissements recevant du public Points examinés	Constat			Commentaires	n° de commentaire
d'éclairage du cheminement					
3. Places de stationnement				Hors Projet	
➤ 2% de l'ensemble des places aménagées ou suivant arrêté municipal si plus de 500 places			SO		
Localisation à proximité de l'entrée du bâtiment			SO		
Caractéristiques dimensionnelles et atteinte					
➤ Largeur $\geq 3,30$ m			SO		
➤ Espace horizontal au dévers de 2% près			SO		
➤ Raccordement au cheminement d'accès			SO		
• Ressaut ≤ 2 cm			SO		
• Sur 1,40 m à partir de la place : cheminement horizontal au dévers près			SO		
➤ Contrôle d'accès et de sortie utilisable par des personnes sourdes, malentendantes ou muettes					
• Bornes visibles directement du poste de contrôle			SO		
OU					
• signaux liés au fonctionnement du dispositif : sonore et visuels			SO		
• ET visiophonie			SO		
➤ Sortie en fauteuil des places « boxées »			SO		
Repérage horizontal et vertical des places					
➤ Signalisation adaptée à proximité des places de stationnement pour le public			SO		
➤ Signalisation des croisements véhicules / piétons					
• Éveil de vigilance des piétons			SO		
• Signalisation vers les conducteurs			SO		
4. Accès au(x) bâtiment(s) ou à l'Établissement et aux locaux ouverts au public					
Accès principal accessible en continuité avec le cheminement accessible	R				
Entrée principale facilement repérable	R				
Espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour devant l'entrée principale	R				
Dispositifs d'accès au bâtiment					
➤ Facilement repérable			SO		
➤ Signal sonore et visuel			SO		
Système de communication et dispositif de commande manuelle					
➤ A plus de 40 cm d'un angle rentrant ou d'un obstacle au fauteuil			SO		
➤ Hauteur comprise entre 0,90 et 1,30 m. Contrôle d'accès et de sortie			SO		

Établissements recevant du public Points examinés	Constat			Commentaires	n° de commentaire
➤ Visualisation directe du visiteur par le personnel	R				
OU					
➤ visiophone			SO		
Accès de manière autonome à tous les locaux ouverts au public	R				
5. Circulations intérieures horizontales				Hors Projet	
Largeur $\geq 1,40$ m			SO		
Rétrécissements ponctuels $\geq 1,20$ m			SO		
Dévers ≤ 2 cm			SO		
Pentes :					
➤ Pente $\leq 4\%$			SO		
➤ Pente entre 4 et 5% : palier de repos tous les 10 m			SO		
➤ Pente entre 5 et 8% sur 2 m maxi			SO		
➤ Pente entre 8 et 10% sur 0,50 m maxi			SO		
➤ Pente $> 10\%$ interdite			SO		
➤ Paliers de repos en haut et en bas de chaque pente			SO		
Caractéristiques des paliers de repos					
➤ $1,20 \times 1,40$ m			SO		
➤ Paliers horizontaux au dévers près			SO		
Seuils et ressauts					
➤ ≤ 2 cm (ou 4 cm si pente $< 33\%$)			SO		
➤ Arrondis ou chanfreinés			SO		
➤ Pas d'âne interdit			SO		
Espaces de manœuvre de porte					
➤ Emplacements			SO		
➤ Dimensions			SO		
Espaces d'usage					
➤ Devant chaque équipement ou aménagement			SO		
➤ Dimensions : $0,80 \times 1,30$ m			SO		
Sols non meubles, non glissants, non réfléchissants et sans obstacle à la roue			SO		
Trous en sol : \varnothing ou largeur ≤ 2 cm			SO		
Cheminement libre de tout obstacle					
➤ Hauteur libre : 2,20 m ou 2,00 m pour les parcs de stationnement			SO		
➤ Repérage visuel, tactile ou par un prolongement au sol des éléments implantés ou en saillie de plus de 15 cm			SO		
Protection si rupture de niveau $\geq 0,40$ m à moins de 0,90 m			SO		
Protection des espaces sous escaliers			SO		
Marches isolées					
➤ Si 3 marches ou plus :					
• Largeur entre mains courantes $\geq 1,20$ m			SO		
• Hauteur des marches ≤ 16 cm			SO		

Établissements recevant du public Points examinés	Constat			Commentaires	n° de commentaire
• Giron des marches ≥ 28 cm			SO		
• Appel de vigilance pour les malvoyants à 50 cm en partie haute			SO		
• Contremarche de 10 cm mini pour la 1 ^{ère} et la dernière marche			SO		
• Nez de marches :					
• de couleur contrastée			SO		
• non glissant			SO		
• sans débord excessif			SO		
• mains courantes					
• de chaque côté			SO		
• hauteur entre 0,80 et 1,00 m			SO		
• continue, rigide et facilement préhensible			SO		
• dépassant les premières et dernières marches			SO		
• différenciée du support par un éclairage particulier ou un contraste visuel			SO		
➤ Si moins de 3 marches :					
• Appel de vigilance pour les malvoyants à 50 cm en partie haute			SO		
• Contremarche de 10 cm mini pour la première et la dernière marche			SO		
• Nez de marches :					
• de couleur contrastée			SO		
• non glissant			SO		
• sans débord excessif			SO		
6. Circulations intérieures verticales					
Obligation d'ascenseur	R				
Escaliers utilisables dans les conditions normales de fonctionnement				Hors Projet	
➤ Largeur entre mains courantes $\geq 1,20$ m			SO		
➤ Mains courantes					
• de chaque côté			SO		
• hauteur entre 0,80 et 1,00 m			SO		
• continues, rigides et facilement préhensibles			SO		
• dépassant les premières et dernières marches			SO		
• différenciées du support par un éclairage particulier ou un contraste visuel			SO		
➤ Appel de vigilance pour les malvoyants à 50 cm en partie haute	R				
➤ Contremarches de 10 cm mini pour la 1 ^{ère} et la dernière			SO		

Établissements recevant du public Points examinés	Constat			Commentaires	n° de commentaire
marche visuellement contrastées par rapport aux marches					
➤ Nez de marches :					
• de couleur contrastée			SO		
• non glissant			SO		
• sans débord excessif			SO		
Ascenseurs					
➤ Tous les ascenseurs doivent être accessibles	R				
➤ Si ascenseur : Tous les étages comportant des locaux ouverts au public sont desservis	R				
➤ Commande à plus de 40 cm d'un angle rentrant ou d'un obstacle au fauteuil	R				
➤ Adaptation de l'appareil existant aux exigences relatives à l'accessibilité aux ascenseurs pour toutes les personnes y compris les personnes avec handicap	R				
➤ Munis d'un dispositif permettant de prendre appui	R				
➤ Permettent de recevoir les informations liées aux mouvements de la cabine, aux étages desservis, au système d'alarme	R				
Appareils élévateurs pour personnes à mobilité réduite					
➤ dérogation obtenue			SO		
➤ conformes aux normes les concernant			SO		
➤ d'usage permanent			SO		
7. Tapis, escaliers et plans inclinés mécaniques					
Double par un cheminement accessible ou un ascenseur			SO		
Mains courantes accompagnant le mouvement			SO		
Mains courantes dépassant de 30 cm le départ et l'arrivée			SO		
Arrêt d'urgence facilement repérable, accessible et manoeuvrable en position debout ou assis			SO		
Départ et arrivée différenciés par éclairage ou contraste visuel			SO		
Signal tactile ou sonore en partie terminale d'un tapis ou plan incliné mécanique			SO		
8. Revêtements de sols, murs et plafonds				Hors Projet	
Tapis					
➤ Dureté suffisante			SO		
➤ Pas de ressaut ≥ 2 cm			SO		
Qualité acoustique des revêtements des espaces d'accueil, d'attente ou de restauration					
➤ Conforme à la réglementation en vigueur	R				
OU					
➤ Aire d'absorption équivalente ≥ 25% de la surface au sol			SO		

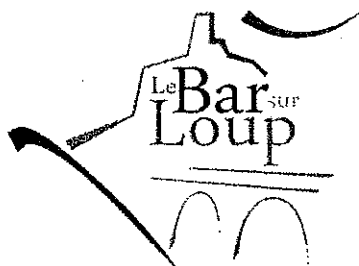
Établissements recevant du public Points examinés	Constat			Commentaires	n° de commentaire
9. Portes, portiques et sas				Hors Projet	
Dimensions des sas			SO		
Espace de manœuvre de portes devant chaque porte à l'exception des portes d'escalier			SO		
Largeur des portes principales et des portiques					
➤ 0,90 m pour les locaux ou zones recevant moins de 100 personnes			SO		
➤ 1,40 m pour les locaux ou zones recevant au moins 100 personnes			SO		
➤ 1 vantail ≥ 0,90 m pour les portes à 2 vantaux			SO		
➤ 0,80 m pour les portiques de sécurité et les sanitaires, douches et cabines non adaptés			SO		
Poignées des portes					
➤ Facilement préhensibles			SO		
➤ Extrémité à plus de 40 cm d'un angle rentrant ou d'un obstacle au fauteuil (sauf portes ouvrant uniquement sur un escalier et portes des sanitaires, douches et cabines non adaptés)			SO		
Effort pour ouvrir une porte ≤ 50N			SO		
Portes vitrées repérables			SO		
Portes à ouverture automatique :					
➤ Durée d'ouverture réglable			SO		
➤ Détection des personnes de toutes tailles			SO		
Signal sonore et lumineux du déverrouillage des portes à verrouillage électrique			SO		
Possibilité d'accès y compris en cas de dispositif lié à la sécurité ou à la sûreté est installé			SO		
10. Dispositif d'accueil, équipements et dispositifs de commande					
Si existence d'un point d'accueil :					
➤ Au moins un accessible	R				
➤ Point d'accueil aménagé prioritairement ouvert	R				
➤ Banques d'accueil utilisables en position debout ou assis	R				
Équipements divers accessibles au public					
➤ Au moins 1 équipement par type aménagé	R				
➤ Espace d'usage de 0,80 x 1,30 m devant chaque équipement	R				
➤ Commandes manuelles et fonctions voir, lire, entendre, parler					
▪ 0,90 m ≤ H ≤ 1,30 m	R				
➤ Élément de mobilier permettant de lire, écrire ou utiliser un clavier					
▪ Face supérieure ≤ à 0,80 m	R				
▪ Vide de 0,70 x 0,60 x 0,30 m (HxLxP)	R				

Établissements recevant du public Points examinés	Constat			Commentaires	n° de commentaire
➤ Dispositif de sonorisation équipé d'une boucle magnétique			SO		
Panneaux d'affichage instantané relayant les informations sonores			SO		
11. Sanitaires				Hors Projet	
Cabinets aménagés :					
➤ Au moins 1 par niveau comportant des sanitaires			SO		
➤ Aux mêmes emplacements que les autres			SO		
➤ Séparés H/F si autres sanitaires séparés			SO		
1 lavabo accessible par groupe de lavabos			SO		
Espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour :					
➤ Emplacement : dans le cabinet ou devant la porte			SO		
➤ Dimensions : Ø 1,50 m			SO		
Aménagements intérieurs des cabinets :					
➤ Dispositif permettant de refermer la porte			SO		
➤ Espace d'usage latéral de 0,80 x 1,30 m			SO		
➤ Hauteur de la cuvette entre 0,45 et 0,50 m			SO		
➤ Lave-mains accessible d'une hauteur ≤ 0,85 m			SO		
➤ Barre d'appui latérale entre 0,70 et 0,80 m du sol			SO		
➤ Barre d'appui supportant le poids d'une personne			SO		
➤ Commande de chasse d'eau facilement accessible et manœuvrable			SO		
Lavabos accessibles					
➤ Vide en-dessous de 0,70 x 0,60 x 0,30 m (HxLxP)			SO		
Accessoires divers : porte-savon, séchoirs, etc. à 1,30 m maxi			SO		
Urinoirs à différentes hauteurs si batteries d'urinoirs			SO		
12. Sorties					
Sorties repérables sans risque de confusion avec les issues de secours			SO		
13. Éclairage					
Valeurs d'éclairement					
➤ 20 lux pour les cheminements extérieurs	R				
➤ 200 lux aux postes d'accueil	R				
➤ 100 lux pour les circulations horizontales			SO		
➤ 150 lux pour les escaliers et équipements mobiles			SO		
➤ 50 lux pour les circulations piétonnes des parcs de stationnement			SO		
➤ 20 lux pour les parcs de stationnement (hors circulations piétonnes)			SO		
Éblouissement / Reflet					

Établissements recevant du public Points examinés	Constat			Commentaires	n° de commentaire
Durée de fonctionnement des éclairages temporisés			SO		
Extinction doit être progressive si l'éclairage est temporisé			SO		
Éclairages par détection de présence			SO		
14. Information et signalisation					
Cheminements extérieurs					
➤ Signalisation adaptée aux points de choix d'itinéraires ou en cas de pluralité de cheminements	R				
➤ Repérage des parois vitrées	R				
➤ Passage piétons			SO		
Accès à l'établissement et accueil					
➤ Repérage des entrées	R				
➤ Repérage du système de contrôle d'accès			SO		
➤ Accueils sonorisés					
• Transmission ou doublage visuel des informations sonores nécessaires			SO		
• Système de transmission du signal acoustique par induction magnétique			SO		
• Signalisation de la boucle par un pictogramme			SO		
Circulations intérieures :					
➤ Éléments structurants du cheminement repérables			SO		
➤ Repérage des parois et portes vitrées			SO		
➤ Informations d'aide au choix de la circulation à proximité des commandes d'appel d'ascenseur			SO		
➤ Dans le cas des équipements mobiles, escaliers roulants, tapis et rampes mobiles, signalisation du cheminement accessible			SO		
Équipements divers					
➤ Signalisation du point d'accueil, du guichet	R				
➤ Équipement et mobilier repérables par contraste de couleur ou d'éclairage					
➤ Dispositifs de commande repérables par contraste visuel ou tactile	R				
Exigences portant sur tous les éléments de signalisation et d'information et définies à l'annexe 3					
➤ Visibilité (localisation du support, contrastes)	R				
➤ Lisibilité (hauteur des caractères)	R				
➤ Compréhension (pictogrammes)	R				
15. Établissements recevant du public assis					
Nombre de places réservées : 1 + 1 par tr. de 50			SO		

Établissements recevant du public Points examinés	Constat			Commentaires	n° de commentaire
Salle de + de 1000 places : selon arrêté municipal			SO		
Dimension de l'emplacement : 0,80 x 1,30 m			SO		
Cheminement accessible jusqu'à l'emplacement			SO		
Réparties en fonction des différentes catégories de places			SO		
16. Établissements comportant des locaux à sommeil					
Nombre de chambres adaptées					
➤ 1 si moins de 21 chambres			SO		
OU					
➤ 1 + 1 par tranche de 50			SO		
OU					
➤ Toutes les chambres si établissement d'hébergement de personnes âgées ou présentant un handicap moteur			SO		
Caractéristiques des chambres adaptées					
➤ Espace de rotation Ø 1,50 m			SO		
➤ 0,90 m sur les 2 grands côtés du lit et 1,20 m au pied du lit ou 1,20 m sur les 2 grands côtés du lit et 0,90 m au pied du lit			SO		
➤ Hauteur du plan de couchage des lits fixés au sol : 40 à 50 cm			SO		
Cabinet de toilette :					
<ul style="list-style-type: none"> 1 au moins accessible depuis chaque chambre adaptée Toutes si établissement d'hébergement personnes âgées ou présentant un handicap moteur 			SO		
<ul style="list-style-type: none"> Espace de rotation Ø 1,50 m 			SO		
<ul style="list-style-type: none"> Douche accessible avec barre d'appui 			SO		
Cabinet d'aisance accessible					
<ul style="list-style-type: none"> 1 au moins accessible depuis chaque chambre adaptée 			SO		
<ul style="list-style-type: none"> Tous si personnes âgées ou à mobilité réduite 			SO		
<ul style="list-style-type: none"> Espace d'usage 0,80 x 1,30 m 			SO		
<ul style="list-style-type: none"> Barre d'appui 			SO		
Pour toutes les chambres					
➤ 1 prise de courant à proximité du lit			SO		
➤ 1 prise téléphonique en cas de réseau de téléphonie interne			SO		
➤ N° de chambre en relief sur porte			SO		
17. Établissements avec douches ou cabines					
Cabines					
➤ Au moins 1 cabine aménagée			SO		

Établissements recevant du public Points examinés	Constat			Commentaires	n° de commentaire
➤ Au même emplacement que les autres cabines			SO		
➤ Cheminement accessible jusqu'à la cabine			SO		
➤ Cabines séparées H/F si autres cabines séparées			SO		
➤ Espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour : Ø 1,50 m			SO		
➤ Siège			SO		
➤ Dispositif d'appui en position debout			SO		
Douches					
➤ Au moins 1 douche aménagée			SO		
➤ Au même emplacement que les autres douches			SO		
➤ Cheminement accessible jusqu'à la douche			SO		
➤ Douches séparées H/F si autres douches séparées			SO		
➤ Espace d'usage de 0,80 x 1,30 latéralement à la douche			SO		
➤ Siphon de sol			SO		
➤ Siège			SO		
➤ Dispositif d'appui en position debout			SO		
➤ Équipements divers utilisables en position assis			SO		
18. Caisses de paiement					
Au moins 1 caisse adaptée par niveau avec caisses			SO		
Une caisse adaptée par tr. de 20			SO		
Répartition uniforme des caisses adaptées			SO		
Caractéristiques des caisses adaptées			SO		
Cheminement d'accès aux caisses adaptées ≥ 0,90 m			SO		
Affichage directement lisible pour les personnes sourdes ou malentendantes			SO		



Le Bar-sur-Loup, le 6 février 2017

Le Maire,

à

CASA
Aménagement et Développement
Economique du territoire
Service gestion et coordination
449 route des Crêtes
BP 43
06901 – SOPHIA ANTIPOLIS CEDEX

Services Techniques

Affaire suivie par : Mr Claude CHIERA

Tél. : 04 92 60 35 75

Courriel : services.techniques@lebarsurloup.fr

Objet : Rapport annuel accessibilité 2016

Madame,

Par votre courrier du 06 janvier 2017, vous me sollicitez pour connaître les actions menées en 2016 pour l'amélioration de l'accessibilité des lieux publics.

Ainsi, nous avons réalisés les travaux suivants :

- Finition d'une place PMR au groupe scolaire et au niveau du Centre Célestin Freinet
- Création d'un cheminement pour déficients visuels au niveau du Groupe scolaire
- Mise en place de barres d'appuis pour les WC au Groupe scolaire

En espérant avoir répondu à vos attentes,

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes salutations respectueuses.

Le Maire

Richard RIBERO

SENTENAC Sophie

De: Philippine WATERKEYN <philippine.waterkeyn@biot.fr>
Envoyé: mercredi 29 mars 2017 16:03
À: SENTENAC Sophie
Objet: Rapport annuel de la Commission Communale d'Accessibilité de Biot : année 2016

Bonjour,

Comme convenu au téléphone, je vous prie de trouver ci-joint le rapport annuel de la CCA de Biot, pour l'année 2016.

Comme je vous l'expliquai, ce rapport sera présenté lors du Conseil municipal demain.

A votre disposition pour toute information complémentaire.



Rapport-CCA-2...

Bien cordialement,

Philippine WATERKEYN-CRIVELLI
Service Aménagement, Développement Economique et Durable

Ville de Biot - CS 90339
06906 Sophia Antipolis CEDEX

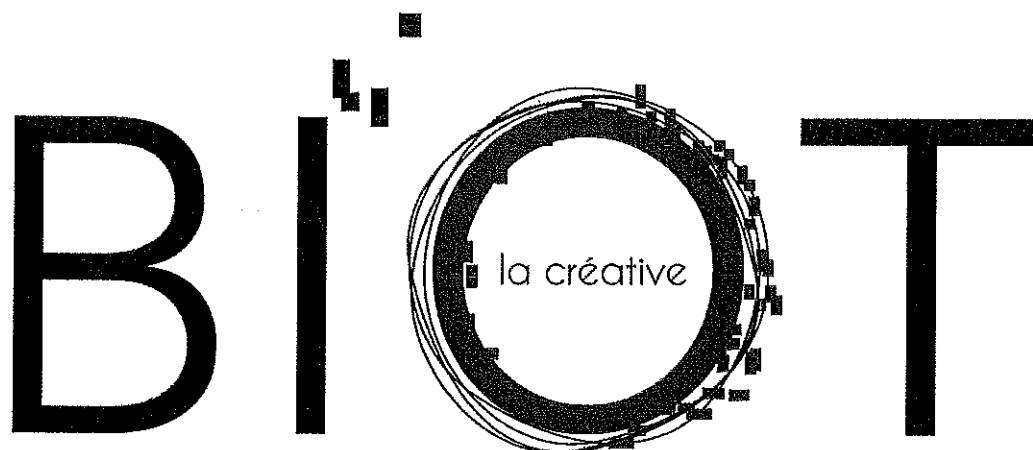
Ligne directe: 04 22 10 57 32
Ligne mobile: 06 08 50 29 89
Fax: 04 93 67 21 56
E-Mail: philippine.waterkeyn@biot.fr

www.biot.fr

Pensez à l'environnement. Merci de n'imprimer ce mail que si nécessaire.



BIOT
la creative



**Rapport annuel
de la
Commission Communale pour l'Accessibilité
Ville de Biot**

2016

TABLE DES MATIERES

1. La Commission communale pour l'accessibilité (CCA).....	3
1.1. Missions de la CCA	3
1.2. Composition de la CCA	3
2. Point sur le cadre bâti	4
2.1. Bâtiments et équipements publics communaux	4
2.1.1. L'Ad'AP communal : rappel de la réglementation et historique	4
2.1.2. Point sur les travaux réalisés en 2016.....	5
2.1.3. Point sur les travaux prévus en 2017	6
2.2. Bâtiments et équipements privés	7
3. Point sur la voirie et les espaces publics : Le PAVE.....	7
3.1. Rappel sur la réglementation et l'historique	7
3.2. Processus de révision : méthodologie et état d'avancement.....	8
3.3. Point sur les travaux réalisés en 2016	10
3.4. Point sur les travaux prévus en 2017.....	12
4. Point sur les autres actions en faveur de l'accessibilité	12
4.1. Les visites de terrain « accessibilité » organisées en 2016.....	12
4.2. Rencontre sur le thème « Les Enfants Cheval » le 10 Novembre 2016	13
4.3. Les Souffleurs d'avenir : évènement accessible	13
4.4. Les sessions de sensibilisation prévues en 2017.....	14
5. Conclusion et perspectives pour l'année 2017	14

1. La Commission communale pour l'accessibilité (CCA)

1.1. Missions de la CCA

L'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 a renforcé la fonction d'observatoire local de l'accessibilité de la commission communale pour l'accessibilité.

Cette commission doit être créée dans chaque commune et chaque intercommunalité de plus de 5 000 habitants. Elle exerce, en vertu de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, 4 missions :

- dresser le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie, des espaces publics et des transports,
- établir un rapport annuel présenté en conseil municipal,
- faire toutes propositions utiles de nature à améliorer la mise en accessibilité de l'existant,
- organiser un système de recensement de l'offre de logements accessibles aux personnes handicapées.

L'ordonnance n°2014-1090 lui confie une mission supplémentaire : celle de tenir à jour, par voie électronique, la liste des établissements recevant du public situés sur le territoire communal qui ont élaboré un agenda d'accessibilité programmée (Ad'AP) et la liste des établissements accessibles aux personnes handicapées.

Afin d'exercer pleinement cette mission, la commission communale pour l'accessibilité est destinataire des attestations d'accessibilité des établissements recevant du public conformes au 31 décembre 2014, des dossiers d'Ad'AP, des éléments de suivi de l'avancement des Ad'AP et des attestations d'achèvement des Ad'AP.

Parallèlement, afin d'institutionnaliser le caractère universaliste de l'accessibilité, la composition de ces commissions est ajustée : outre la présence déjà prévue par la loi du 11 février 2005 de représentants de la commune et de représentants des associations de personnes handicapées (en insistant désormais sur la nécessaire représentation de tous les types de handicap, notamment physique, sensoriel, cognitif, mental ou psychique), cette commission doit accueillir des associations ou organismes représentant les personnes âgées, des représentants des acteurs économiques ainsi que des représentants d'autres usagers de la ville.

1.2. Composition de la CCA

L'ordonnance du 26 septembre 2014 a modifié la composition comme les missions de cette commission communale ou intercommunale.

Comportant initialement des représentants de la commune, d'associations d'usagers et d'associations représentant les personnes handicapées, la composition des commissions a en effet été précisée et étendue pour intégrer les représentants d'associations ou d'organismes représentant les personnes handicapées pour tous les types de handicap, notamment physique, sensoriel, cognitif, mental ou psychique, d'associations ou organismes représentant les personnes âgées, de représentants des acteurs économiques ainsi que de représentants d'autres usagers de la ville.

A Biot, une commission communale pour l'accessibilité des personnes handicapées (CCAPH) a été créée en 2010. Par délibération en date du 17 février 2015, cette CCAPH a été dissoute et la commission communale pour l'accessibilité a été créée (CCA).

La CCA de Biot est composée comme suit :

- 4 représentants de la commune : M. Alain CHAVENON, M. Guy ANASTILE, Mme Claudette BROSSET, Mme Nicole PRADELLI
- 5 représentants d'associations ou organismes représentant les personnes handicapées : Mme

Dominique VIAN (APF), Mme Martine CAMATTE (@ction, Handicap et Dépendance), Mme Liviana ZANIN (Handisavoir), M. Bernard LAMBERT (Ecole Méditerranéenne de Chiens Guides d'Aveugles), M. Fernand MATEO (IME Les Hirondelles)

- 2 représentants d'associations ou organismes représentant les personnes âgées : Mme Renée FRANCESCHI (Croix-Rouge Française et CCAS de Biot), M. Roger GAGGINI (CCAS de Biot)
- 2 représentants des acteurs économiques : Mme Claudia BOTTICCHIO (Aide la Vie), M. Pierre ORTOLA (CAPL)
- 1 représentant d'autres usagers de la ville : Mme Josette KELBERG (Coup de Pouce).

2. Point sur le cadre bâti

2.1. Bâtiments et équipements publics communaux

2.1.1. L'Ad'AP communal : rappel de la réglementation et historique

La Loi du 11 février 2005 dite « Loi handicap » place au cœur de son dispositif l'accessibilité du cadre bâti et des services à toutes les personnes handicapées. Elle impose que tous les Etablissements Recevant du Public (ERP), catégories 1 à 5, disposent d'un diagnostic accessibilité et soient accessibles à tous les usagers et ce quel que soit le type de handicap, avant le 1^{er} janvier 2015.

Pour répondre au retard pris par de nombreux maîtres d'ouvrages ou exploitants dans la réalisation des travaux, le gouvernement a mis en place par voie d'ordonnance (n° 2014-1090 en date du 26 septembre 2014) les Agendas d'Accessibilité Programmée (Ad'AP).

Ce dispositif obligatoire, permettant d'obtenir un délai supplémentaire de 3 à 9 ans, s'impose à tout maître d'ouvrage et/ou exploitant dont le patrimoine d'ERP ne répond pas au 31 décembre 2014 aux exigences d'accessibilité définies à l'article L.111-7-3 du Code de la Construction et de l'Habitation. La loi a obligé le dépôt du rapport Ad'Ap auprès de la préfecture avant le 27 septembre 2015.

Dans ce cadre la commune a souhaité agir vite et satisfaire à ses obligations. Elle a donc fait procéder en 2015 aux diagnostics de l'ensemble de ses ERP et IOP (Installations Ouvertes au Public) par la société Accèsmétrie, organisme spécialisé, sélectionné par une consultation dans le cadre des marchés publics. Ce dernier a établi tous les rapports nécessaires.

La délibération du 24 septembre 2015 (réf : 2015/110/9-01) a approuvé la mobilisation financière sur les années N+1 à N+6 pour engager la commune à poursuivre la mise en œuvre des actions fixées par ces rapports.

La demande d'AD'AP déposée auprès des services de l'Etat le 2 octobre 2015, a été présentée à la sous commission d'accessibilité le 15 décembre 2015 et a été validée le 25 janvier 2016.

Rappel des résultats synthétiques des diagnostics :

- Indice d'accessibilité moyen avant travaux : 37%
- Nombre d'obstacles relevés : 367 obstacles
- Coût des préconisations : 905 165 € HT

Rappel des engagements de l'agenda :

Année	Estimation financière de la mise en accessibilité
Année 1	104 235 € HT
Année 2	108 920 € HT
Année 3	148 240 € HT
Période 2 (année 4,5 et 6)	543 770 € HT
Total	905 165 € HT

2.1.2. Point sur les travaux réalisés en 2016

Pour l'année 2016, les ERP concernés par les actions de mise en accessibilité telles que prévues dans l'Ad'AP communal sont les suivants :

- **Centre culturel (Espace des Arts et de la Culture – EAC)** : travaux entamés en 2016, seront achevés en 2017
- **Centre multi-accueil** : travaux réalisés en 2016
- **City stade** : travaux reportés à l'année (N+3)
- **Jardin d'enfants Saint-Philippe** : travaux reportés à l'année (N+3)
- **Jardin d'enfants village** : travaux reportés à l'année (N+3)
- **Mairie principale** : travaux reportés, seront inclus dans le projet global de rénovation et extension de la Mairie principale (2018-2020)
- **Musée histoire locale** : travaux entamés en 2016, seront achevés en 2017
- **Office du tourisme** : travaux réalisés en 2016
- **Plateau sportif** : travaux reportés à l'année (N+3)

En raison des nombreux travaux de réparation et de réhabilitation qui ont dû être réalisés en 2016 suite aux inondations d'Octobre 2015, l'ensemble des travaux prévus dans l'Ad'AP communal à l'année N+1 (2016) n'ont pas pu être réalisés. Ainsi, les travaux de mise en accessibilité au Centre culturel et au Musée d'histoire locale ont été démarrés en 2016, et seront achevés en 2017.

Par ailleurs, étant donné que des travaux de rénovation de l'Ex Office de Tourisme (Maison Plaucheur) étaient prévus pour 2016, il a été décidé de réaliser en même temps les travaux de mise en accessibilité pour cet équipement, initialement prévus à l'année N+3 de l'Ad'AP. Afin de maintenir l'équilibre budgétaire, un certain nombre de travaux prévus à l'année N+1 ont en échange été reportés à l'année N+3. Il s'agit des travaux prévus pour les IOP suivants : le City stade, le Jardin d'enfants Saint-Philippe, le Jardin d'enfants village et le Plateau sportif.

Par ailleurs, le site de la Mairie principale a été volontairement écarté des travaux de 2016, étant donné le projet global qui y est prévu (projet de rénovation et d'extension 2018-2020), et qui intègre les questions d'accessibilité.

Ainsi, pour l'année N+1 (2016) la commune a procédé aux aménagements suivants :

ERP/IOP concernés et travaux réalisés en 2016	Montant HT
Centre culturel (Espace des Arts et de la Culture – EAC) : <ul style="list-style-type: none">- Réaménagement de l'accueil, avec banque d'accueil accessible- Adaptation des portes- Installation d'une signalétique pour personnes en situation de handicap- Installation de rampes- Autres travaux de réhabilitation	58 513, 82 €
Ancien Office du tourisme (Maison Plaucheur) : <ul style="list-style-type: none">- Installation d'une signalétique pour personnes en situation de handicap- Rénovation du revêtement du sol- Mise en conformité de l'ascenseur- Autres travaux de réhabilitation	42 937, 65 €

Musée histoire locale : <ul style="list-style-type: none"> - Installation d'une signalétique pour personnes en situation de handicap - Autres travaux de réhabilitation 	6 780, 14 €
Office de tourisme : <ul style="list-style-type: none"> - Installation d'une signalétique pour personnes en situation de handicap 	6 877.44 €
Total	118 160, 33 €

2.1.3. Point sur les travaux prévus en 2017

Les ERP concernés par les actions de mise en accessibilité pour l'année 2017, tels que prévus dans l'Ad'AP communal, sont les suivants :

- Ecole Olivari
- Jardin Frédéric Mistral
- Les Glycines : CCAS et Crèche
- Mairie annexe
- Services techniques

Pour l'Ecole Olivari, il est décidé de ne pas réaliser les travaux de mise en accessibilité en 2017, étant donné que ce bâtiment doit faire l'objet de travaux conséquents d'ici 2 ou 3 ans, qui intégreront les mesures en matière d'accessibilité.

Certains travaux débutés en 2016 n'ont pu être achevés, ils ont été reportés pour l'année 2017.

Ainsi, les travaux prévus pour l'année 2017 sont les suivants :

ERP concerné et travaux prévus en 2017	Montant TTC
Centre culturel (Espace des Arts et de la Culture – EAC) : <ul style="list-style-type: none"> - Fin de la mise aux normes (travaux débutés en 2016) - ferronnerie - Création d'un WC accessible aux personnes en situation de handicap - Installation d'un élévateur électrique pour la scène de théâtre de l'EAC 	25 000 € HT
Ancien Office du tourisme (Maison Plaucheur) : <ul style="list-style-type: none"> - Fin de la mise aux normes (travaux débutés en 2016) - ferronnerie 	5 000 € HT
Musée histoire locale : <ul style="list-style-type: none"> - Fin de la mise aux normes (travaux débutés en 2016) - ferronnerie 	5 000 € HT
Jardin Frédéric Mistral : <ul style="list-style-type: none"> - Mise aux normes accessibilité 	20 000 € HT
Les Glycines : CCAS et Crèche <ul style="list-style-type: none"> - Mise aux normes accessibilité 	30 000 €
Mairie annexe : <ul style="list-style-type: none"> - Mise aux normes accessibilité 	10 000 €
Services techniques : <ul style="list-style-type: none"> - Mise aux normes accessibilité 	25 000 €
Total	120 000 € HT

2.2. Bâtiments et équipements privés

Comme pour les équipements publics, les gestionnaires d'ERP privés étaient tenus de déposer un Ad'AP avant le 27 septembre 2015. Le service urbanisme a continué de réceptionner en 2016 des demandes d'autorisation de travaux ainsi que des attestations sur l'honneur d'être accessible.

En 2016, 6 dossiers de demandes d'autorisation de travaux visant l'aménagement ou la modification d'un ERP ont été déposées au service urbanisme de la Mairie.

No de dossier	Date dépôt	Demandeur Nom	Terrain No voie	Terrain voie	Décision	Décision date
AT00601816B0001	09/01/2016	SAS Les Terrailleurs	11	Chemin Neuf	favorable avec réserve	27/05/2016
AT00601816B0002	29/03/2016	Restaurant La Gamine	200	Avenue Roumanille	favorable avec réserve	21/07/2016
AT00601816B0003	13/04/2016	SASU Frégona Restauration	200	Avenue Roumanille	favorable avec réserve	30/06/2016
AT00601816b0005	24/04/2016	EDEN Azur	12	Rue Saint Sébastien	défavorable	25/07/2016
AT00601816B0006	10/05/2016	SAS effet Bœuf		Avenue Roumanille	favorable avec réserve	26/07/2016
AT00601816B0008	13/06/2016	SARL Les 3 AS Le Jarriers	30	Passage de la Bourgade	Défavorable	17/08/2016

Au total, ce sont 43 demandes d'autorisation qui ont été réceptionnées par le service de l'urbanisme entre 2015 et 2016.

Au quotidien, les agents du service de l'urbanisme se sont tenus à la disposition des gestionnaires d'ERP afin de les orienter au mieux et de les accompagner dans leurs démarches administratives de mise en accessibilité.

Il est toutefois rappelé que les services municipaux ne sont pas missionnés pour monter les dossiers de demande d'autorisation de travaux à la place des particuliers.

En 2016, deux établissements supplémentaires ont attesté sur l'honneur être déjà accessibles, s'ajoutant aux dix-huit ayant déjà formulé cette attestation en 2015 :

Nom de l'enseigne	Adresse	Catégorie ERP	Nom du gérant	Prénom du gérant	Date réception attestation d'achèvement
Sudelectro.com	200, avenue Roumanille	5ème	/	/	30/11/2016
DR. Valérie COMBE - Vétérinaire	495, Route de la Mer	/	COMBE	Valérie	05/03/2015

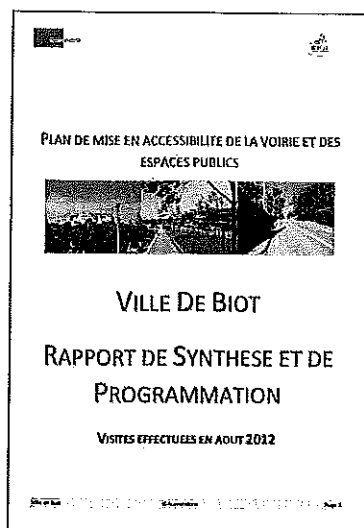
Aucun nouvel Ad'AP n'a été déposé en 2016.

3. Point sur la voirie et les espaces publics : Le PAVE

3.1. Rappel sur la réglementation et l'historique

Le PAVE (Plan de mise en Accessibilité de la Voirie et des Espaces publics) est issu de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

Le PAVE vise à définir les dispositions susceptibles de rendre accessible aux personnes handicapées ou à mobilité réduite l'ensemble des circulations piétonnes et des aires de stationnement présentes sur le territoire de la commune.



Le PAVE présente :

- un état des lieux de l'accessibilité de la commune,
- des propositions de travaux d'amélioration de l'accessibilité,
- leur chiffrage et leur programmation.

L'objectif visé à travers le PAVE est une accessibilité généralisée de la voirie et des espaces publics sur l'ensemble du territoire communal, pour autant il n'y a pas de délai spécifique. La mise en accessibilité doit se faire au fur et à mesure des travaux :

« à l'occasion de la réalisation de voies nouvelles, d'aménagements ou de travaux ayant pour effet de modifier la structure des voies ou d'en changer l'assiette ou de travaux de réaménagement, de réhabilitation ou de réfection des voies, des cheminements existants ou des espaces publics, que ceux-ci soient ou non réalisés dans le cadre d'un projet de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics. » (Décret 2006-1657 du 21 déc. 2006).

Le 27 Juin 2013, le Conseil Municipal a approuvé le Plan de mise en Accessibilité de la Voirie et des Espaces publics (PAVE). Lors de son approbation en juin 2013, il a été prévu de le réviser tous les 3 ans afin qu'il puisse être régulièrement actualisé en fonction des évolutions du territoire.

Conformément à cette délibération, le Conseil Municipal a approuvé le 22 septembre 2016 le lancement de la procédure de révision du PAVE.

3.2. Processus de révision : méthodologie et état d'avancement

La méthodologie adoptée pour la révision du PAVE, comprend différentes étapes :

1. Evaluation de la première période (2013-2016) :

L'évaluation de la période 2013-2016 a permis de mettre en avant le manque de connexion entre le PAVE et la réalité de la programmation des travaux effectués ou programmés.

Au regard de ce constat, il a été décidé de réorienter le contenu et l'approche du document, afin d'avoir un outil plus opérationnel et évolutif, ainsi que de prévoir une animation de l'outil.

2. Mise à jour du diagnostic

Pour chaque obstacle identifié dans le PAVE, une mise à jour a été effectuée (observations sur le terrain effectuées entre août 2016 et janvier 2017).

La mise à jour a donné les résultats suivants sur les 3 zones :

Site	Accessibilité Partielle	Nombre d'obstacles recensés	Accessibilité actuelle
Zone Bois Fleuri	18%	27	18 %
Zone Saint-Philippe	16%	109	21 %
Zone village	25%	157	28%

3. Identification d'itinéraires stratégiques / prioritaires

Un diagnostic territorial a été réalisé, en identifiant les Pôles générateurs de déplacements. Au regard de cette analyse, il a été décidé de retenir 2 zones prioritaires pour la révision du PAVE :

- La Zone du Village
- La Zone Saint-Philippe



Sur ces deux zones, des itinéraires stratégiques ont été identifiés. Ceux-ci ont été validés lors de la Commission Communale d'Accessibilité le 28 septembre 2016.

4. Parcours des axes identifiés avec les agents techniques & représentants PMR

Des visites de terrain ont été organisées sur les deux zones, afin d'identifier les obstacles majeurs à corriger en priorité (voir détails partie 4.1).

5. Réévaluation de la programmation des travaux

Au regard des travaux programmés sur la commune, de la faisabilité des améliorations identifiées et du caractère prioritaire des itinéraires, une réévaluation du phasage des travaux d'amélioration a été effectuée. Ce phasage concerne uniquement les opérations pour lesquelles la Commune de Biot est gestionnaire.

Le phasage ci-dessous a été validé lors d'un Comité de Pilotage qui s'est tenu le 6 mars 2017.

6. Processus de validation du PAVE révisé

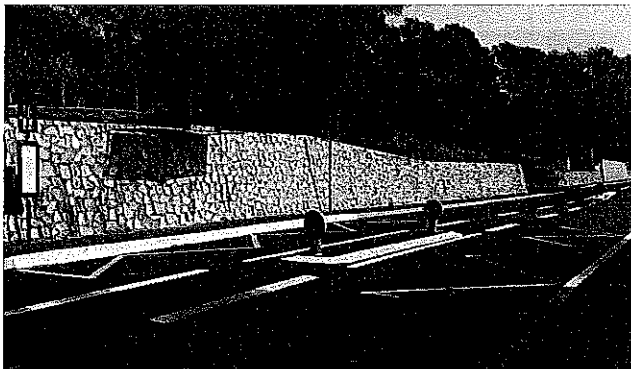
Le document finalisé va être soumis pour avis aux différents acteurs concernés (Conseil départemental 06, Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis, Syndicat Mixte Sophia-Antipolis, Commission Communale d'Accessibilité, etc.).

7. Approbation du PAVE révisé

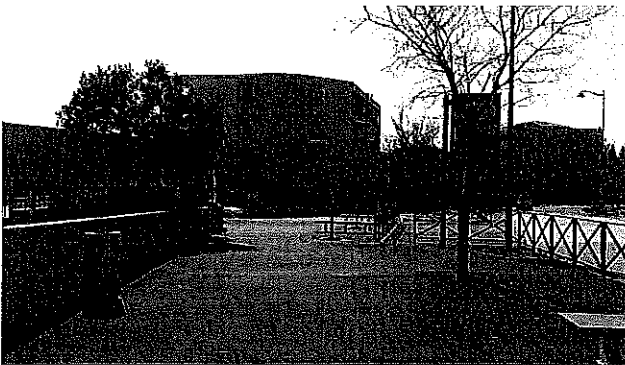
L'approbation du PAVE sera soumise à délibération lors du Conseil municipal du 27 juin 2017.

3.3. Point sur les travaux réalisés en 2016

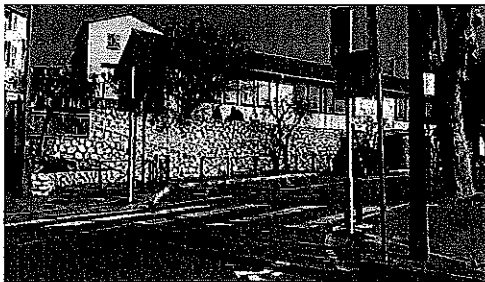
- Arrêt de bus Castagnes (Route de Valbonne) : mise en accessibilité de l'arrêt de bus



- Reprise du trottoir devant l'Ecole Olivari à Saint-Philippe :



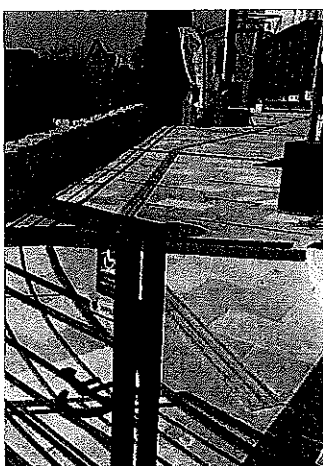
- Installation de ralentisseurs sur le Chemin Neuf et ajout de feux tricolores pour sécuriser les piétons



- Terrain de boules St-Philippe : création d'un accès PMR vers la première planche de jeu



- Installation de la borne d'appel à l'OT



- Mise en place de la zone bleue et mise aux normes des places réservées à l'Espace commercial de Saint-Philippe



Récapitulatif des dépenses publiques en 2016 :

Travaux voirie, espace public réalisés en 2016	Montant TTC
Arrêt de bus Castagnes (Route de Valbonne)	122 818 € (CD06) 3000 € (Biot)
Reprise du trottoir devant l'Ecole Olivari à Saint-Philippe	60 112, 80 €
Reprise revêtement au niveau du Plateau Sportif à Saint-Philippe	40 503, 80 €
Installation de ralentisseurs sur le Chemin Neuf et ajout de feux tricolores pour sécuriser les piétons	25 000 €
Terrain de boules St-Philippe	0 € (Régie)
Installation de la borne d'appel à l'OT	1 500 €
Mise en place de la zone bleue et mise aux normes des places réservées à l'Espace commercial de Saint-Philippe	7 000 €* .
Total	259 934,60 € TTC

* Estimation au regard des éléments du PAVE

3.4. Point sur les travaux prévus en 2017

- Arrêt de bus Biot 3000 : mise aux normes accessibilité
- Automne 2017 : Démarrage des travaux au Parking des Bâchettes
- Réfection du trottoir à Saint-Philippe, entre l'Ecole Olivari et le Rond-Point des Chappes (trottoir actuellement accidenté en raison des racines des arbres – cf. photo ci-contre).
- Démarrage des travaux sur le Parvis de l'Eglise : reprise du revêtement au sol, amélioration de la planimétrie
- Travaux au Jardin Frédéric Mistral (dans le cadre de l'Ad'AP et mise aux normes ERP)
- Parking Saint-Jean : marquage au sol d'un cheminement piéton en allant vers la contre-allée qui mène au Chemin de la Fontanette



Récapitulatif des dépenses publiques prévues pour 2017 :

Travaux voirie, espace public prévus en 2017	Montant HT
Arrêt de bus Biot 3000	50 000 € (CASA)
Réfection du trottoir à Saint-Philippe	25 000 €
Travaux au Jardin Frédéric Mistral	20 000 €
Parking Saint-Jean (marquage)	3 000 €
Travaux au Parking des Bâchettes	3 200 000 €* 300 000 €
Travaux sur le Parvis de l'Eglise (revêtement)	
Total	3 598 000 € HT

**Budget de la totalité du projet*

4. Point sur les autres actions en faveur de l'accessibilité

4.1. Les visites de terrain « accessibilité » organisées en 2016



Dans le cadre du processus de révision du Plan de mise en Accessibilité de la Voirie et des Espaces publics (PAVE), des visites de terrain « accessibilité » ont été organisées sur les deux sites définis comme prioritaires dans le document : le village (visite du 17/11/2016) et la zone Saint-Philippe (visite du 25/01/2017).

Ces visites ont réunis divers acteurs concernés par les questions d'accessibilité de la voirie et des espaces publics :

- Des représentants de personnes à mobilité réduite : EMCGA (Ecole Méditerranéenne des Chiens Guides d'Aveugles), APF (Association des Paralysés de France), Association Handisavoir, IME Les Hirondelles, Complexe de Sophia (IME les Moulins), résidents
- Des agents des Services techniques : Travaux voirie, entretien voirie et espaces verts, police municipale
- D'autres acteurs associés : SYMISA, Syndicat de l'espace commercial Saint-Philippe

Cette action a été très appréciée par les acteurs présents, et a permis d'identifier des solutions opérationnelles et de voir sur le terrain les degrés d'importance des obstacles listés dans le PAVE.

4.2. Rencontre sur le thème « Les Enfants Cheval » le 10 Novembre 2016

La Ville de Biot a soutenu l'association « Le Pas Sage » pour l'organisation d'une rencontre sur le thème « Les Enfants Cheval ». Cette rencontre était organisée en appui de la campagne de crowdfunding mHerCi appelant à soutenir la mise en œuvre d'un dispositif d'équithérapie auprès de 20 enfants lourdement handicapés, à Biot et à Villeneuve-Loubet. La rencontre comprenait la diffusion du film « L'enfant cheval » de Rupert Isaacson suivi d'un débat sur l'équithérapie.



4.3. Les Souffleurs d'avenir : évènement accessible

L'édition 2016 du Festival de l'innovation éco-citoyenne « Les Souffleurs d'avenir », était un évènement accessible aux personnes à mobilité réduite. Dans cette perspective, plusieurs actions et mesures ont été mises en place :

- **Parking PMR**
De nombreuses places de parking étaient prévues au pré de la Fontanette afin d'accueillir les véhicules adaptés. De même, un emplacement dédié était aussi prévu à l'entrée du Village pour accéder facilement à la rue Saint Sébastien..
- **Sanitaires accessibles**
Sur chacun des deux sites du festival, des toilettes adaptées aux Personnes à Mobilité Réduites étaient accessibles. Des plans de situation permettaient d'indiquer où celles-ci étaient situées.
- **Sensibilisation au handicap visuel par l'EMCGA**
L'Ecole Méditerranéenne des Chiens Guide d'Aveugle (EMCGA) était présente les 30 avril et 1er mai au pré de la Fontanette et proposait des parcours de sensibilisation au handicap visuel.
- **Se déplacer, visiter, partager dans tout le festival grâce à la Joëlette**
Parce qu'il était important que cet évènement soit accessible à tous, l'association biotoise Trail pour tous était présente sur les deux sites du festival et a permis aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR) d'accéder aux différents lieux et activités grâce à un système de joëlettes.



4.4. Les sessions de sensibilisation prévues en 2017

La Commune de Biot a prévu d'organiser des sessions de sensibilisation auprès des agents municipaux concernés par les questions d'accessibilité, notamment ceux intervenant sur la voirie et les espaces publics. Il s'agira de favoriser la prise en compte de ses enjeux dans leur travail au quotidien.

5. Conclusion et perspectives pour l'année 2017

Malgré les inondations d'octobre 2015 et les importants travaux qui en ont découlés, la commune a pu réaliser d'importants travaux prévus dans le cadre de l'Ad'AP communal. Les travaux qui n'ont pas pu être réalisés, ont été reportés pour l'année 2017, et s'ajoutent aux autres travaux programmés conformément au planning de l'Ad'AP.

La révision du Plan de mise en Accessibilité de la Voirie et des Espaces Publics (PAVE) a concentré les efforts des agents municipaux concernés en 2016, même si certains travaux d'amélioration ont tout de même pu être réalisés. La nouvelle version du PAVE, qui devra être approuvée par le Conseil municipal en juin 2017, a vocation à être plus opérationnelle et évolutive, afin de s'adapter au mieux à la réalité du terrain.

L'année 2017 verra de nouvelles avancées en matière de mise en accessibilité, aussi bien sur le cadre bâti (Ad'AP communal) que sur la voirie et les espaces publics (PAVE). Des sessions de sensibilisation permettront d'ancrer d'avantage la prise en compte de l'accessibilité dans les habitudes des services concernés.

SENTENAC Sophie

De: MAIRIE DE BOUYON <mairie.bouyon@orange.fr>
Envoyé: mercredi 3 mai 2017 16:40
À: SENTENAC Sophie
Objet: Mise en accessibilité voirie et espaces publics 2016

Chère Madame,

Faisant suite à votre demande de ce jour, dans le cadre du bâti communal existant, mise en accessibilité et normes sanitaires du complexe sportif piscine tennis.

Bonne réception. Cordialement, le secrétariat: Eliane Aguilar

SENTENAC Sophie

De: Chantal Niot <chantal.niot@ville-chateauneuf.fr>
Envoyé: jeudi 6 avril 2017 17:31
À: SENTENAC Sophie
Cc: Émile Bezzone
Objet: RE: Rapport mises en accessibilité 2016

Bonjour Madame SENTENAC,

Voici les travaux d'accessibilités réalisés en 2016 :

- Construction de la salle du Plantier : 2 salles de sport, cuisine centrale avec réfectoire, club house pour association tennis, tout est accessible aux PMR
- Création d'un accès pour l'entrée à la Chapelle de Notre Dame du Brus
- Création d'un emplacement de stationnement de PMR, chemin du Cabanon au Pré du Lac
- Création d'un emplacement de stationnement de PMR, chemin de la Cazette au bas du village historique
- Création de deux emplacements de stationnement de PMR, parking de l'Hubac
- Création de toilettes publiques accessibles aux PMR
- Création d'accès aux PMR dans les bureaux d'accueil de la mairie

Je reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire que vous souhaiteriez connaître.

Bien cordialement

Chantal NIOT
04.92.603.606

De : SENTENAC Sophie [mailto:s.sentenac@agglo-casa.fr]

Envoyé : mercredi 5 avril 2017 15:18

À : Chantal Niot

Objet : Rapport mises en accessibilité 2016

Madame Niot bonjour,

La CASA a adressé en janvier dernier une correspondance relative à la communication du rapport des mises en accessibilité 2016 sur la commune de Châteauneuf, que vous trouverez en pj.

Sauf erreur de notre part, nos services demeurent dans l'attente de ces informations pour la commune.

En vous remerciant par avance et restant à votre écoute pour toute précision sur le sujet.

Bien cordialement.

Sophie SENTENAC

Responsable Service Gestion et Coordination

D.G.A. Développement Economique et Aménagement Durable

SENTENAC Sophie

De: SENTENAC Sophie
Envoyé: mardi 4 avril 2017 12:07
À: mairie@coursegoules.fr
Cc: LAUGEOIS Benoit (b.laugeois@agglo-casa.fr)
Objet: TR: accessibilité

Monsieur le Maire bonjour,

Je prends bonne note de ces indications et vous en remercie.

Sur les aspects techniques en matière d'accessibilité du bâti notamment, je vous invite à prendre contact avec Benoit Laugeois, Directeur Architecture et Bâtiments (04.89.87.71.23), que je mets en copie du présent mail.

Restant à votre disposition.

Bien cordialement.

Sophie SENTENAC

Responsable Service Gestion et Coordination
D.G.A. Développement Economique et Aménagement
Durable
Service Gestion et Coordination



+33489877103 -



+33489877101 -

N'imprimez ce courrier et les documents joints que si nécessaire.
Si vous imprimez ce mail, n'oubliez pas de le recycler.



De : mairie [<mailto:mairie@coursegoules.fr>]

Envoyé : jeudi 30 mars 2017 16:36

À : SENTENAC Sophie

Objet : accessibilité

Bonjour,

Dans le cadre de la mise en accessibilité de la voirie, des bâtiments publics, et des commerces recevant du public, j'ai fait établir un plan général détaillé par un géomètre.

Dans les prochains jours, je disposerai de ce document pour établir l'avant-projet que je vous soumettrai, et que nous avons inscrit au budget de la commune.

Nous pourrions en parler lundi lors du bureau communautaire, si vous êtes disponible.

Cordiales salutations

Le Maire,

Alain ARZIARI

GOURDON, le 6 Mars 2017

Eric MELE
Maire de GOURDON

A

CASA
Direction Générale Adjointe à
L'Aménagement du territoire
Service gestion et coordination
Madame Sophie SENTENAC
449, route des Crêtes
BP 43
06901 Sophia-Antipolis cedex

Objet : Rapport annuel de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics.

Suite à votre courrier du 6 Janvier 2017, trouvez ci-joint le rapport annuel de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics.

Recevez, mes meilleures salutations.

Monsieur Eric MELE
Maire de Gourdon
Vice-président délégué à la gestion des déchets

RAPPORT ANNUEL DE MISE EN ACCESSIBILITE DE LA VOIRIE ET DES ESPACES PUBLICS

La commune a procédé en 2016 à aucun aménagement :

CADRE BATI ET ESPACES PUBLICS
Audit des bâtiments et espaces publics avec l'association des paralysés de France et l'architecte des bâtiments de France.
VOIRIE
Aucunes réalisations
ELEMENTS DE PROSPECTIVE
Mise en place de rampes pour améliorer l'accès de certains bâtiments, de bandes podotactiles pour signaler des marches de voirie dans le village.



04.93.59.95.16
04.93.59.98.14
mairie.greolieres@orange.fr
5, rue de la mairie 06620 Gréolières

DEPARTEMENT DES ALPES MARITIMES

REPUBLIQUE FRANCAISE

Gréolières le 28/02/2017

BORDEREAU D'ENVOI

A : CASA
Direction Générale Adjointe Aménagement
Et Développement Economique
Service gestion et coordination
449 route des Crêtes
BP 43
06901 SOPHIA ANTIPOLIS CEDEX

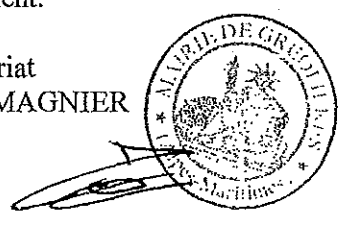
Dossier suivi par : Sophie SENTENAC

OBJET - DESIGNATION	OBSERVATIONS
Rapport annuel de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics - Etat des mises en accessibilité effectuées en 2016 et prévisionnel 2017	

Vous en souhaitant bonne réception,

Cordialement.

Le secrétariat
Monique MAGNIER



ETAT DES MISES EN ACCESSIBILITE
EFFECTUEES EN 2016

1. Gréolières les Neiges : Mise aux normes des WC Publics

2. Village :

- Bâtiment école : *goudronnage de la cour ; mise en hauteur des seuils de porte d'entrée et des baies vitrées ; installation de 2 WC accessibles aux handicapés ; bandes visuelles sur toutes les baies vitrées,*
- Bâtiment Hôtel de Ville : *bandes visuelles sur les baies vitrées*
- Salle municipale associations : *Mise en place d'une rampe amovible à la porte d'entrée*
- Salle bibliothèque : *bande visuelle sur la porte vitrée*
- WC Publics : *adapté*

3. VOIRIE :

- Village :
 - ◇ Parking de la Fâisse : *mise en place de panneaux, peinture horizontale et remise en état de 2 places de stationnement PMR ;*
 - ◇ Parking de l'école : *création d'une place PMR ;*

Prévisions 2017 :

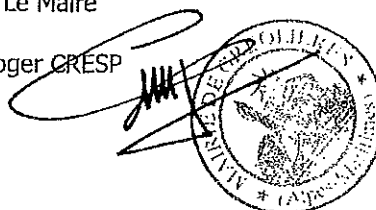
◇ Village : Transformation de la salle municipale du Lavoir pour l'aménagement d'un WC accessible aux handicapés.

◇ Gréolières les Neiges : Transformation du bâtiment du « Fondeur » pour l'aménagement d'un WC accessible aux handicapés.

Fait à Gréolières, le 20/02/2017

Le Maire

Roger CRESP





MAIRIE DE LES FERRES

Les Ferres, le 30 janvier 2017

C.A.S.A.
D.G.A. - A l'attention de Mme BLAZY
Aménagement et Développement
Economique
Service Gestion et Coordination
449, route des Crêtes
B.P. 43
06901 SOPHIA ANTIPOLIS

Affaire suivie par :

Mme Sophie SENTENAC

Objet :

Rapport annuel de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics

Madame,

Nous avons le plaisir de porter à votre connaissance l'état d'avancement des travaux de mise en accessibilité concernant :

- Le cadre bâti communal existant,
- La voirie,
- Les espaces publics.

Les différentes actions de mise en conformité seront vraisemblablement achevées à la fin du premier semestre 2017.

Vous en souhaitant bonne réception, nous vous prions de croire, Madame, en l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

Le Maire
L'Adjoint délégué

Claude BERENGER

CHARVOLEN Gisèle

De: DGS <dgs@mairie-lerouret.fr>
Envoyé: mardi 31 janvier 2017 16:51
À: FOLLOT Alexandre; info
Cc: GIORDANO Adriane; FULCONIS Maurice; 'y.chesta@mairie-lerouret.fr'; Johanna SIMOES; SAULNIER Bruno
Objet: rapport annuel de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics

Bonjour Alexandre,

Je fais suite au courrier émanant de ta direction concernant les actions de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics mise en œuvre en 2016 sur la commune du Rouret.

En matière de voirie on recense :

- l'ensemble des travaux de requalification des extérieurs de l'Espace Associatif et Culturel (parvis et voirie) ont pris en compte les règles en vigueur en matière d'accessibilité (cheminement trottoir, traversée piétonne avec bande podotactile...)
- les travaux de mise en sécurité et accessibilité de l'arrêt de bus du parking du lavoir au cœur du village.

Sur le plan règlementaire on notera :

- la réalisation de l'Ad'Ap de la commune qui sera transmis prochainement aux services de l'ETAT avec un calendrier prévisionnel de mise en accessibilité des bâtiments communaux concernés .

Je me tiens à ta disposition pour toute information complémentaire sur le sujet.
cdt

LE ROURET



Bruno Saulnier
Directeur Général des Services

Mairie du Rouret
Allée des Anciens Combattants
06630 Le Rouret

04 93 77 72 74 • 06 03 49 04 44

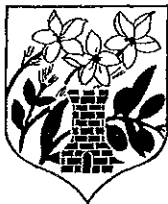


Le Rouret agit pour un
développement durable...



Inscrivez-vous à notre mailing list !
contact@mairie-lerouret.fr

1694.



DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

Arrondissement de GRASSE

MAIRIE d'OPIO

06650

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

Opio, le 20 mars 2017

Madame Marguerite BLAZY
Service gestion et coordination
DGA Aménagement et développement
durable
449, route des Crêtes - BP 43
06901 SOPHIA ANTIPOLIS CEDEX

Réf. FL/059/2017

Objet : rapport annuel de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics

Madame,

En réponse à votre courrier, je vous prie de trouver ci-dessous la réalisation pour la mise en accessibilité sur la commune d'Opio en 2016.

- Cadre bâti communal existant : réalisation de plusieurs plans inclinés (béton) à l'école maternelle Frédéric Mistral (au n°5 Chemin de La Poste), afin de supprimer les marches d'accès à la cour de récréation.

En 2016, la Mairie a également engagé des études et la réalisation de devis pour la signalisation de 5 places PMR, le réaménagement des portes d'entrée de la Mairie, la mise aux normes de l'escalier à l'amphithéâtre (revêtement antidérapant, mains courantes).

Restant à votre disposition pour tout complément, je vous prie de croire, Madame, en l'expression de mes salutations distinguées.

Le Maire :

Thierry OCCELLI



MAIRIE DE ROQUEFORT-LES-PINS

Monsieur le Président
Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis
449 Route des Crêtes
BP 43
06901 SOPHIA ANTIPOLIS

A l'attention de Mme Marguerite BLAZY

Le 10 mars 2017

Service Aménagement
amenagement@ville-roquefort-les-pins.fr

V/REF : AF/SS/15/17

N/REF : JBBDT/PP/MW/28313/17L002

OBJET : Rapport annuel de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics

Monsieur le Président,

Pour faire suite à votre correspondance du 9 janvier dernier, relative à l'affaire visée en objet, j'ai l'honneur de vous informer en retour de l'avancement de nos démarches en matière d'accessibilité pour tous aux bâtiments, aux espaces publics et à la voirie.

A ce jour, la Mairie a été aménagée et répond dorénavant à toutes les exigences réglementaires en matière d'accessibilité. (Accueil, WC, Place « handicapé », tapis d'entrée, rail de guidage, escalier) Suite à l'achèvement du Pôle Image, l'aménagement du parking a été réalisé avec l'accessibilité extérieure au bâtiment.

L'aménagement d'un arrêt de bus avec un quai aux normes réglementaires a également été effectué au Quartier Notre Dame en corrélation avec les services de Transports de la CASA et du Conseil Départemental.

Une place de parking « handicapé » a été également réalisée sur le parking de la Poste.

La Commune envisage de réaliser dans le courant de l'année 2017, conformément au dossier d'Ad'ap qui a reçu un avis favorable le 12 janvier 2016, la mise en accessibilité de l'ensemble de l'école élémentaire.

Vous souhaitant bonne réception de la présente et restant à votre entière disposition,

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de mes sentiments distingués.



Jean-Bernard DUPRET-TOUMIEU

Pour le Maire de Roquefort-les-Pins
L'Adjoint Délégué à l'Aménagement



COMMUNE

de

SAINT-PAUL de VENCE

ALPES-MARITIMES

06570

Saint-Paul de Vence, le

07 MARS 2017

Madame Marguerite BLAZY
DGA Aménagement et développement
Economique
CASA

Objet = Rapport annuel de mise en accessibilité

Nos réf. JLC/AH/SJCR07032017 Accessibilité

A l'attention de Madame Marguerite BLAZY,
Vice-Présidente déléguée à l'Habitat et au Logement,

Madame,

Suite à votre courrier joint à la présente, je vous informe que notre commune n'a pas effectué des travaux de mise en accessibilité dans les domaines du cadre bâti existant, de la voirie et des espaces publics, pendant l'année 2016.

En revanche, conformément à notre agenda d'accessibilité programmée, le montant des travaux prévus pour les années 2016 et 2017 est soumis à l'approbation de nos élus, dans le cadre du vote du budget fixé au Conseil municipal du 10 avril 2017. Je ne manquerai pas de vous adresser la délibération correspondante.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

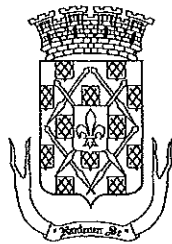
Le Maire de Saint-Paul de Vence

Joseph LE CHAPELAIN



Hôtel de Ville Place de la Mairie 06570 Saint-Paul de Vence – Tel : 04 93 32 41 00

Fax : 04 93 32 64 58 e.mail : mairie@saint-paulvence.fr



Tourrettes-sur-Loup le 16 janvier 2017

Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis
Direction Générale Adjointe
Aménagement et Développement Economique

449, Route des Crêtes
BP 43

06901 SOPHIA ANTIPOLIS Cedex

Nos réf. : DB/CB/17/

Objet : Rapport annuel de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics

Vos réf. : lettre AF/SS 15/17 du 8 janvier 2017

Madame la Vice-Présidente,

En réponse au courrier cité en référence je vous communique l'état des accessibilités effectuées en 2016 sur la commune de Tourrettes-sur-Loup :

- Office de Tourisme,
- accueil et services administratifs de la Mairie,
- création de places PMR sur le parking de l'école maternelle et devant la crèche.

Par ailleurs, dès le premier trimestre 2017 la construction de toilettes publiques modernes et accessibles aux personnes à mobilité réduite va débuter.

Avec mon amical souvenir.



Le Maire

Damien BAGARIA

Hubert



VILLE DE
VALBONNE
SOPHIA ANTIPOLIS

Communauté d'Agglomération Sophia
Antipolis
Madame Marguerite BLAZY
BP 43
06901 SOPHIA ANTIPOLIS cedex

Le **13 MARS 2017**

Nos Réf : DST/PCY/CML/L61 N° *172*

Vos Réf : AF/SS/15/17

Objet : rapport annuel accessibilité

Affaire suivie par : Pascal CYPRES - tél. 04.93.12.31.52

Madame la Vice-Présidente.

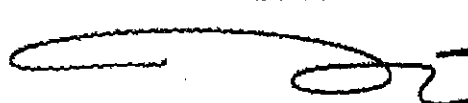

J'ai bien reçu votre courrier du 6 janvier 2017 concernant le rapport annuel de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics.

Je vous informe qu'aucune intervention n'a été réalisée pour l'année 2016.

Notre programmation a dû être modifiée et a priorisé les travaux consécutifs aux intempéries d'octobre 2015. Cependant, je tiens à vous préciser que pour l'année 2017, des travaux seront effectués dans le cadre de l'agenda d'accessibilité programmé.

Je vous prie d'agréer, Madame la Vice-Présidente, l'expression de mes salutations distinguées. *et surtout tous mes vœux pour un prompt rétablissement. Avec mon amitié,*

La Première Adjointe au Maire déléguée à
l'Aménagement Durable, aux Travaux et
à l'Habitat

Martine BONNEAU



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAIRIE DE VALLAURIS - GOLFE-JUAN

Vallauris le 26 Janvier 2017

N/REFS. : PS/DD/PO DGST D.N°42/17
 Affaire suivie par M. Dominique DEGRAVE
 Téléphone : 04.93.64.74.44.
 Télécopie : 04.93.64.74.69.
 degrove@vallauris.fr

CASA
 Madame BLAZY Marguerite
 Vice-Présidente déléguée à l'Habitat et au Loger
 449 route des Crêtes - BP 43

06901 SOPHIA ANTIPOLIS

Objet : Mise en accessibilité de la Voirie et des Espaces Publics
 Affaire suivie par Mme Sophie SENTENAC

Madame la Vice Présidente,

Comme suite à votre correspondance en date du 6 janvier 2017, j'ai l'honneur de vous faire parvenir par la présente l'état des mises en accessibilité réalisées en 2016 sur la Commune en matière de bâtiments, espaces publics et voirie.

Je vous en souhaite bonne réception et vous prie de croire, Madame la Vice Présidente, en l'assurance de mes sentiments distingués.

Le Maire, Pour le Maire,
 L'Adjoint,



Pierre SALMON

PJ. : 1

MISES EN ACCESSIBILITE 2016

1. CADRE BÂTI :

- Poursuite de la réalisation de l'AD'AP pour la première tranche 2016-2018
- Interventions sur divers bâtiments communaux :
 - Groupes scolaires Langevin et Gachon
 - Château- Musée
 - Espace Grandjean et Madoura
 - Bibliothèque
 - CCAS
 - Piscine et Dojo de Golfe-Juan
 - Eglise Saint Pierre et Sainte Anne
 - Office de tourisme
 - EMAPE Les Clos
 - Multi accueil Li Pichoun
 - Hôtel de Ville
 - Mairie annexe
 - Police Municipale

2. VOIRIE ET ESPACES PUBLICS :

- Mise en accessibilité de l'avenue de Cannes
- Mise en accessibilité de l'avenue Foch
- Reprises de trottoirs et réalisation de passages surbaissés sur diverses voies de la commune

3. PREVISIONS 2017 :

- Poursuite de la réalisation de l'AD'AP pour la période 2016-2018
- Poursuite de la mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics



Villeneuve-Loubet 31 janvier 2017

Madame Marguerite Blazy
Vice-Présidente déléguée
à l'Habitat et au logement
CASA
449 Route des Crêtes
BP 43
06901 Sophia Antipolis

Service Sécurité Générale

Nos ref: PT/ST: 17-016

Objet: Rapport annuel de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics.

Affaire suivie par : Stéphanie Trandac.

☎ : 04.92.02.60.55

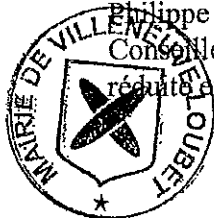
Stephanie.trandac@mairie-villeneuve-loubet.fr

Madame,

Dans le cadre des actions intercommunales engagées en matière d'accessibilité, nous vous adressons notre rapport annuel 2015/2016, qui fait état de nos réalisations sur la commune de Villeneuve-Loubet.

Nous restons à votre entière disposition pour tout renseignement complémentaire qui pourrait vous être utile.

Nous vous prions d'agréer, Madame la vice-Présidente, l'expression de nos salutations distinguées.



Philippe Turchet
Conseiller Municipal délégué à la mobilité
réduite et aux sports



RAPPORT ANNUEL D'ACCESSIBILITE 2015-2016

ETAT DES LIEUX ERP COMMUNAUX.

BATIMENTS COMMUNAUX DU 2EME GROUPE ACCESSIBLES

Adresse	Bâtiment
1. 16 Avenue de la Mer	Office de tourisme
2. 13 avenue de la Liberté	Service Archives
3. 6 Avenue des Ferrayonnes	Espace jeunes CUB'J
4. 70 Avenue des Ferrayonnes	La Poste
5. 9 Avenue de la Liberté	Espace Associatif
6. 2 Avenue de la Petite Bermone	La Poste
7. 2 Avenue des Rives	Mairie Annexe
8. 149 Avenue Jacques Yves Cousteau	Local Royal Cap Service Sécurité Civile
9. 29 Avenue de la Libération	Crèche des Ferrayonnes
10. Chemin des Pierres Noires	Crèche des Rives
11. 192 Avenue Max Chaminadas	Halte-garderie
12. 182 Avenue Max Chaminadas	Crèche municipale
13. 15 Avenue de la Libération	Service Affaires Scolaires
14. 456 Avenue du Dr. J Lefèbvre	Espace Culturel André Malraux
15. 6 Place de Verdun	APIC espace citoyen
16. 269 Allée du Professeur René Cassin	Bâtiment sportif Monique Maurice
17. 511 avenue Antony Fabre	Espace des Espérès
18. 37 Route de la Colle	La Grange Rimade

Bâtiments communaux du 1^{er} groupe accessibles

1. 269B Allée du Professeur René Cassin	Le pôle Culturel A. Escoffier
2. 274 Allée René Cassin	Le groupe scolaire des Plans

DEROGATIONS PMR

Adresse	Bâtiment
2 Avenue des Rives	Etage Mairie Annexe
Promenade du Lac	Etage Ecole maternelle Les Hauts de Vaugrenier
10 Avenue de la Liberté	Etage Ecole élémentaire Saint Georges
456 Avenue du Dr. J Lefèbvre	Etage Ecole élémentaire des Maurettes
2A Rue du Lieutenant Layet	Etages Musée d'art et d'histoire Office de tourisme village

BÂTIMENTS FAISANT L'OBJET D'UNE AUTORISATION DE TRAVAUX

Ecole St Georges	18.05.15	006.161.15.C.0019
Mairie Annexe	18.05.15	006.161.15.C.0017
Police Municipale	18.05.15	006.161.15.C.0016
Mairie Principale	18.05.15	006.161.15.C.0005
Gymnase Granelle	18.05.15	006.161.15.C.0004
Salle Marcel Jacques	18.05.15	006.161.15.C.0003

Les marchés ont été lancés, les travaux seront réalisés dans le premier semestre 2016.

Bâtiment ayant fait l'objet d'un Ad'AP

Avenue des Rives	Ecole Antony Fabre	3 ans
---------------------	--------------------	-------

Commerces privés passés en commission d'accessibilité

68 établissements ont déposé un dossier d'autorisation de travaux portant dérogation PMR pour 28 d'entre eux.

44 attestations d'accessibilité recensées et envoyées à la Préfecture, 16 demande d'Ad'AP dont 11 de patrimoine.

Travaux de mise aux normes accessibilité réalisés en 2015

- Cadre bâti et espaces publics :
- Création d'un microsite accessible aux PMR au niveau du quartier des Espérés Création d'un microsite accessible aux PMR au niveau de la primaire Anthony Fabre
- Modification d'une porte d'entrée accessible aux PMR au niveau de l'Hôtel de Ville
- Création d'une rampe PMR en béton désactivé au niveau du Bâtiment Sportif des Plans
Création d'une rampe PMR au niveau du bâtiment communal Le Pesage
- Création d'une rampe d'accès PMR au niveau du cabinet Médical de l'avenue de la Libération et mise aux normes du trottoir
- **Voirie :**
- Création de place PMR sur l'avenue de la Libération au droit de la superette Casino Création d'un plateau traversant avec modification des accès trottoirs pour PMR au niveau de l'avenue de la Liberté/avenue Grange Rimade
- Mise aux normes PMR du trottoir situé rue Bigeard
- Création d'un plateau traversant avec élargissement du trottoir côté camping aux normes PMR au niveau de l'avenue des Rives
- Création de place de stationnement PMR sur l'avenue de la Libération au droit de la pharmacie
- Mise aux normes PMR du trottoir place de Gaulle au droit du CCAS
- Aménagement de voie et mise aux normes PMR des trottoirs de l'allée de la Plage
- Aménagement d'une piste cyclable et mise aux normes PMR des trottoirs de la RD 241
- Mise en sens unique d'une partie de l'avenue de la Batterie avec élargissement des trottoirs aux normes PMR
- Elargissement d'un trottoir aux normes PMR sur l'avenue de Vaugrenier
- Aménagement d'un trottoir aux normes PMR sur le RD 2085 au droit de la résidence du Moulin de la Garde
- Rénovation de deux places de stationnement PMR au niveau du parking du gymnase Granelle,
- Mise aux normes PMR du trottoir de l'avenue de la Libération au droit de la Police Municipale

TRANSPORTS

- Mise aux normes des 2 arrêts de bus sur avenue de la libération en face PM et pharmacie ;
- Demande de mise aux normes de tous les arrêts de bus (CD & Envibus) de la RD6007 faite à la CASA. Risque de prendre du temps car coordination entre CD, CASA & Villeneuve Loubet.

LOGEMENTS

Depuis le 1er janvier 2007, les textes d'application de la *Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées* ont rendu obligatoires des règles de construction et des prescriptions techniques qui imposent l'accessibilité des logements neufs mais aussi celle des logements existants dans lesquels sont réalisés des travaux.

La CASA se charge du recensement des logements adaptés PMR auprès des bailleurs sociaux de la communauté d'agglomération.

L'association HandiToit (www.handitoit.org) s'est rapproché d'Erilia et du Logis Familial, elle est notre interlocutrice sur toute demande d'aménagement sur 2 programmes qui verront le jour en 2017.

PETITE ENFANCE

- 2 enfants autistes pris en charge au centre de loisir ;
- 1 enfant autiste à l'école maternelle des plans ;
- 1 fillette déficiente-visuel pris en charge par la crèche des Ferrayonnes ;
- Charte sur l'égalité pour le traitement des jeunes signée à la Crèche des Ferrayonnes de Villeneuve Loubet entre La Mairie, le Conseil Départemental et la CAF.

SPORTS

- L'ESVL Tennis de Table a ouvert une section handicapée. Entraînement les lundis matins 9-12h à la salle annexe. (3 pongistes handis, dont 2 de niveau national 3)
- L'ESVL Muscu-Gym a ouvert un entraînement handisport/sport adapté avec coach spécialisé les samedis de 12h à 13h à la salle Monique Maurice. (2 athlètes s'entraînent, encore 3 places à remplir)

MEDECIN

- Seul cabinet de médecin généraliste rendu accessible en fauteuil roulant à 1 impasse de la chapelle.

Travaux de mise aux normes accessibilité réalisés en 2016

Service Bâtiments et énergies 68600€

GYMNASSE JEAN GRANELLE 14 000 €

- Sanitaires du hall du gymnase Jean Granelle
- Porte d'entrée du Gymnase Jean Granelle
- Porte d'accès à la zone de jeux salle Jean Granelle
- Création d'emplacements PMR dans les tribunes.

Etat d'avancement des travaux :

- Sanitaire du hall du gymnase Jean Granelle travaux réalisés en juillet 2016, création d'un sanitaire PMR.
- Porte d'entrée du Gymnase Jean Granelle, travaux réalisés en juillet 2016, mise aux normes du passage PMR.
- Porte d'accès à la zone de jeux salle Jean Granelle, travaux réalisés en juillet 2016, suppression de la porte pour accéder aux tribunes.
- Création d'emplacements PMR dans les tribunes, travaux réalisés en juillet 2016

SALLE MARCEL JACQUES 25 200 €

- Sanitaire de la salle Marcel Jacques
- Portes d'entrée de la salle Marcel Jacques
- Sanitaire de la salle Marcel Jacques.

Etat d'avancement des travaux :

- Sanitaire de la salle Marcel Jacques en cours de réalisation, création d'un sanitaire et douche PMR.
- Portes d'entrée de la salle Marcel Jacques, travaux réalisés en juillet 2016, mise aux normes du passage PMR.
- Sanitaire de la salle Marcel Jacques (en cours de réalisation).

ECOLE SAINT GEORGES 8 200 €

Sanitaire de la cour école St Georges.

Etat d'avancement des travaux :

- Sanitaire PMR école St Georges - travaux réalisés en septembre 2016,

POLICE MUNICIPALE 5 200 €

- Accès à l'accueil de la Police municipale.
- Accueil de la Police municipale aucune réalisation.

Etat d'avancement des travaux :

- Accès à l'accueil de la Police municipale, travaux réalisés en février 2016, création d'une rampe d'accès, du trottoir à l'accueil.
- Porte de la Mairie Principale, travaux réalisés en septembre 2016, installation d'une porte automatique pour la mise aux normes du passage PMR.
- Accueil de la Police municipale aucune réalisation (travaux prévus 2017 pour le réagencement total de l'intérieur du bâtiment.

MAIRIE PRINCIPALE 5 200 €

Porte de la Mairie principale.

Porte de la salle du Conseil municipal.

Etat d'avancement des travaux :

- Porte de la salle du conseil municipal de la Maire principale, mise aux normes du passage PMR, travaux réalisés en septembre 2016.

CCAS 23 600 €

- Création d'un sanitaire et d'un accueil PMR.

Service Travaux, voirie et réseaux divers 203872.98€

- **Voirie :**
- Place Carnot : aménagement de trottoir pour accéder à la place de la République (suppression d'escaliers) avec mise aux normes du passage piéton, (15 290,76 € TTC)
- Avenue des Rives : aménagement de voirie avec mise aux normes de passages piétons, (4 578,00 € TTC)
- Avenue de la Liberté : élargissement du trottoir intersection avenue de la Libération, (11 493,89 € TTC)
- Avenue de la Libération : mise en conformité du carrefour à feu intersection avenue de la Liberté, (28 897,20 € TTC)

- Avenue des Baumettes : aménagement de voirie avec élargissement de trottoir et mise en place des dispositifs normalisés, (93 045,24 € TTC)
- Avenue de Bel Air : Mise en place des dispositifs normalisés, (3 211,00 € TTC)
- Avenue de la Bermone Mise en conformité de deux passages piétons, (3 000,00 € TTC)
- Avenue du Loubet : Mise en conformité de trois passages piétons avec modification de bordures de voirie, (3 360,00 € TTC)
- Chemin du Garoumiou : élargissement du trottoir et mise aux normes du passage piétons avec modification de bordures de voirie au niveau de l'arrêt de bus sur l'avenue Anthony Fabre, (6 527,11 € TTC)
- Parking de la Grange Rimade : aménagement total du parking avec création d'une rampe PMR pour accéder au bâtiment communal, élargissement du trottoir, et création d'un emplacement réservé PMR. (34 469,78 € TTC)

Service Environnement 29962.61€

Aménagement promenade de la mer

Achat en 2013 :

- 30 ml de chemin de bois de 1,50 de large pour un montant de 2 995,28 ttc

Achat en 2014 :

- Fauteuil hippocampe 2 322 ttc
- Fauteuil Tiralo 1 796 ,67 ttc (acheté à l'ESAT l'ensoleillade « établissement et service d'aide à la personne »)
- 100 ml de chemin de bois de 1,50 de large 9 720 ttc

Achat en 2016 :

- Fauteuil Tiralo 1 828,26 ttc (acheté à l'ESAT l'ensoleillade « établissement et service d'aide à la personne »)
- 60 ml de chemin de bois 1 ,70 de large 5 300,40 ttc
- Achat d'un WC PMR sur la promenade de la mer 6 000 ttc

Office du Tourisme

Liste des équipements et aménagements de l'Office de Tourisme pour Tourisme&Handicap :
Généralités :

- bureau d'accueil OT bord de mer labellisé en 2010 pour les 4 familles de handicap (moteur, mental, auditif et visuel) pour une durée de 5 ans. Délai de 6 mois accordé suite aux travaux de rénovation mais actuellement le label n'est plus valable. Demande de renouvellement à effectuer après mise en conformité de différents éléments (stationnement en particulier).
- 1 membre du personnel sensibilisé aux handicaps suite à une formation de 2 jours avec l'association Tourisme & Handicap en 2010
- fiche pratique recensant les équipements de la commune en matière d'accessibilité, quel que soit le handicap et ajout d'une page dédiée dans le guide pratique 2017

Handicap moteur :

- bureau d'accueil accessible de plain-pied avec porte automatique et sans obstacle
- table pour l'accueil des personnes en fauteuils
- présentoirs documentation accessibles

Handicap visuel :

- documentation en braille
- agrandissement des documents sur demande pour les malvoyants
- site internet villeneuve-tourisme : aide à la navigation pour agrandir les textes

Handicap auditif :

- dispositif d'aide à l'audition (casque et boucle magnétique T)
- textes retranscrits sur des fiches mises à disposition lors des visites guidées
- création prochaine d'une visite guidée du village sur support numérique, comportant des textes pour les malentendants (et des fichiers audio pour le handicap visuel)
- sensibilisation d'un membre de l'équipe à la LSF (1 journée de formation)

Handicap mental :

- personnel sensibilisé
- présentoirs thématiques associant texte et images



COMMISSION COMMUNAUTAIRE POUR L'ACCESSIBILITE

REUNION DU 16 NOVEMBRE 2016

COMPTE RENDU

La réunion s'est tenue le mercredi 16 novembre deux mille seize, à la CASA, salle Picasso.

Etaient présents:

Présidence :

Mme BLAZY, Vice-présidente déléguée à l'Habitat et au Logement, Présidente de la Commission Communautaire pour l'Accessibilité (suppléance du Président de la CASA).

Membres de la commission :

- **Représentants des élus de la Communauté**

Mr BAGARIA, Vice-président délégué aux équipements et infrastructures communautaires

Mr CHAVENON, Représentant la Vice-présidente déléguée aux risques naturels

- **Représentants des institutions et des partenaires**

- **Représentants des associations pour tous types de handicaps**

Mr WARNETY et Mme VIAN, Représentants l'Association des Paralysés de France (APF)

Mme CELOT, Représentant l'Association de Défense des Polyhandicapés (ADEPO06)

- **Représentant des acteurs économiques**

Mr BUET, Représentant de l'Association Initiative Agglomération Sophia Antipolis (IASA)

Mr GROGNET, Représentant de l'Association Michard Pellissier

- **Représentants des usagers de la ville**

Mr ALLIGIER, Représentant de la Confédération Nationale du Logement (CNL)

Mr JUNCKEL, Représentant du Conseil de Développement

- **Représentants des communes**

Mr ARZIARI – Maire de Coursegoules

Mr TRAPANI – Commune de Gourdon

Mr LE CHAPELAIN – Maire de Saint Paul de Vence

Mme TANDAC et Mr TURCHET – Commune de Villeneuve-Loubet

Mr DEGRAVE – Représentant Mme le Maire de la Commune de Vallauris

Mme LONVIS – Adjointe au Maire, Commune d'Antibes

Mme EJARQUE – Commune d'Antibes

Mr JULIEN – Commune de Villeneuve Loubet

- **Représentants de l'Administration:**

Mr FOLLOT, Directeur Général Adjoint Aménagement et Développement Economique

Mr LAUGEOIS - Directeur Architecture et Bâtiments

Mme DELAFOLLIE – Direction Architecture et Bâtiments

Mr JACQUART- Direction des Déplacements Infrastructures Risques

Mme MAILLARD – Direction des Déplacements Infrastructures Risques

Mme ROY – Direction Réseau Envibus

Mme MARTIN – Direction Habitat Logement

Etaient excusés :

Mme BENASSAYAG - Suppléante au Vice-président délégué à la mobilité et aux transports
Mme MOITRY, Suppléante au Vice-président délégué aux équipements et aux infrastructures communautaires

Mme MONFORT, Représentant le Préfet des Alpes Maritimes

Mr VIELLEDENT, Représentant l'Association des Amis Parents Enfants Inadaptés (ADAPEI)

Mr le Président de l'Association pour l'Intégration, le Soutien, l'Accompagnement au Travail et l'Insertion Sociale de personnes souffrant de troubles psychiques (ISATIS)

Mr le Président de la Fédération Nationale des Associations d'Usagers de Transport (FNAUT)

Mme la Présidente de l'Union Fédérale des Consommateurs (UFC)

Mme la Directrice de l'Association pour l'Aide et le Conseil aux Personnes Agées (AACs)

Mr LEONETTI – Maire d'Antibes

Mr HUGUES – Maire de Caussols

Mr TRASTOUR – Maire de Conségudes

Mr RICHARD – Maire de Courmes

Mr MION – Maire de la Colle-sur-Loup

Mr ROSSI – Maire de Roquefort-les-Pins

Mr VALETTE – Maire de la Roque-en-Provence

Mme SENTENAC – Responsable Service Coordination, CASA

Mr GRANADOS, Directeur général adjoint – Aménagement et Développement Durable du territoire

Etaient absents :

Mr DAUNIS, Vice-président délégué à l'aménagement du territoire, au développement économique et à la technopole

Le représentant du Conseil Régional

Le représentant de l'Association Valentin Haüy

Le représentant de l'Union Régionale des Associations de Parents d'Enfants Déficieux Auditifs URAPEDA

En préambule, Mme BLAZY remercie l'ensemble des membres présents pour leur participation à cette nouvelle réunion de la Commission communautaire d'accessibilité et précise que cette rencontre a pour objet de présenter les réalisations en matière de mise en accessibilité sur le territoire de la CASA, effectuées en 2015.

Mme BLAZY en profite également pour souhaiter la bienvenue aux nouvelles associations et propose de faire un tour de table pour que chacun se présente.

Après quoi, elle laisse la parole à Mr LAUGEOIS.

Mr LAUGEOIS rappelle succinctement le cadre législatif général et l'objectif de la commission qui est de faire un état des mises en accessibilité du cadre bâti et de la voirie. Il précise également que le retard du déroulement de la commission est conséquent à l'évolution de la législation et à la présentation de la délibération en bureau communautaire au mois de septembre. L'année 2017 permettra un calendrier plus traditionnel de son déroulement.

Il ajoute que l'évolution de la législation modifie la composition de la commission et étend ses missions. Il souligne à ce titre qu'un des gros sujets de l'année 2015 a été celui de l'Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP).

Mr LAUGEOIS rappelle également que le concours des communes est important et nécessaire pour alimenter ce rapport.

Enfin, il insiste sur le fait que la CASA n'a pas vocation à instruire les demandes des communes membres.

Il propose enfin de procéder à l'énoncé des actions réalisées en 2015, à l'appui d'un power point.

1 - LES REALISATIONS CONDUITES EN 2015

Déplacements et Transports

La parole est laissée à Mr JACQUART qui commence par indiquer que sur le plan des déplacements (infrastructures communautaires), la CASA s'attache à rendre accessible toute la chaîne du déplacement.

12 arrêts de bus « type charte » ont été réalisés, avec une continuité des actions en 2016 et 2017.

En outre, la charte se faisant vieillissante, Mr JACQUART précise qu'elle sera modernisée dans le courant de l'année 2017, les intervenants seront donc sollicités pour y travailler. Pourront également y être associés les comités de quartier.

Il insiste sur l'importance des retours que doivent faire les associations concernant leurs besoins d'adaptation.

Concernant le pôle d'échanges à Antibes, des améliorations sont actuellement en cours. Au sujet du TCSP, les travaux ont commencé à la sortie de l'autoroute. Tous les moyens sont mis en œuvre pour rendre ces équipements totalement accessibles.

Mme VIAN intervient et précise que pour les arrêts « type charte », tous les acteurs ne sont pas forcément coordonnés.

A Biot, l'arrêt situé en cœur de ville ne présente pas de cheminement après la descente de bus.

C'est le problème de la chaîne du déplacement, la CASA étant compétente pour les arrêts de bus mais pas pour la voirie.

Bien qu'une réflexion soit portée en amont avec la collaboration des communes, il subsiste des problématiques d'ordre budgétaire et des contraintes de planning.

Ces mêmes problématiques sont rencontrées lorsque les échanges doivent se faire avec le Conseil Départemental.

Mme ROY intervient à son tour et précise que les actions entreprises en 2014 ont été poursuivies en 2015, avec notamment 3 nouveaux bus accessibles.

100% du parc roulant a été rendu accessible y compris les rampes électriques ou encore la mise en place des annonces sonores.

Un voyage initiatique a été fait avec l'APF et des formations ont été dispensées aux conducteurs en collaboration avec l'APF et l'association Valentin HAUY.

Concernant le TAD, 100% des véhicules sont également accessibles, et les plages de réservations ont été étendues à 11 jours.

Mme CELOT demande s'il est possible d'étendre la période de réservation de onze jours à un mois.

Mme ROY précise que c'est actuellement compliqué à mettre en place au vu des contraintes d'exploitation, mais qu'il y a des pistes de développement et d'évolution.

Mme CELOT demande s'il est également possible de sortir du territoire de la CASA pour le TAD.

Mme ROY lui répond par la négative car il est impératif de rester dans le périmètre du PDU, à l'exception de Mougins et de Vence.

Mr FOLLOT explique la problématique de la définition des compétences entre notamment la CASA, les Communes et le Conseil Départemental.

La loi NOTRE met fin à la clause de compétence générale mais définit des compétences de spécialité. Toutefois, il comprend que le respect de la Loi est difficilement entendable par le citoyen.

Mr TRAPANI demande s'il est possible d'imaginer un système de location de voiture à la demande.

Mr FOLLOT précise qu'une telle offre serait du ressort du privé.

Mme LONVIS tient à rappeler qu'à Antibes, les réflexions sont menées en concertation avec les associations, notamment l'APF et Valentin HAUY et qu'il y a de bons résultats.

Elle rappelle l'importance de ce lien pour les réflexions portant sur la thématique du transport mais également pour tous les autres domaines de compétences.

Logement

Mr LAUGEOIS reprend la parole et informe du recensement de l'offre de logements accessibles et adaptés aux PMR, effectué dans le cadre de l'Observatoire du Handicap.

Il informe de l'évolution du cadre législatif pour que les logements auparavant dits « adaptés » soient des logements « adaptables ».

L'engagement des promoteurs a été de 7 logements entre 2014 et 2015.

Mme BLAZY souligne que l'année 2015 a permis le déroulement de bon nombre de réunions, la poursuite des actions entreprises par l'observatoire de la demande et l'observatoire des logements et que demande a été faite aux bailleurs de faire des logements dits « adaptables » en plus des logements adaptés.

Pour information, la résidence l'Ocarina a fêté ses 10 ans. Cette résidence a été réalisée par la SACEMA et était, pour l'époque, un concept totalement novateur. Elle avait été réalisée en lien avec les associations d'usagers.

Pour rappel, 10 logements en rez-de-chaussée sont réservés aux PMR qui ont besoin d'une assistance au quotidien.

L'APF met également à disposition des aides de jour et de nuit.

Equipements cadre bâti

Mr LAUGEOIS poursuit sur la thématique du cadre bâti et précise que l'action a principalement porté sur le diagnostic accessibilité. Dans le cadre du dispositif Ad'AP, l'audit de 2009 a été mis à jour par un bureau d'études et le dossier de demande d'intégration au dispositif a été validé le 10 décembre 2015.

Les principales préconisations portent sur la signalétique horizontale et verticale, les contrastes escaliers et les pictogrammes. Les actions de mise en accessibilité doivent se dérouler sur une période maximale de 3 ans, soit jusqu'à fin 2018.

Avant d'aborder la prospective 2016, les points suivants sont évoqués :

Antibes a fait part de l'importance des travaux de mise en accessibilité à réaliser sur la commune et du montant conséquent à prévoir en investissement. Le dossier d'Ad'AP est en cours de constitution.

Mr LE CHAPELAIN quant à lui fait part des problèmes de la topologie de sa commune.

Il ajoute que les groupes scolaires prennent en compte la problématique de l'accessibilité, notamment le handicap moteur, mais que les 4 autres types de handicap sont mal évalués et pas forcément pris en compte dans la réflexion.

Mme CELOT évoque la problématique de l'extrascolaire et des AVS (Auxiliaire de vie Scolaire)

Concernant les travaux « grand est », les panneaux d'information ne sont pas adaptés, notamment la police de caractère, les normes publicitaires ne sont pas respectées.

Mme CELOT poursuit par la problématique des hauteurs de portiques des parkings qui sont inférieures à la hauteur des voitures adaptées pour le transport de PMR (cimetière, stade de foot, plage...)

Mme LONVIS insiste sur le fait qu'il est indispensable que les agents d'accueil suivent des formations spécifiques pour pallier les manques dans les ERP et les problèmes rencontrés au quotidien.

Le CNFPT de Montpellier a des compétences techniques en accessibilité. Des essais avec parcours en fauteuil ont été réalisés pour bien prendre conscience des problématiques liées à l'accessibilité.

Mr TRAPANI demande à ce que la liste des ERP accessibles puisse être reversée dans le SIG de la CASA. Il pourrait y avoir sur chacun des sites internet des communes un onglet « handicap » qui recenserait toutes les informations sur l'accessibilité des ERP.

3- PROSPECTIVE 2016

Pour la CASA :

En matière de cadre bâti, Mr LAUGEOIS fait part de la poursuite des actions du diagnostic accessibilité inscrites dans le cadre du dispositif Ad'AP, majoritairement dans le domaine de la signalétique.

En matière de déplacements et de logements, les réflexions menées en 2015 seront poursuivies tout au long de l'année 2016.

La CASA se rapprochera des communes afin de faire un point sur les situations des ERP accessibles, notamment dans le cadre de l'Ad'AP.

Il conviendra de tenir un listing à jour et de trouver un outil adéquat des actions des communes.

Mme BLAZY rajoute que les mentalités ont changé même s'il y a encore beaucoup de travail.

Mme CELOT fait remonter le problème de l'accessibilité de la piscine municipale : le bassin est accessible mais pas les douches. Il s'agit de mener une réflexion globale sur l'ensemble de l'équipement.

Autre problématique, la fin du service du TAD à 18h ne favorise pas l'accès à la culture. Une demande pour des horaires nocturnes doit être étudiée.

Enfin, Mme BLAZY remercie chaque participant pour sa contribution et conclut en insistant sur les avancées notables et la prise de conscience générale.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à seize heures.

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	54	21

N° de la séance : 05

Objet de la délibération : DGA / AD -
Commission intercommunale pour
l'Accessibilité - Modification et
désignation des représentants

- ☒ Original
▪ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2016.110

Date de la convocation :

Le 20/09/2016

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **10 OCT. 2016**

de la réception s/Préfecture
en date du **10 OCT. 2016**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services



Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 26 septembre 2016

L'an deux mil seize et le 26 septembre à 17h15, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de septembre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Jacques GENTE, Guy GIRAUD, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Yves DAHAN, Marina LONVIS, Anne-Marie DUMONT, Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN, Michel VIANO, Eric DUPLAY, Martine BONNEAU, Christophe ETORE, Michel BERTRAND, Béatrice VIGNOLO, Nathalie DEPETRIS, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Eric PAUGET, Khéra BADAoui, Déborah MINEI

PROCURATIONS :

Marguerite BLAZY à Nathalie DEPETRIS, Roger CRESP à Gilbert TAULANE, Michel MAZUET à Guilaine DEBRAS, André-Luc SEITHER à Jacques GENTE, Colette ZALMA à Jean Pierre MAURIN, Afrim KACA à Jean LEONETTI, Serge AMAR à Simone TORRES-FORET DODELIN, Abderrazak SALOUH à Henri GANNARD

ABSENTS :

Eric MELE, Gilbert HUGUES, Joseph VALETTE, Patrick DULBECCO, Angèle MURATORI, Albert CALAMUSO, Jean-Pierre DERMIT, Martine SAVALLI, Françoise THOMEL, Elisabeth PILLARD, Barbara LANCE, Anne CHEVALIER, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Khéra BADAoui, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur LEONETTI,

La Loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées a rendu obligatoire la création d'une Commission pour l'Accessibilité des Personnes Handicapées dans les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) de 5000 habitants et plus.

Ainsi, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, en sa qualité d'EPCI, s'est dotée de cette Commission, par délibération du Conseil communautaire du 9 juillet 2007.

En application de l'article L.2143-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, la création d'une commission intercommunale pour l'accessibilité est obligatoire pour les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de transports ou d'aménagement de l'espace, dès lors qu'ils regroupent 5 000 habitants et plus. Elle est alors présidée par le président de cet établissement. Elle exerce ses missions dans la limite des compétences transférées au groupement.

La Loi du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement instaure un nouveau cadre législatif et réglementaire, notamment en son article 21. Ce dernier vient modifier les dispositions précédentes relatives à cette Commission, sur trois points :

1. L'intitulé de la Commission : « Commission intercommunale pour l'Accessibilité »
2. Sa composition, qui se voit élargie, avec :
 - des associations représentant tous les types de handicaps
 - des associations ou organismes représentant des personnes âgées
 - des représentants des acteurs économiques
 - des représentants d'autres usagers de la ville
3. Ses missions, qui ont également été élargies.

La Commission a non seulement pour objet de :

- dresser le constat de l'accessibilité du cadre bâti existant sur le territoire concerné (articles 41, 42 et 43 de la Loi de 2005), de la voirie, des espaces publics et des transports (articles 19 et 45) ;
- d'élaborer des propositions de nature à améliorer l'accessibilité de l'existant ;
- formuler des avis sur sollicitations des communes ;
- formuler des avis (consultatifs) sur les plans d'actions élaborés pour les communes (Plan communal de mise en accessibilité de la voirie et des aménagements des espaces publics, Programme pluriannuel de mise en accessibilité du bâti existant) ;
- d'organiser un système de recensement de l'offre de logements accessibles aux personnes handicapées (articles 41, 43, 46 et 50) ;

Mais également :

- de tenir à jour, par voie électronique, la liste des établissements recevant du public situés sur le territoire intercommunal, qui ont élaboré un agenda d'accessibilité programmée (Ad'AP) et la liste des établissements accessibles aux personnes handicapées et aux personnes âgées (Loi de 2015) ;
- d'établir un rapport annuel présenté à l'organe délibérant de l'EPCI et faire toute proposition utile d'amélioration de mise en accessibilité de l'existant. Le recours à ses connaissances et à son expertise peut être sollicité en tant que de besoin, notamment lors de l'élaboration des schémas directeurs d'accessibilité des services de transports publics.

Ce rapport est transmis au représentant de l'Etat dans le département, au président du conseil départemental, au conseil départemental de la citoyenneté et de l'autonomie, ainsi qu'à tous les responsables des bâtiments, installations et lieux de travail concernés par le rapport.

Conformément à la délibération citée plus haut, ainsi qu'à celles prises en Conseil communautaire des 15 décembre 2008 et du 2 juin 2014 (nouvelles désignations suite au dernier mandat électoral), il est proposé d'arrêter la composition de la Commission comme suit :

4 Représentants des élus de la Communauté :

Le Vice-Président Délégué au Développement Economique et à l'Aménagement du Territoire, ou son suppléant ;

Le Vice-Président Délégué aux Risques Naturels, ou son suppléant ;

Le Vice-Président Délégué à la Mobilité et aux Transports, ou son suppléant ;

Le Vice-Président Délégué aux Equipements et aux Infrastructures communautaires, ou son suppléant.

4 Représentants des institutions et des partenaires :

Le Préfet ou son représentant ;

Le Président du Conseil Régional ou son représentant ;

Le Président du Conseil Départemental ou son représentant ;

Le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis ou son représentant.

6 Représentants des Associations pour tous types de handicaps :

Le Président de l'Association des Amis Parents Enfants Inadaptés (ADAPEI) ou son représentant ;

Le Président de l'Association Valentin Haüy ou son représentant ;

Le Président de l'Association des Paralysés de France (APF) ou son représentant ;

Le Président de l'Association Union Régionale des Associations de Parents Enfants Déficients Auditifs (URAPEDA) ou son représentant ;

Le Président de l'Association de Défense des Polyhandicapés (ADEPO06) ou son représentant ;

Le Président de l'Association pour l'intégration, le soutien, l'accompagnement au travail et l'insertion sociale de personnes souffrant de troubles psychiques (ISATIS) ou son représentant.

1 Représentant des personnes âgées :

Le Président de l'Association pour l'Aide et le Conseil aux Personnes Agées (AACCS) ou son représentant.

3 Représentants des acteurs économiques :

Le Président de l'Association Initiative Agglomération Sophia Antipolis (IASA) ou son représentant ;

Le Président de l'Association Sophia Club Entreprises (SCE) ou son représentant ;

Le Président de l'Association Michard Pellissier.

4 Représentants des usagers de la ville :

Le Président de la Fédération Nationale des Associations d'Usagers de Transports (FNAUT) ou son représentant ;

Le Président de l'Union Fédérale des Consommateurs (UFC) ou son représentant ;

Le Président de la Confédération Nationale du Logement (CNL) ou son représentant ;

Le Président du Conseil de Développement ou son représentant.

Compte-tenu de ce qui précède, il est aujourd'hui proposé au Conseil communautaire :

- de prendre acte du nouvel intitulé de la Commission, appelée « Commission intercommunale pour l'Accessibilité » ;
- de prendre acte de la mission supplémentaire de la Commission, relative à la tenue à jour de la liste des établissements recevant du public situés sur le territoire intercommunal, qui ont élaboré un agenda d'accessibilité programmée (Ad'AP) et la liste des établissements accessibles aux personnes handicapées et aux personnes âgées ;
- d'arrêter la composition de cette Commission telle que ci-dessus proposée ;
- de prendre acte que conformément à l'article L. 2143-3 du CGCT le Président désignera nominativement les membres de la commission ;
- de désigner Madame la Vice-présidente déléguée à l'Habitat et au logement, en tant que suppléante de Monsieur le Président de la CASA, lorsque celui-ci est absent.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- de prendre acte du nouvel intitulé de la Commission, appelée « Commission intercommunale pour l'Accessibilité » ;
- de prendre acte de la mission supplémentaire de la Commission, relative à la tenue à jour de la liste des établissements recevant du public situés sur le territoire intercommunal, qui ont élaboré un agenda d'accessibilité programmée (Ad'AP) et la liste des établissements accessibles aux personnes handicapées et aux personnes âgées ;
- d'arrêter la composition de cette Commission telle que ci-dessus proposée ;
- de prendre acte que conformément à l'article L. 2143-3 du CGCT le Président désignera nominativement les membres de la commission ;
- de désigner Madame la Vice-présidente déléguée à l'Habitat et au logement, en tant que suppléante de Monsieur le Président de la CASA, lorsque celui-ci est absent.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 26 septembre 2016
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 26/09/2016
Numéro : CC_2016_110
Nature : DE - Deliberations
Objet : Commission intercommunale pour l'Accessibilité -
Modification et désignation des représentants
Matière : 5.2 - Fonctionnement des assemblées
Interlocuteur
Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : LBMUTIV

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 10/10/2016
Identifiant : 006-240600585-20160926-CC_2016_110-DE

Acte reçu

Date : 26/09/2016
Numéro interne : CC_2016_110
Code nature : 1
Code matière 1 : 5
Code matière 2 : 2
Objet : Commission intercommunale pour l'Accessibilité - Modification et désignation des représentants
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20160926-CC_2016_110-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 0

AR receptionné - Imprimer

Date de l'acte : 09/10/2017
Numéro : CC_2017_106A
Nature : DE - Deliberations
Objet : Commission intercommunale pour l'accessibilité -
Présentation du rapport annuel 2016
Matière : 5.7 - Intercommunalité
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 2E5HUPD

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 20/10/2017
Identifiant : 006-240600585-20171009-CC_2017_106A-DE

Acte reçu

Date : 09/10/2017
Numéro interne : CC_2017_106A
Code nature : 1
Code matière 1 : 5
Code matière 2 : 7
Objet : Commission intercommunale pour l'accessibilité? - Pr?sentation du rapport annuel 2016
Classification utilisée : 19/04/2017
Document : 006-240600585-20171009-CC_2017_106A-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
006-240600585-20171009-CC_2017_106A-DE-1-1_2.PDF

AR receptionné - Imprimer

Date de l'acte : 09/10/2017
Numéro : CC_2017_106B
Nature : DE - Deliberations
Objet : Commission intercommunale pour l'accessibilité -
Présentation du rapport annuel 2016
Matière : 5.7 - Intercommunalite
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : FXA7xVG

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 20/10/2017
Identifiant : 006-240600585-20171009-CC_2017_106B-DE

Acte reçu

Date : 09/10/2017
Numéro interne : CC_2017_106B
Code nature : 1
Code matière 1 : 5
Code matière 2 : 7
Objet : Commission intercommunale pour l'accessibilit? - Pr?sentation du rapport annuel 2016
Classification utilisée : 19/04/2017
Document : 006-240600585-20171009-CC_2017_106B-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 3
006-240600585-20171009-CC_2017_106B-DE-1-1_2.PDF
006-240600585-20171009-CC_2017_106B-DE-1-1_3.PDF
006-240600585-20171009-CC_2017_106B-DE-1-1_4.PDF